



Tandis que Moscou refuse la coopération occidentale dans le domaine nucléaire

## Les limites de l'aide économique

«OPÉRATION Espoir», c'est le nom de code du pont aérien mis en place par les États-Unis pour approvisionner l'ancienne Union soviétique. C'était aussi le thème de la conférence internationale de Washington consacrée à l'assistance à la Communauté des États indépendants (CEI), qui s'est achevée jeudi 23 janvier. La mobilisation - près de cinquante États représentés, sans compter les organismes internationaux - était aussi importante que lors de l'opération «Tempête du désert» en faveur du Koweït. Mais, visiblement, les moyens d'action sont plus difficiles à définir lorsqu'il s'agit de sauver une économie que lorsqu'il faut libérer un territoire.

La rencontre de Washington, décidée en décembre à l'initiative de M. James Baker, tombait à point. Après la brutale augmentation des prix le 2 janvier, la situation est particulièrement critique dans la CEI. Les produits de consommation sont toujours rares sur les états et les mouvements de panique sont fréquents, face à la chute brutale des revenus de la population.

DEVANT une telle mobilisation internationale pour venir en aide au géant ruiné, comment ne pas espérer que le spectre de la famine s'éloigne rapidement ? D'ailleurs, l'aide d'urgence décidée en décembre par la CEE en faveur de Moscou et Saint-Petersbourg a commencé à être distribuée cette semaine.

Plusieurs signaux d'espoir ont donc été envoyés en quelques jours aux habitants de la CEI. Oui, l'Occident, l'Asie et le Proche-Orient sont mobilisés pour venir au secours de l'ancienne URSS, malgré leurs multiples querelles diplomatiques et financières. Oui, des programmes d'assistance sont actuellement mis en œuvre. Oui, les Républiques de la CEI sont désormais les bienvenues au sein des organismes monétaires internationaux, le Fonds monétaire international (FMI) en premier lieu.

MAIS la conférence de Washington n'a pas permis d'avancer sur la plupart des questions de fond. Quelle est l'ampleur exacte du soutien que les États sont prêts à apporter, au-delà des programmes d'urgence ? Faut-il recommander à la Russie une thérapie de choc ou un peu plus de douceur dans les réformes ? Quelle attitude adopter face aux Républiques qui refusent de coopérer avec la CEI, qui tolèrent de graves atteintes aux droits de l'homme, qui ne reconnaissent pas leur part du fardeau de la dette ?

Les expériences récentes de l'Europe de l'Est ont prouvé que seule la libéralisation du commerce et de l'activité économique en général peut venir à bout des pénuries. Tant que le gouvernement russe ne parviendra pas à mettre en œuvre une véritable politique économique, il est peu probable que des changements fondamentaux interviendront. Certes, on pourra se procurer dans la plupart des régions des denrées provenant de l'aide alimentaire. Mais en l'absence d'un programme économique - le FMI l'a déjà fait savoir - la communauté internationale ne sera pas prête à s'engager plus avant. La belle, qui était pendant quelques jours à Washington, revient tout naturellement dans le camp de Moscou et des autres capitales de la CEI.

Lire page 6 l'article d'ALAIN FRACHON et de SERGE MARTI.

M0147 - 0125 0 - 6 00 F



## Le conflit sur la Crimée s'aggrave entre la Russie et l'Ukraine

En contradiction avec les accords créant la Communauté des États indépendants, le Parlement russe a soulevé, jeudi 23 janvier, la question de la Crimée par un vote impliquant une possible nouvelle délimitation des frontières entre la Russie et l'Ukraine. La volonté de la Russie d'être reconnue comme unique héritière de l'URSS et son refus de la coopération occidentale en matière nucléaire ont été exprimés le même jour à Moscou devant M. Roland Dumas.

MOSCOU

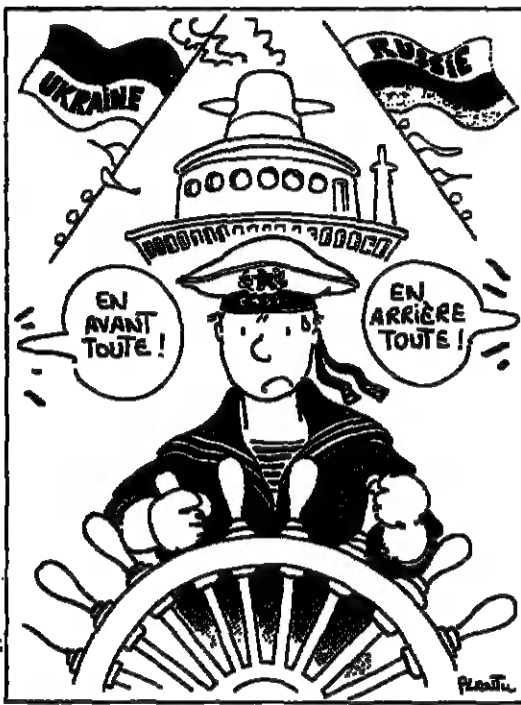
de notre correspondant

Le Parlement de Russie a pris le risque de mettre en marche une machine infernale qui pourrait conduire à terme à l'éclatement d'une Communauté d'États indépendants déjà plutôt mal en point. A tout le moins, la résolution votée jeudi 23 janvier à une écrasante majorité, et qui revient à remettre en question l'appartenance de la Crimée à l'Ukraine, est assurée d'approfondir le fossé de défiance qui sépare désormais Kiev de Moscou et donc les deux principaux peuples de cette jeune et fragile Communauté.

Le Soviet suprême de Russie a ainsi décidé d'examiner la constitutionnalité de la décision prise en 1954 de transférer la province de Crimée de la Fédération de Russie à la République d'Ukraine.

JAN KRAUZE

Lire la suite et nos informations page 4



Lire page 20 l'article de JACQUES AMALRIC sur la visite de M. Roland Dumas dans la CEI

Au-delà d'une manifestation en faveur des immigrés

## Une campagne se développe contre le Front national

La manifestation antiraciste du samedi 25 janvier à Paris a pour principal mot d'ordre la défense des droits des étrangers en France, menacés par certaines dispositions que le gouvernement juge indispensables à sa politique de maîtrise de l'immigration. Toutefois, au-delà de ce thème particulier qui met en cause le pouvoir socialiste, c'est d'abord le Front national qui sera la cible des manifestants.

Quatre associations anti-racistes, soutenues par les partis de gauche et les grandes organisations syndicales, appellent à une manifestation «contre le racisme et pour l'égalité des droits», samedi 25 janvier à 15 heures, place de la Bastille à Paris, autour de quatre thèmes : le droit d'asile, le droit de vote des étrangers, la protestation contre «l'amendement Marchand», qui crée une «zone de transit» pour les étrangers en attente, et le refus de la «double peine», c'est-à-dire de l'expulsion de certains étrangers condamnés.

Mais il s'agit aussi, pour les organisateurs, de dénoncer l'extrême droite et l'emprise des thèses qu'elle développe. La tournée électorale de M. Jean-Marie Le Pen à travers la France a provoqué en

effet une réelle mobilisation, plus ou moins importante selon les villes, des adversaires du Front national. M<sup>me</sup> Edith Cresson a donné sa caution à ce mouvement en portant plainte pour injure, au début de la semaine, contre M. Le Pen. En s'associant à la manifestation parisienne, le Parti socialiste entend bien tirer profit du rejet que suscite l'extrême droite et faire de la journée du 25 janvier, à deux mois des élections régionales et cantonales, le point de départ d'une reconquête de l'opinion. De leur côté, les associations antiracistes affirment leur volonté de lutter contre toute tentative de récupération.

Lire page 7 les articles de PHILIPPE BERNARD OLIVIER BIFFAUD et ANNE CHEMIN

## Commerce mondial : la France isolée

Paris s'oppose à ses partenaires européens à propos de l'agriculture dans les discussions de l'Uruguay Round

BRUXELLES  
(Communautés européennes)

de notre correspondant

L'accalmie que connaît actuellement l'Uruguay Round est trompeuse. Les négociations sur le commerce international continuent à Genève et une nouvelle épreuve de vérité est attendue pour mars. La France a rejeté, avec plus de virulence que quiconque, le projet de compromis établi par

M. Arthur Dunkel, le directeur général du GATT (Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce). Mais M. Douglas Hurd, le secrétaire au Foreign Office, a souhaité jeudi 23 janvier que le projet de M. Dunkel serve de base en vue d'un accord. Le risque d'une crise ouverte entre la France et ses partenaires de la CEE à propos de l'Uruguay Round n'est donc pas écarté. Quels sont les objectifs de la France dans la double négociation

en cours, à Bruxelles (la réforme de la politique agricole commune, ou PAC) et à Genève (l'Uruguay Round), qui l'une et l'autre mettent en cause les intérêts de ses paysans ? Le premier d'entre eux est, légitimement, de garantir une réforme qui ouvre des perspectives d'avenir à ses producteurs et, en même temps, préserve sa capacité d'exportation agroalimentaire. Compte tenu du malaise persistant qui frappe les campagnes, mais

aussi de la structure de notre commerce extérieur, c'est là un choix politiquement et économiquement incontournable. Le gouvernement a donc raison de rejeter, dans les négociations de Genève, des solutions qui orienteraient la réforme de la PAC dans un sens non souhaité, comme il l'a fait en repoussant le projet de compromis conçu par M. Arthur Dunkel.

PHILIPPE LEMAITRE  
Lire la suite page 15

## La revanche des Indiens du Canada

Premiers occupants, ils ont réclamé et obtenu la cession d'immenses territoires

MANIWAKI

de notre envoyée spéciale

«Pour le mot «vision», j'ai enfin trouvé une traduction à peu près satisfaisante, mais avec le mot «ordinateur», je n'arrive pas à m'en sortir.» Assis à l'antique bureau de son humble maison de bois, où les livres d'écoliers en français et en anglais côtoient des archives jaunies et les dictionnaires réalisés par d'anciens missionnaires, le vieux Ernest McGregor sait qu'il devra vite trouver une solution.

Les écoliers de Kitigonzi - la réserve indienne de la rivière Deser, située en territoire québécois, à 150 kilomètres au nord d'Ottawa - sont pressés d'avoir des manuels scolaires en algonquin, et ce grand conteur, qui s'exprime aussi bien dans sa langue maternelle que dans celles des deux anciens colonisateurs, a été chargé d'en rédiger plusieurs, en révisant au passage l'histoire du Canada telle qu'enseignée jusqu'à présent. Il va bien falloir qu'il trouve comment adapter le vocabulaire algonquin à la haute technologie : soutenu par la grande majorité des quelque 1 500 habitants de la réserve, le conseil de Kitigonzi a décidé que son peuple

exerçait de plein-pied dans le prochain siècle. «Exaspérés de nous faire reprocher de vivre aux crochets des Blancs, nous avons entrepris de passer progressivement d'une dépendance totale à une autonomie complète», explique M. Jean-Cyril Whiteduck dans les locaux administratifs modernes du conseil de bande, devant lesquels trône un immense calumet de la paix coloré. Régulièrement réélu depuis 1976 par les siens, ce grand chef aux allures de cadre décontracté n'a qu'une quarantaine d'années, à peine plus que ses adjoints.

Tous font partie de la première génération d'Algonquins qui a su minimiser les effets des études secondaires, grâce aux bourses du gouvernement fédéral. «Nous avons d'abord monté quantité de dossiers pour obtenir des subventions gouvernementales, afin que nous puissions prendre en charge tous les services dont notre population a besoin, services auparavant prodigués par des fonctionnaires jamais au diapason de nos besoins», ajoute M. Whiteduck, la parole facile, le regard noir très direct.

MARTINE JACOT  
Lire la suite page 6

**Hervé Guibert**  
L'homme au  
chapeau rouge  
roman  
nrf  
GALLIMARD

## Les incertitudes de la CGT

Le quarante-quatrième congrès de la CGT, qui s'ouvrira dimanche 26 janvier à Montreuil, marque la fin des certitudes pour la principale centrale française, qui entend mener «un immense effort de transformation». Cette introspection brouille ses repères traditionnels et ne permet pas encore de dégager des perspectives claires pour l'avenir. M. Louis Vannet, qui doit succéder à M. Henri Krasucki, aura fort à faire.

Lire page 14 l'article de JEAN-MICHEL NORMAND

## Référendum en Afrique du Sud: les Noirs voteront

A l'ouverture de la nouvelle session d'un Parlement encore contrôlé par la minorité blanche, le président sud-africain Frederik De Klerk a annoncé, vendredi 24 janvier, au Cap, que la population noire d'Afrique du Sud prendrait part à un référendum - dont la date n'a pas été fixée - sur la formation d'un gouvernement transitoire. Jusqu'à maintenant, la majorité noire n'a participé à aucune élection au niveau national.

Lire page 3 l'article de FRÉDÉRIC FRITSCHER

## Italie: les diatribes du président Cossiga

A moins de trois mois des élections législatives, les critiques du président italien, M. Francesco Cossiga, contre le système politique préoccupent, non plus seulement les responsables politiques, principales victimes de ses diatribes systématiques, mais aussi les responsables des médias : les dirigeants des trois chaînes publiques de télévision se sont réunis, mercredi 22 janvier, pour trouver un moyen de contenir la «verve» présidentielle pendant la campagne.

Lire page 4 l'article de MARIE-CLAUDE DECAMPS



## DÉBATS

Politique

## Vers des partis européens

par Maurice Duverger

L'ARTICLE 8C du projet de traité de Maastricht dispose : « Les partis politiques au niveau européen sont importants en tant que facteurs d'intégration au sein de l'Union. Ils contribuent à la formation d'une conscience européenne et à l'expression de la volonté politique des citoyens de l'Union. » En apparence anodin puisqu'il ne comporte aucun effet juridique, ce texte (qui ne sera définitivement établi que dans quelques semaines) a le mérite de rappeler l'influence essentielle des partis dans le développement de la démocratie. Dans le cadre des États, ils sont apparus grâce à l'adoption de Constitutions libérales. Mais celles-ci seraient restées impuissantes sans eux. Ils en ont peu à peu bouleversé l'interprétation en poussant jusqu'au bout la logique interne au fur et à mesure qu'eux-mêmes tissaient des liens permanents entre les citoyens et les députés.

L'absence d'organisation politique du même type dans le cadre de la Communauté est la source principale de son déficit en démocratie, bien plus que l'insuffisance à cet égard des traités qui lui servent de Constitution. Les groupes parlementaires sont fort bien organisés à Strasbourg et à Bruxelles. Mais ils fonctionnent en circuit presque fermé, étant coupés de leur base électorale. Chacun d'eux est relié à plusieurs partis nationaux qui s'occupent surtout des affaires de leurs pays respectifs.

## Mobiliser les citoyens

Certes, dans chaque famille politique il existe généralement des liaisons internationales : socialiste, démocrate, libérale, verte, conservatrice, néofasciste. Mais elles consistent seulement en des réunions au sommet, très espacées. Quand elles élaborent des programmes en vue d'élections européennes, ils restent anodins et confidentiels. Dans chaque pays, ces dernières se déroulent essentiellement sur des critères nationaux en fonction des débats internes du moment.

La faiblesse du Parlement européen tient moins à l'insuffisance de ses prérogatives officielles qu'à l'intrusion de ses membres, privés des moyens pratiques de mobiliser les citoyens autour d'eux. L'absence de partis politiques dans le cadre de la Communauté empêche ses députés de devenir effectivement ce qu'ils sont en droit : des représentants des peuples. Evidemment, le problème n'est pas de substituer des partis européens aux partis nationaux, ni de séparer les deux catégories. A l'intérieur de chacune des grandes familles politiques des Douze, il s'agit d'établir une structure permanente qui coordonne efficacement les positions et l'action des partis qui lui correspondent dans les divers pays.

La Conférence des Parlements de la Communauté, qui associe des élus nationaux et des députés européens, a ouvert la voie à de telles formations politiques dans sa première session à Rome en novembre 1990. Spontanément, les deux catégories de parlementaires se sont groupées suivant leurs affinités politiques et non suivant leurs pays. Laurent Fabius a pris une part décisive à cette innovation, son intervention claire et percutante dans la première séance a provoqué un vote massif pour une telle solution, d'autant plus significatif que les élus nationaux étaient deux fois plus nombreux que les députés communautaires. De cette initiative date la conception, sinon la naissance, des partis européens.

A l'issue des débats d'un séminaire de trois jours, le groupe socialiste du Parlement de la Communauté a proposé l'an dernier la création d'un parti européen qui regrouperait les formations social-démocrate, socialiste, travailliste et assimilées ou voisines appartenant aux divers pays membres. Cela n'a pas été accepté par elles.

L'avènement de Laurent Fabius à la tête du Parti socialiste français en fera-t-il l'initiateur d'authentiques partis européens ? Il franchirait ainsi un autre étape dans la voie où il s'était engagé lors de la Conférence des Parlements. L'évolution des esprits pourrait ouvrir des perspectives à cet égard. Soucieux avant tout de mettre fin à leur propre isolement des institutions communautaires, les députés nationaux commencent à entrevoir que la formation de véritables partis européens serait le moyen le plus efficace d'une communication permanente et approfondie avec leurs collègues de Strasbourg.

## Une vision élargie

La nécessité de former des partis européens repose sur une raison encore plus profonde que le développement de la démocratie dans la Communauté. Seule une vision européenne des problèmes peut permettre aux différentes familles politiques d'adapter leurs projets à la situation du vingt et unième siècle. Tous traversent actuellement une crise d'identité aussi grave que celle des socialistes, laquelle est déformée par la désintégration du communisme de l'Est.

Contrairement à l'opinion courante, ils n'ont rien à voir avec ce dernier, qui concerne les dictatures et non les démocraties et qui s'est établi et prolongé, en contradiction parfaite avec un marxisme dépassé de toute façon. Ils sont affectés surtout par l'effacement de la social-démocratie développée par eux en Europe occidentale depuis 1945. Arrivée à son terme, elle demande à être repensée de A à Z. Mais elle ne peut l'être que par rapport au nouveau capitalisme que la Communauté est en train

d'établir dans l'esprit économique européen.

Le traité de Maastricht n'infirmit que très faiblement la logique profonde du système qui se développe depuis le traité de Rome : celui d'un grand marché soumis presque exclusivement à la concurrence dans une zone de libre-échange où la production et le commerce sont à la merci des entrepreneurs privés et d'une banque d'émission indépendante.

Le problème du socialisme démocratique est de transposer au niveau de la Communauté les instruments de politique économique et de régulation sociale qu'il a mis au point au niveau des États depuis un demi-siècle. Parce qu'il ne tient guère compte de ce changement d'échelle, le projet du PS adopté au congrès de l'Arche reste insuffisant malgré son réalisme. Mais il permet d'envisager un Bad-Godesberg communautaire où les partis socialistes des douze États-membres dégageaient quelques lignes de force doctrinales tout en organisant une structure de coordination permanente.

Une méthode analogue s'impose aux partis démocrates et libéraux qui ont trop oublié, pendant les dernières décennies, leur collaboration historique avec le socialisme démocratique dans l'établissement de régimes équitables après 1945 et dans la construction des premières Communautés européennes.

A cet égard, l'intégration dans le PPE des conservateurs britanniques et d'un Valéry Giscard d'Estaing qui veut unifier la droite française va plutôt à contre-courant de l'édification d'un parti européen démocratique-chrétien. L'encyclopédie *Centesimus Annus* ouvre des perspectives dont ni M. Kohl ni M. Andreotti ne semblent avoir pris conscience. Si la tradition laïque rend les libéraux moins sensibles à ce texte, ils pourraient finalement mieux le comprendre que ses destinataires naturels.

L'opposition des fédéralistes et des nationalistes qui a dominé les batailles européennes dans les quarante années écoulées devient aujourd'hui archaïque : presque autant que celle des républicains et des monarchistes dans les démocraties parlementaires.

Désormais, la forme des institutions importe moins que leurs objectifs et les moyens de les atteindre. Cela suppose l'élaboration de projets cohérents par chacune des grandes familles de pensée que les partis politiques incarnent aujourd'hui dans les États. Le temps est venu de l'aggrégation de ceux-ci en partis européens, non seulement pour développer le caractère démocratique de la Communauté mais encore et surtout parce que les problèmes fondamentaux se posent maintenant dans son cadre.

Droits de l'homme

## Les étrangers et la République

par Madeleine Rebérioux, Yves Jouffé et Robert Verdier

NOUS ne faisons pas partie des marginaux de la République : depuis un siècle bientôt la Ligue des droits de l'homme en défend les valeurs fondatrices. On a dit, parfois sans ironie, qu'elle en était une institution. Nous ne sommes donc pas de ceux qui se félicitent de la persécution effectuée, il y a quelques jours, au siège national d'un grand parti.

Dans la société politique, les partis, s'ils ne sont certes pas intouchables, exercent une fonction irremplaçable ; ils contribuent à la formation et à l'expression de l'opinion ; ce sont des outils de la démocratie. Nous ne nous rattacherons pas, cela va de soi, au bloc équivoque de ceux qui, tel Jean-Marie Le Pen, traitent le Parti socialiste de « rassemblement de gangsters, de voleurs, de racketteurs et de concussionnaires ». Nous n'oublions rien au reste de ce qui a été réalisé, depuis 1981, sur le plan des libertés et des droits de l'homme.

Et pourtant, c'est au titre de la Ligue que nous nous sentons aujourd'hui le devoir de parler publiquement et sévèrement. Il faut des raisons bien fortes pour nous y conduire.

Nous ne sommes pas les seuls à avoir réagi devant le discours de stigmatisation qui s'énonçait en France, cet été, à l'égard des étrangers les plus basés, des immigrés, s'il faut les appeler par leur nom.

## Dérapages de vocabulaire

Les mots peuvent relever du dérapage : odeurs, charters, ils peuvent faire, après usage, l'objet d'une rectification : seuil de tolérance. Ils peuvent au contraire être revendus comme le fruit d'une longue réflexion : droit du sang, invasion, des vocables que s'est réservés, en raison sans doute de leur charge émotionnelle, un ancien président de la République. Ils ne sont jamais innocents. A défaut de luer, ils peuvent expulser. A tout le moins, ils excluent, ils aggravent les difficultés de l'intégration.

Ce vocabulaire a ouvert la voie à des textes dont la mise en œuvre s'est avérée si restrictive que les grèves de la faim, ces mouvements où des centaines d'hommes mettent en jeu leur vie, ont recommencé ! Où sont donc les plus irresponsables ? Chez ceux qui, au péril de leur existence, ce que la Ligue n'a jamais encouragé, expriment leur désir de vivre en France ou chez ceux qui les accueillent à ces solutions désespérées ?

Nous ne sommes pas les seuls non plus à lire, dans le projet de loi voté le 19 décembre dernier, par la droite et presque toute la gauche à l'Assemblée nationale, et approuvé, sans la gauche cette fois, par le Sénat, un texte visant à interdire le territoire français aux demandeurs d'asile, plus sévèrement encore que ne le prévoient les accords de Schengen, eux-mêmes ratifiés par la France avec une hâte inquiétante : exigence d'un visa comme si celui qui fuit son pays avait la possibilité d'obtenir de son pays d'origine, par l'intermédiaire de ses agents des compagnies aériennes en auxiliaires de l'administration chargée de faire le tri entre les bons et les mauvais demandeurs d'asile ; rétention de longue durée dans les aéroports sans recours à la justice ; interdiction de tout travail et refus de l'aide judiciaire.

France, on l'appelait naguère terre d'asile. Et tu le fus pour Frédéric Chopin, pour Thomas Mann et pour Mario Soares, pour les Chailons, les Soviétiques et les Cambodgiens. Or, ce sont des gens comme nous que l'on accuse de « se spécialiser dans un discours bien pensant et abstrait », nourri de Sartre, horreur ! C'est nous qui ne connaissons pas « la réalité de l'immigration ». Qui la connaît, au vrai, sinon les immigrés eux-mêmes et ceux sur qui, à leurs côtés, dans les banlieues, pèse la « rélegation » ?

Dites-nous donc quel adolescent de dix-huit ans peut comprendre que son copain d'école n'obtienne pas le droit de vote ?

Quel sens peut avoir la démocratie locale pour laquelle nous militons si, au fil d'un échange interministériel, disparaît la possibilité pour les immigrés de participer aux référendums d'initiative locale ? Il a suffi en effet de la réserver non plus aux « résidents », mais aux « citoyens ». Il a suffi d'un mot. Et cela à l'heure où le Conseil de l'Europe appelle à la reconnaissance pleine et entière

du droit de voter et d'être élu, pour tous les étrangers, aux élections locales, à la reconnaissance de la citoyenneté de résidence : le Conseil de cette Europe où la France va entrer.

Le diagnostic est sombre. Il ne s'agit plus simplement de bavages. Nous sommes en droit de nous demander si cette promotion des étrangers comme bons émissaires n'est pas lourde de conséquences sur les fondements mêmes de la République. Certes, les pratiques humanitaires n'ont jamais rassemblé tant de dévouements. Mais faut-il s'en réjouir ? Vêues des atours de la charité associative, elles ne sauraient se substituer à la promotion des droits.

## Un mal universel

Dans les quartiers en souffrance, la galère est assurément rendue moins insupportable par les réseaux interpersonnels d'entraide, à l'écart des canaux associatifs traditionnels. On pourrait s'en féliciter s'ils ne traduisaient l'effritement du service public : un concept qui prête à sourire à l'heure où le culte des gosses débouche sur la réhabilitation de la Bourne, ce temple des nouvelles valeurs.

Les politiques ne sont pas seuls responsables de la crise où est entrée la démocratie. Le mal est universel et, peu ou prou, chacun y participe. Nous vivons au présent et il nous arrive de nous demander si nous avons encore le droit à notre propre

estime. Sauf à dire que, elle nous rappelle que la République n'est pas faite de citoyens juxtaposés, atomisés. C'est dans les moments les plus difficiles que se fait sentir le plus fortement le besoin de lieux et de milieux démocratiques où l'on puisse, en s'affrontant au besoin dans l'estime réciproque, rappeler l'État à sa mission. Le pouvoir ne peut vivre sans contre-pouvoirs exigeants.

A l'occasion de la manifestation contre le racisme et l'extrême droite, pour l'égalité des droits, ce texte ne veut un cri d'alarme. Nous disons aux adversaires déclarés ou honteux de l'égalité des droits : jamais. Et à nos amis : la confiance s'érode en profondeur. Vous contribuez, sans le vouloir sans doute, à banaliser le lénisme. Vous ouvrez la voie à ses militants dont la démarche est publique, comme à ceux qui s'avancent masqués.

Pour se reconnaître dans son propre miroir, la République a besoin de ne pas trahir l'image qu'elle donne d'elle-même, il y a deux cents ans. Elle a besoin des associations et des intellectuels critiques, de nouveaux citoyens et de nouvelle citoyenneté. Elle a besoin d'enfants de Victor Basch et de Paul Langevin : de vous.

► Madeleine Rebérioux est présidente de la Ligue des droits de l'homme, dont Yves Jouffé et Robert Verdier sont présidents d'honneur.

Bonheurs

## La bonne oreille

par Albert Memmi

Tombé en pays, le propriétaire d'une Rolls en avertit l'usine de cette marque prestigieuse. A sa surprise, il reçoit, dès le lendemain, une voiture neuve en échange de la sienne. On raconte qu'ayant téléphoné pour remercier le directeur de sa largesse il obtint cette réponse : « Je ne sais pas de quel vous parlez, une Rolls n'est jamais en panne. »

La maladie est la panne du corps ; mais nous ne sommes pas des Rolls : pourquoi n'aurait-on jamais d'avarie ? La maladie est un désordre, qui suggère la destruction ; la souffrance, qui souvent l'accompagne, n'arrange rien. Cette entrave au libre exercice du corps, et de l'esprit qu'elle accapare, nous anguste et nous révolte.

Comme la vieillesse et la mort, la maladie relève du passif inévitable de notre constitution ; encore faut-il l'évaluer correctement et lui assigner sa juste place dans notre vie.

On demandait à un cancérologue comment il s'y prenait pour rassurer ses malades : « Ce n'est pas moi qui les tranquillise le mieux, dit-il modestement ; ce sont, dans la salle d'attente, mes anciens patients ; ils sont en général gaie, diserts et philo-

sophes. » Ceux qui ont été gravement atteints confient qu'ils ont découvert la relativité des biens et des événements. Ils savent dorénavant où est l'essentiel ; ils consentent à leurs limites et se réjouissent de ce que l'on peut obtenir de l'existence.

« Je ne peux plus rattraper un autobus ! monter un peu vite un escalier ! Combien de gens ne l'ont jamais pu ? Pouvez-vous grimper aux cimes ou nager en eau profonde ? Du reste, avant de conclure que votre vue a baissé, vérifiez si vos verres de lunettes sont propres. »

Un ami, d'habitude raisonnable, fait une crise cardiaque ; le voilà qui ne parle plus que de sa mort prochaine, agit en conséquence. Un autre, plus fragile, subit le même sort, l'affronte avec impavidité et ne change pas grand-chose à ses habitudes. Nous ajoutons que l'inquiétude à la maladie.

Il n'est pas ridicule d'être attentif à son corps. On entreprend bien sa voiture, pourquoi ne pas soigner ses muscles ou ses artères ? Les médecins se plaignent d'être trop sollicités ou pas assez vite. On dirait qu'il ne faut pas s'écouter, disons plutôt qu'il faut s'écouter avec la bonne oreille.

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Comité de direction :  
Jacques Lesourne, gérant directeur de la publication  
Bruno Frappat, directeur de la rédaction  
Jacques Guiz, directeur de la gestion  
Manuel Luchet, secrétaire général

Rédacteurs en chef :  
Jean-Marie Colombani, Robert Solé  
(adjoints au directeur de la rédaction)  
Jacques Amahé, Thomas Ferenzi  
Philippe Henrard, Jacques-François Simon

Daniel Vernet  
(directeur des relations internationales)

Anciens directeurs :  
Hubert Beau-Méry (1944-1969), Jacques Fauvet (1969-1982)  
André Laurens (1982-1985), André Fontaine (1985-1991)

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE 75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 40-65-25-99  
ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : 49-60-30-10

## Le Monde

Édité par la SARL Le Monde  
Durée de la société :  
cent ans à compter du  
10 décembre 1944  
Capital social :  
620 000 F  
Principaux associés de la société :

Société civile  
« Les rédacteurs du Monde »,  
« Association Hubert-Beuve-Méry »  
Société anonyme  
des lecteurs du Monde  
Le Monde-Entreprises,  
M. Jacques Lesourne, gérant.

## Le Monde PUBLICITE

Jacques Lesourne, président  
Michel Cros, directeur général  
Philippe Dupuis, directeur  
15-17, rue du Colonel-Pierre-Avin  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-77-71  
Téléc. : 40-65-77-71  
Tél. : 40-65-77-71 - Société civile  
de la SARL Le Monde et de Médias et Régions Europe SA.

## Le Monde

TÉLÉMATIQUE  
Composé 35-15 - Tapeur LEMONDE  
ou 35-15 - Tapeur LMD

Imprimerie  
de « Le Monde »  
12, R. M. Gaudouin  
94852 IVRY CEDEX

RÉDACTION ET SIÈGE SOCIAL :  
15, RUE FALGUIÈRE  
75001 PARIS CEDEX 15  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 40-65-25-99  
Tél. : 206.806F

Reproduction interdite de tout article,  
sauf accord avec l'administration.  
PRINTED IN FRANCE  
Renseignements sur les microfilms et index du Monde au (1) 40-65-25-33

ADMINISTRATION :  
1, PLACE HUBERT-BEUVÉ-MÉRY  
94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX  
Tél. : (1) 40-65-25-26  
Télécopieur : (1) 49-60-30-10  
Tél. : 261.311F

Commission paritaire des journaux  
et publications, n° 57 437  
ISSN : 0395-2037

## ABONNEMENTS

1, place Hubert-Beuve-Méry, 94852 IVRY-SUR-SEINE CEDEX. Tél. : (1) 49-60-30-10

TARIF	FRANCE	SUISSE-BELGIQUE LUXEMBOURG-PAYS-BAS	AUTRES PAYS Valeurs mensuelles y compris CEE avion
3 mois	460 F	572 F	790 F
6 mois	890 F	1 123 F	1 560 F
1 an	1 620 F	2 086 F	2 960 F

ÉTRANGER : par voie aérienne tarif sur demande.

Pour vous abonner, renvoyez ce bulletin accompagné de votre règlement à l'adresse ci-dessus ou par MINITEL : 36-15 LEMONDE code d'accès ABO

Changements d'adresse définitifs en provenance : nos abonnés sont invités à formuler leur demande deux semaines avant leur départ, en indiquant leur numéro d'abonnement.

## BULLETIN D'ABONNEMENT

PP, Paris 19P 201 MON 01

Durée choisie :

3 mois ☐ 6 mois ☐ 1 an ☐

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Adresse : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_

Localité : \_\_\_\_\_ Pays : \_\_\_\_\_

Veuillez avoir l'obligeance d'écrire tous les noms propres en capitales d'imprimerie.

صكنا من الأصل



# ÉTRANGER

ers et la République

La bonne oreille

ALGÉRIE : alors que la CEE appelle à la « poursuite du processus démocratique »

## Le FIS paraît désarçonné par la riposte des autorités

Le Majlis el Choura, la direction collégiale du Front islamique du salut (FIS), qui s'est longuement réuni, jeudi 23 janvier, n'avait pas encore, vendredi matin, donné de consignes après l'arrestation de M. Abdelkader Hachani, président du bureau exécutif provisoire du parti intégriste, ni révélé le nom de son successeur. Le dispositif militaire mis en place à Alger après la démission du président Chadli a été allégé, jeudi soir, notamment autour du palais du gouvernement.

Dans un communiqué, la CEE a exprimé, jeudi, « le ferme espoir que les autorités algériennes

entreprendront tous les efforts possibles pour rétablir une vie institutionnelle normale afin que toutes les parties concernées entament un dialogue politique pacifique et que le processus démocratique se poursuive sans heurts ». A cet égard, après l'arrestation de plusieurs journalistes de publications proches des milieux islamistes, Reporters sans frontières, dans une lettre adressée à M. Mohamed Boudiaf, président du Haut Comité d'Etat, affirme que l'Algérie « se doit de respecter les droits essentiels à l'information et à l'expression ».

ALGER  
de notre correspondant

Arrêté, mercredi après-midi, sur plainte de l'armée, M. Hachani devait être inculpé au terme de la garde à vue. Les pouvoirs publics reprochent au dirigeant islamiste la rédaction d'un communiqué dans lequel le FIS appelle les soldats à s'opposer aux « décrets » que sont, selon lui, les dirigeants de l'armée (le Monde du 24 janvier). Rien dans le communiqué du FIS n'est, à proprement parler, nouveau. Le parti intégriste s'était déjà, à plusieurs reprises, adressé à la troupe pour l'inviter à ne pas s'opposer à l'islam, laissant entendre, plus ou moins explicitement, qu'il était légitime de ne pas appliquer des ordres émanant d'autorités accusées de contrevioler à la loi divine telle que la conçoit le FIS.

Mais, depuis le départ du président Chadli et son remplacement par un Haut Comité d'Etat, les pouvoirs publics ont décidé de ne plus rien laisser passer. La tenue de la réunion du Majlis el Choura témoigne de l'embarras du FIS. Celui-ci paraît désarçonné par la vivacité de la riposte des autorités, qui, outre leur décision d'empêcher M. Hachani, considérée par les intégristes comme une « provocation du pouvoir », viennent d'interdire tout rassemblement politique dans les mosquées et leurs alentours.

Les prédicateurs du FIS devaient, vendredi, lors de la grande prière, tirer les leçons de la nouvelle situation politique. Il est

cependant improbable que le FIS change publiquement de ligne d'action. Il préférera faire le dos rond, conscient que le moment n'est pas propice à une opposition franche, mais convaincu que le temps joue pour lui.

Cinq des huit journalistes du quotidien *El Khabar* ont, d'autre part, été relâchés, jeudi 23 janvier. Ils avaient été interpellés, la veille, après la publication par leur journal du communiqué qui veut à M. Hachani ses ennemis. Les trois autres journalistes - le directeur de la publication, le rédacteur en chef et son adjoint - ont été présentés au parquet.

« Gabegie et déviations »

Deux autres journalistes, le directeur et le rédacteur en chef de *El Belagh*, publication proche du FIS, ont été aussi interpellés, jeudi, pour « outrage à corps constitué » et placés en détention. Cet hebdomadaire avait publié à la une de son dernier numéro une caricature accompagnée d'une légende indiquant que « l'armée a trahi les musulmans et a pris parti pour les communistes ». Plusieurs attaques étaient portées, en pages intérieures, contre les généraux. La presse locale a peu commenté ces arrestations et encore moins protesté contre ces actions qui laissent prévoir qu'il lui faudra, désormais, mesurer ses propos.

En revanche, les commentaires politiques abondent. Dans un entretien publié par le *Jeudi d'Algérie*, M. Belkacem Cherif, ancien ministre du président Houari Boumedienne et signataire, en 1988, de l'appel exigeant le départ du président Chadli, se félicite de l'intervention de l'armée qui a mis fin à « treize ans de gabegie, de déviations, de corruption et de laxisme ». La reprise du processus démocratique, assure-t-il, implique « comme préalable que l'on modifie la Constitution actuelle pour enlever tous les germes du pouvoir personnel. Je suis pour un pouvoir fort mais pas absolu d'un homme ». L'ancien ministre propose de garantir dans la Constitution « les libertés fondamentales, les libertés individuelles, les droits de l'homme, les droits de la femme. Ces principes devraient avoir la même importance que l'indépendance politique, l'intégrité territoriale. Après ça, n'importe quel parti pourrait prendre le pouvoir ».

De son côté, le comité exécutif du Front des forces socialistes (FFS), après avoir rappelé son « double refus de la république intégriste et de l'Etat policier », déclare que « l'objectif véritable (du) coup d'Etat (était) de porter un coup d'arrêt au seul pôle démocratique (le FFS) réélu par les urnes et par le succès de la marche de l'espoir du jeudi 2 janvier 1992. (...) Le FIS n'a été légalisé, organisé et médiatisé qu'à cette seule fin. Ses succès électoraux ont, par ailleurs, été « simplifiés » pour servir de prétexte aux interventions autoritaires ».

GEORGES MARION

AFRIQUE DU SUD : une décision annoncée par le président De Klerk au Parlement

## Les Noirs participeront à un référendum sur un gouvernement transitoire

La population noire d'Afrique du Sud « aura l'occasion de s'exprimer lors d'un référendum sur un gouvernement transitoire », a annoncé, vendredi 24 janvier au Cap, M. Frederik De Klerk. Le président sud-africain, qui s'exprimait à l'ouverture de la dernière session de l'actuel Parlement, contrôlé par la minorité blanche, a ajouté que « tous les Sud-Africains seront appelés à s'exprimer sur tout changement substantiel de la Constitution ».

LE CAP

de notre correspondant

Quel lapsin le président De Klerk pouvait-il encore sortir de son chapeau ? A l'ouverture de la session parlementaire de 1990, il avait causé la surprise en annonçant la libération imminente de M. Nelson Mandela et la reconnaissance de partis et d'organisations interdits depuis plusieurs décennies. Le Parti communiste (SACP), le Congrès national africain (ANC) et le Congrès panafricain (PAC), pouvaient, dès lors, reprendre leur place sur la scène politique. Il était logique qu'après avoir ainsi remis son pays sur le chemin d'une certaine « normalité », le chef de l'Etat ait prévu, pour l'année suivante, l'abolition officielle de l'apartheid et l'abrogation des lois sur lesquelles reposait ce système raciste.

L'apartheid est effectivement mort, le 30 juin 1991. Mais les problèmes, nés de l'oppression de la majorité noire par la minorité blanche, n'en sont pas résolus pour autant. La radicalisation des mouvements extrémistes - avec lesquels M. De Klerk est contraint de composer - constitue un handicap

de taille. Le président De Klerk n'avait a priori plus grand-chose dans sa panoplie pour surprendre son auditoire ; il en a tout de même trouvé le moyen avec l'annonce du référendum.

Une fois que sera précisée sa conception de la période transitoire et du gouvernement intérimaire, une fois que seront esquissées ses solutions pour revigorer une économie chancelante et ses remèdes à une violence endémique qui n'en finit pas d'ensanguiner le pays, il restera encore au chef de l'Etat à séduire l'extrême droite blanche et l'extrême gauche noire.

La tâche s'avère ardue. La politique réformatrice de M. De Klerk a poussé bon nombre d'électeurs blancs dans le camp du Parti conservateur (CP), qui entend bien s'opposer « bar et ongles » au processus de réformes en cours. Or, dans le camp présidentiel, le Parti national (NP), maintenant multiracial, n'a pas obtenu de succès probant parmi la communauté noire : la base sociale du NP est aujourd'hui réduite à sa plus simple expression.

Du Cap

vers Johannesburg

Le président n'est pas plus épargné sur sa gauche. Jeudi, l'ANC et le PAC ont organisé deux manifestations distinctes, au moment précis où le chef de l'Etat devait s'adresser aux députés. L'ANC, qui réclame - outre un gouvernement intérimaire - l'élection d'une assemblée constituante au suffrage universel, avait attiré des trains et des autocars pour drainer, jusqu'aux abords du Parlement, plusieurs dizaines de milliers de manifestants favorables à « un Parlement du peuple ». Le PAC, également favorable à l'élection d'une assemblée constituante, a protesté contre le système par-

lementaire actuel, mais aussi contre la Convention pour une Afrique du Sud démocratique (CODESA), qui avait, fin décembre, ouvert la voie des négociations constitutionnelles.

Dès le 10 février, les dix-neuf partis et organisations représentés à la CODESA se réuniront deux fois par semaine. Près d'un tiers des députés blancs, métis et indiens participent aux travaux de la Convention, à Kempton-Park, près de Johannesburg. Le glissement géographique du Cap vers Johannesburg, dont l'ANC veut faire la capitale de l'Afrique du Sud, est d'autant plus symbolique que la CODESA, sans avoir de pouvoir législatif direct, soumettra au Parlement, par l'intermédiaire du président, des projets de loi élaborés par ses groupes de travail.

En déclarant ouverte la session parlementaire 1992, le président De Klerk a, du même coup, sonné le glas d'un système excluant la majorité noire de la vie politique. Le chef de l'Etat s'est dit prêt à discuter non seulement de la mise en place d'un gouvernement intérimaire mais encore la création d'un Parlement représentant l'ensemble de la population sud-africaine ; l'an prochain, pour la première fois dans l'histoire du pays, des Noirs y prendront place.

FREDERIC FRITSCHER

■ M. P. Botha en Angola. - Le ministre sud-africain des Affaires étrangères, M. P. Botha, est arrivé jeudi 23 janvier à Luanda pour une visite qui met fin à quinze ans d'hostilités avec l'Angola. Les deux pays, qui n'ont pas encore établi de relations diplomatiques, signeront un accord par lequel ils établiront des représentations dans leurs capitales respectives. - (Reuters)

SOMALIE

## Le Conseil de sécurité de l'ONU a décrété un embargo sur les livraisons d'armes

« La Somalie est aujourd'hui le symbole sinistre de la tragédie, de la misère et de la dégradation de l'humanité » : c'est en ces termes que le secrétaire général de l'ONU, M. Boutros-Ghali, s'est adressé, jeudi 23 janvier, à New-York, au Conseil de sécurité, qui a finalement adopté, à l'unanimité, une résolution décrétant l'embargo sur toute livraison d'armes à la Somalie. Dans ce texte, le Conseil « engage vivement » toutes les parties en conflit à mettre fin

aux hostilités et à convenir d'un cessez-le-feu. Il demande également une aide humanitaire de tous les Etats et organisations internationales, afin de prévenir les risques de famine. M. Boutros-Ghali devra désigner un coordonnateur, chargé de superviser l'acheminement des secours. L'intervention humanitaire de l'ONU en Somalie a été interrompue, début janvier, à la suite du meurtre d'un médecin de l'UNICEF, à Bossaso. - (Corresp.)

## La « politique » des clans

En renversant le régime du président Siyad Barre, fin janvier 1991, les maquisards du Congrès de la Somalie unifiée (CSU) ont mis fin, avant tout, à la domination d'un clan, celui des Marehan. Le 29 janvier, deux jours après que l'ancien chef de l'Etat eut fui la capitale pour se réfugier plus au sud, dans sa région natale de Gedo, M. Ali Mahdi Mohamed prenait la place, consacrant la victoire du clan des Hawiye.

« Ma première tâche sera de former un nouveau gouvernement. Mon titre n'est que provisoire ».

assurait alors, la main sur le Coran, le nouveau « président » somalien. Désigné à ce poste par le seul CSU, M. Ali Mahdi verra rapidement sa légitimité contestée. Les Hawiye, qui avaient su rester unis dans la lutte contre l'ancien régime, vont en effet très vite s'agiter en querelles fratricides, dès lors qu'il s'agit de « partager le chameau » - c'est-à-dire le pouvoir.

Cinq mille morts

Contrairement au nord de la Somalie, où l'opposition armée, dirigée par le puissant clan des Issaks, avait commencé dès le début des années 80 à affronter le régime de Mogadiscio, en s'organisant au sein du Mouvement national somalien (MNS), le Sud n'est entré que très tardivement dans la bataille. Et en rangs divisés : aux côtés des Hawiye du CSU (créé début 1990), se trouvent les Majertein du Front démocratique de salut de la Somalie (FDSS) et les Ogadeni du Mouvement patriotique somalien (MPS). Ils n'y resteront pas longtemps.

Moins d'un mois après la chute du président Barre, les premiers affrontements entre clans commencent. Le FDSS et le MPS doivent fuir Mogadiscio, où les règlements de comptes font des dizaines, voire des centaines de morts. Poursuivant l'offensive, les combattants du CSU prennent, le 23 avril, le contrôle du port de Kisimayo. Tous ces mouvements de troupes, qui pillent les villages et sèment la terreur sur leur passage, se soldent par des exodes massifs de population.

L'« ordre Hawiye », précairement établi par la force des armes, ouvre une période de relative accalmie. Mais il ne convainc pas les nordistes du MNS. Tandis que

les clans sudistes s'entredéchirant à Mogadiscio, les anciens rebelles issaks ont eu le temps d'asseoir leur autorité dans le nord. Ils le font savoir, à leur manière, en proclamant, fin mai, l'indépendance de leur territoire, baptisé « République du Somaliland ». L'espoir d'une « réconciliation nationale », évanouissant agité à Mogadiscio, s'évanouit dans les sables.

A vrai dire, même dans la capitale, il n'y a plus grand monde pour croire encore à ce « retour à la démocratie », naguère prôné par le « président » Ali Mahdi. Les slogans africains de la transition (conférence nationale, référendum constitutionnel, élections libres), dont les dirigeants hawiye avaient fait leur programme, en janvier 1991, sonnent aujourd'hui comme une ritournelle de mots creux. Les rivalités claniques, voire simplement personnelles, ont effacé la politique. Après la guerre des clans, vient la guerre des sous-clans.

C'est ainsi qu'au sein même du CSU l'inimitié a peu à peu grandi entre le président Ali Mahdi, qui appartient au sous-clan des Abgal, et le général Mohamed Farah Aidid, qui appartient à celui des Habr Gedir Sood. Début septembre, le fragile *statu quo* qui prévalait entre ces deux familles hawiye est brutalement rompu. En deux jours, au moins trois cents personnes seront tuées, dans les rues de Mogadiscio. Ce regain de violence ne constitue qu'un premier coup de semence. Le 17 novembre, les affrontements reprennent de plus belle. A ce jour, ils auraient fait, selon les estimations de Médécine sans frontières (MSF), « plus de 12 000 blessés » et « environ 3 000 morts ».

C. S.

ZAIRE : après une tentative de putsch

## Les dirigeants de l'opposition sont accusés de « complicité avec les mutins »

BRAZZAVILLE  
correspondance

Après la suspension de la Conférence nationale et la tentative de coup d'Etat militaire en faveur de cette assemblée, tentative qui a coûté la vie à deux soldats dans la nuit de mercredi 22 à jeudi 23 janvier, l'épreuve de force entre le pouvoir et l'opposition semble désormais engagée.

Dans une déclaration à la télévision, à présent contrôlée par des éléments de la Division spéciale présidentielle (DSP), la garde présidentielle du président Mobutu, le premier ministre, M. Nguza Karl I. Bondo, a annoncé, jeudi, que « des hommes politiques de l'opposition seront défaits devant la justice, pour complicité avec les mutins ».

Les principaux témoins de l'Union sacrée, le cartel de l'opposition, au premier rang desquels se

trouve M. Etienne Tshisekedi, devraient donc, vraisemblablement, être arrêtés.

Dans la foulée, M. Karl I. Bondo a confirmé sa décision de suspendre la Conférence nationale, qualifiée « d'instrument pour organiser un coup d'Etat civil ». Par ailleurs, le gouvernement a, une nouvelle fois, dénoncé les ingérences « de certains pays étrangers dans nos affaires intérieures », visant ainsi, sans les nommer, la Belgique et la France.

Jeudi, alors que l'Union sacrée avait lancé un mot d'ordre de « ville morte », pour protester contre la répression d'une manifestation en début de semaine, la capitale était déserte. Selon plusieurs témoins, recueillis à Brazzaville, les habitants de Kinshasa, Zaïrois et résidents étrangers, sont restés terrés chez eux, sans qu'il soit possible de savoir s'ils observaient les

consignes de l'opposition ou s'ils craignaient des règlements de comptes entre militaires. Toutes les frontières ont été fermées, le trafic aérien et fluvial a été suspendu. Même les piroguiers congolais n'osent plus s'aventurer sur l'autre rive.

JEAN-KARIM FALL

■ La France souhaite la reprise de la Conférence nationale. - Le ministre français des affaires étrangères a estimé, jeudi 23 janvier, à Paris, que « l'instabilité qui prévaut au Zaïre est la conséquence directe des ruptures successives du processus démocratique ». En conséquence, a ajouté le Quai d'Orsay, « la reprise de la Conférence nationale est la seule voie possible pour le retour au calme ».

■ Visite de M<sup>me</sup> Edwige Avice, ministre de la coopération, au Mozambique et en Namibie. - Le ministre français de la coopération, M<sup>me</sup> Edwige Avice, effectuera, du 27 janvier au 2 février, des visites officielles au Mozambique et en Namibie. M<sup>me</sup> Avice doit rencontrer le président mozambicain, M. Joaquim Chissano, et assister à la réunion annuelle de la Conférence pour la coordination du développement en Afrique australe (SADCC). En Namibie, M<sup>me</sup> Avice sera notamment reçue par le président, M. Sam Nujoma, avant d'inaugurer le Centre culturel de Windhoek et la station de réception de Canal France international. - (AFP)

■ DJIBOUTI : nouvelle démission d'un ministre. - La démission du ministre de la fonction publique, M. Souleiman Farah Lodon, a été officiellement annoncée, jeudi 23 janvier, à Djibouti, sans qu'en soient précisées les raisons. C'est le deuxième ministre, en moins de dix jours, qui quitte ainsi le gouvernement. Par ailleurs, le secrétaire d'Etat aux affaires étrangères, M. Alain Vivien, est arrivé, jeudi, à Djibouti, pour une nouvelle mission de médiation, qui devrait s'achever dimanche. - (AFP)

cette région, où ils seront opérationnels à la fin du mois de janvier. Ils devraient à cette occasion accompagner un chasseur-bombardier Jaguar, ce qui portera les effectifs français dans ce secteur à cinq Mirage 2000 et cinq Jaguar.

Claude LECLERQ  
Professeur à l'Université de Paris XII

**LIBERTÉS PUBLIQUES**

Ce manuel de libertés publiques de Claude Leclercq, auteur du *Droit constitutionnel et institutions politiques*, envisage l'étude des libertés publiques et des sanctions de leur violation dans une perspective historique, internationale, et tout particulièrement européenne et française, sans négliger l'étude de leur intégration aux mondes en voie de démocratisation.

280 pages - 160 F (Franco : 175 F)

En vente chez votre libraire ou  
littac  
27, place Dauphine 75001 Paris - 26, rue Soufflot 75005 Paris  
158, rue Saint-Jacques 75005 Paris

■ TCHAD : la France enverrait des Mirage 2000. - Le gouvernement français serait sur le point d'envoyer au Tchad cinq Mirage 2000 RDM appartenant à la base de Dijon, en remplacement de Mirage F1 C actuellement stationnés à N'Djamena. C'est la première fois que de tels appareils de défense aérienne sont envoyés dans



## POLITIQUE

4 Le Monde • Samedi 25 janvier 1992 •

## EUROPE

## GÉORGIE

## Les combats se poursuivent dans l'ouest du pays

Les combats se sont poursuivis, jeudi 23 janvier, dans l'ouest de la Géorgie entre les forces gouvernementales et les partisans du président contesté, M. Zviad Gamsakhourdia, qui n'a toujours pas fait d'apparition publique depuis son retour le 16 janvier. Selon un responsable du gouvernement provisoire, quinze personnes ont été tuées depuis le début de l'offensive contre Poti, ville côtière de la mer Noire restée fidèle à M. Gamsakhourdia. « J'espère qu'il y aura un accord de paix, mais je crois qu'il y aura la guerre. Je ne vois pas d'autre solution », a déclaré M. Jaba Ioseliani, co-président du Conseil militaire dans son QG de Senaki, non loin de Poti.

Le maire de Poti, M. Tengiz Baramidze, a déclaré que deux personnes avaient été blessées mercredi soir, et que le Conseil militaire blo-

quait l'accès à sa ville. « J'ai demandé aux gens de cesser les combats mais ils m'ont qualifié de traître », a-t-il dit. Très inférieurs en nombre et en armement, les défenseurs de Poti tiennent les deux ponts menant à la ville et ont menacé de les faire sauter en cas d'assaut.

A Zougidi, le chef des forces pro-Gamsakhourdia, M. Vokher Shigaya, a déclaré être parvenu à un accord avec le Conseil militaire. Les forces de Tbilissi n'attaqueront pas la ville mais, en échange, les autorités pro-Gamsakhourdia seront dissoutes et remplacées par un comité de coordination regroupant plusieurs partis d'opposition. Pourtant, M. Shigaya, une kalachnikov à la main, a affirmé aux journalistes qu'il ne participerait pas à ce comité et qu'il continuerait la lutte aux côtés de Zviad Gamsakhourdia. — (Reuters, AFP)

## ESTONIE : grave crise économique

## Le gouvernement de M. Savisaar a démissionné

Le premier ministre d'Estonie, M. Edgar Savisaar, a présenté, jeudi 23 janvier, la démission de son gouvernement devant le parlement réuni à Tallin (nos dernières éditions du 24 janvier), et un nouveau gouvernement devra être formé dans un délai de deux semaines.

M. Savisaar, âgé de quarante ans, était premier ministre depuis avril 1990, après avoir été l'un des animateurs du processus ayant mené à l'indépendance. Il a reconnu devant le Parlement la « nécessité de mettre en place une nouvelle équipe », proposant pour sa succession le président estonien Arnold Rüütel, afin de « préserver la stabilité et la paix sociale ».

L'Estonie est plongée dans une grave crise économique, se traduisant par des pénuries sans précédent de produits alimentaires et d'énergie.

Les appartements de Tallin étaient pratiquement sans chauffage depuis janvier, et les Estoniens font pour la première fois la queue pour acheter du pain. Avec l'indépendance, les prix des produits, notamment pétroliers, importés de Russie ont presque atteint le niveau mondial.

« Nous n'avons ni pétrole, ni viande, ni viande, ni médicaments, ni liquides. La question est : quoi faire maintenant ? », explique le ministre de l'économie, M. Jaak Leimann. M. Savisaar avait obtenu, le 16 janvier, des pouvoirs accrus pour instaurer un régime d'état d'urgence économique, mais seulement grâce à l'appui des voix des députés russes. L'opposition des parlementaires de souche estonienne ne lui a pas permis de mettre en œuvre cet « état d'urgence ». — (AFP, Reuters)

## Les violations des droits de l'homme dans l'ex-Yougoslavie

## Nouvelles accusations contre l'armée serbe

Helsinki Watch, une organisation américaine des droits de l'homme, a accusé le gouvernement serbe et l'armée yougoslave de violations des droits de l'homme. Dans une lettre adressée, jeudi 23 janvier, au président de Serbie, M. Slobodan Milosevic, ainsi qu'au général Blagoje Adzic, ministre fédéral par intérim de la défense et chef d'état-major des forces armées yougoslaves, Helsinki Watch fait état des résultats de sa propre enquête, menée en particulier pendant le conflit armé en Croatie.

## BELGRADE

## de notre correspondant

L'organisation américaine fait appel au gouvernement serbe, aux autorités militaires et aux milices serbes présentes en Croatie pour qu'ils mettent fin aux violations des droits de l'homme et punissent les coupables. Toutefois, Helsinki Watch souligne que des abus, notamment des violations des conventions internationales, ont été commis par les deux parties en conflit et annonce qu'un rapport détaillé sera envoyé dans les jours à venir au président de Croatie, M. Franjo Tudjman.

Estimant que Belgrade est responsable des crimes perpétrés par les irréguliers serbes en Croatie — puisqu'il leur a fourni un soutien militaire, économique et politique — Helsinki Watch l'accuse, ainsi que l'armée fédérale, d'avoir exécuté pendant les cinq mois de guerre en Croatie plus de deux cents civils et combattants désarmés, de détenu dans des conditions inhumaines des prisonniers dans trente-six camps situés en Croatie et en Serbie, de molester et de torturer jusqu'à ce que mort s'ensuive certains prisonniers.

## Mobilisation

Il leur impute aussi la disparition de trois mille habitants de Vukovar et de quelques centaines de villageois non serbes de Voïvodine, Zadar, la destruction d'objets civils et notamment

d'hôpitaux, l'attaque de l'hôpital de la mission européenne d'observation, les pillages et les confiscations de propriétés, les viols de civils, le déplacement forcé de milliers de gens et les meurtres de plusieurs journalistes.

Par ailleurs, Helsinki Watch dénonce les pressions, exercées aussi bien par le pouvoir de Belgrade que par l'armée fédérale, sur la presse pour qu'elle désigne les inconnus et publie les listes de défecteurs, mais aussi sur les pacifistes et certaines personnalités de l'opposition en Serbie, en procédant dans certains cas à leur mobilisation forcée. L'organisation accuse ensuite le gouvernement de Serbie de graves violations des droits de l'homme au Kosovo — région à peuplement essentiellement albanais — en interdisant certains quotidiens de langue albanaise, en licenciant pour des raisons politiques, en procédant à des arrestations abusives, etc.

A la fin de ce rapport de vingt-trois pages, illustré par de nombreux témoignages, Helsinki Watch demande aux autorités serbes d'enquêter sur tous les délits énumérés, de cesser les discriminations à l'égard des Albanais du Kosovo, de lever l'occupation portée contre M. Vuk Draskovic, le leader du mouvement du renouveau serbe pour la manifestation du 9 mars 1991, de respecter la liberté de la presse et de cesser de financer les journalistes indépendants.

FLORENCE HARTMANN

La Croatie et l'ONU. — La Croatie va demander formellement à adhérer aux Nations unies « dans les quinze prochains jours », a annoncé, jeudi 23 janvier, le premier ministre croate M. Franjo Greguric à l'issue d'un entretien avec le secrétaire général de l'Organisation, M. Boutros Boutros-Ghali. Les deux hommes ont aussi discuté des conditions de l'éventuelle opération de maintien de la paix en Yougoslavie ainsi que du rôle de la conférence européenne. La reconnaissance de la Croatie et de la Slovénie par près d'une quarantaine de pays ne signifie pas la disparition formelle de la Yougoslavie, toujours membre à part entière des Nations unies. — (AFP)

## ALLEMAGNE : nouveau retrait d'un chef de gouvernement régional de l'ex-RDA

## Le ministre-président chrétien-démocrate de Thuringe a été contraint de se retirer

## BERLIN

## de notre correspondant

Le ministre-président chrétien-démocrate de Thuringe, M. Josef Duchac, a été contraint à son tour, jeudi 23 janvier, de démissionner sous la pression de son propre groupe parlementaire. C'est le deuxième chef de gouvernement régional de la CDU en Allemagne orientale à devoir quitter son poste après celui de Saxe-Anhalt, M. Gerd Gies, l'été dernier (le Monde du 4 juillet 1991).

Le départ de M. Duchac était pratiquement acquis lors du congrès du Parti chrétien-démocrate en décembre dernier à Dresde. Il illustre les difficultés du chancelier Kohl et de ses amis avec l'ancienne CDU de l'Est, dont beaucoup de cadres étaient compromis avec le régime communiste de l'ex-RDA. La CDU, qui subit une profonde baisse de popularité à l'Est, paye aujourd'hui le fait d'avoir, par commodité, pour assurer la direction des opérations lors de la réunification allemande, mis sur des responsables peu crédibles qui, aujourd'hui, ne cèdent le terrain que contraints et forcés. M. Lothar de Maizière, dernier chef de gouvernement de la RDA, et dernier président de la CDU de

l'Est, avait dû, lui aussi, quitter toutes ses fonctions politiques.

La démission du ministre-président de Thuringe, après de longs atermoiements, a été précipitée par la menace de retrait de quatre de ses ministres, dont celui de M. Christine Liebknecht, une jeune théologienne élue au congrès de Dresde au bureau directeur du Parti chrétien-démocrate. M. Duchac était accusé d'incompétence. Il lui était reproché aussi d'avoir eu une carrière douteuse sous le régime communiste, pendant lequel il avait, notamment, travaillé dans un camp de vacances de la Stasi.

Le candidat le mieux placé pour lui succéder est un Allemand de l'Ouest, M. Hans-Joachim Jentsch, jusqu'ici ministre de la justice à Erfurt. Sur les cinq chefs de gouvernement des nouveaux Länder, il n'en restera plus que deux originaires de l'Est, celui de Mecklembourg-Vorpommern, dans le Nord, et celui du Brandebourg, le social-démocrate Manfred Stolpe, qui doit se défendre d'avoir, comme dirigeant de l'Eglise protestante de l'ex-RDA, eu des contacts obligés avec la Stasi.

HENRI DE BRESSON

## L'ASTRADUL

Association des Traducteurs Diplômés de l'Université de Londres  
Vous propose une équipe de traducteurs  
FRANÇAIS et ANGLAIS  
Tél. : 45-58-65-13 - 45-55-92-94 - 47-07-77-13  
B.P. 225.07 - 75327 Paris Cedex 07  
Siège social : Institut britannique de Paris

## Les relations entre la Russie et l'Ukraine

## Le conflit sur la Crimée s'aggrave

## Suite de la première page

Une autre résolution votée dans la foulée affirme que la flotte de la mer Noire fait partie des forces stratégiques de la Communauté, ce qui en pratique revient à dire qu'elle échappe au contrôle de l'Ukraine et est aux ordres de la Russie.

Un député a précisé que les deux résolutions étaient « inévitables » : de fait, le Parlement russe a décidé d'appliquer le plan du président de sa commission des affaires étrangères, M. Loukine (le Monde du 23 janvier), qui, avec une brutale franchise, recommandait de mettre l'Ukraine au pied du mur. Soit elle cesse de revendiquer la flotte et ses bases, soit elle risque de perdre la Crimée et par là même occasion, les navires et les bases.

Le ministre russe des affaires étrangères, M. Andreï Kozirev, a tenté de modérer un peu l'ardeur des députés en faisant valoir qu'il fallait bien mesurer la conséquence de telles résolutions et envisager « la réponse » que pourrait apporter l'Ukraine. Mais l'atmosphère était à l'exaspération nationale, plusieurs députés se taillant un succès de tribune en appelant à la « troisième défense de Sébastopol ». La ville est certes à majorité russe mais, paradoxalement, les esprits y semblent sensiblement moins échauffés qu'à Moscou.

La population s'y est prononcée pour l'indépendance de l'Ukraine, nombre d'officiers, y compris parmi les Russes, s'y disent disposés à prêter serment d'allégeance à l'Ukraine et le maire (russe) de la ville nous déclarait tout récemment qu'il ne voyait pas « pour l'instant » l'utilité d'organiser une nouvelle consultation électorale pour décider de l'avenir de la péninsule qui, économiquement — et tout particulièrement pour son approvisionnement en eau — dépend de l'Ukraine.

## Viol des accords de Minsk

Il n'empêche que la grande politique se fait à Moscou et que la résolution du Parlement pourrait ouvrir une crise majeure. Elle est certes conçue comme un moyen de ramener l'Ukraine à la raison — c'est-à-dire à l'obéissance — mais au risque d'ouvrir la boîte de Pandore. Et elle viole ouvertement l'esprit comme la lettre des accords de Minsk et d'Alma-Ata : la Russie, l'Ukraine, la Biélorussie, initialement consultés par les sept autres Républiques, s'étaient engagés non seulement à « respecter l'intégrité territoriale et l'intangibilité des frontières

existantes ». Le quotidien l'Indépendant illustre d'ailleurs son commentaire sur le vote du Parlement par un dessin explicite : une énorme bombe placée sur le tracé de la frontière. Le vote d'une résolution parlementaire n'est certes pas l'équivalent d'une décision de l'exécutif. Mais personne n'a oublié que Boris Eltsine avait lui-même,

sans la moindre gêne, remettre sur le tapis la question de la Crimée permettra aux dirigeants russes de combattre l'opposition sur son propre terrain et donc de se réserver une plus grande latitude d'action en matière économique...

Avant même que le parlement russe ne verse de l'huile sur le feu, les symptômes de la crise qui affecte la CEI se multiplient. Les négociations engagées depuis maintenant treize jours sur le « partage » de la flotte de la mer Noire n'ont toujours donné aucun résultat. Le commandement de la flotte a annoncé que les bâtiments allaient hisser sous peu le pavillon marqué de la croix de Saint-André (l'emblème de la vieille marine russe) et le maréchal Chapouchnikov enjoignait aux capitaines des navires

devaient en fin de compte se rencontrer vendredi à Minsk, dans une atmosphère qui ne risque pas d'être améliorée par les résolutions votées la veille.

## Monnaies nationales

L'unité monétaire semble par ailleurs chaque jour un peu plus compromise. Après l'Ukraine, la Moldavie a décidé d'adopter sa propre monnaie le 1er février. Le président Kravtchouk il y a une semaine, que les salaires ne pourront être payés en « coupons réutilisables » (il n'y en a pas assez) et que la véritable monnaie ukrainienne, la Grivna, risque de ne pas être mise en circulation avant le second semestre de cette année (M. Kravtchouk avait parlé de mai ou juin).

En attendant, les Ukrainiens se pressent en files interminables, jour et nuit, devant les guichets des caisses d'épargne, pour se débarrasser au plus vite de leur roubles : les sommes déposées dépassent toutes les prévisions. On recommande aussi à faire la queue pour acheter les journaux. Des journaux particulièrement maigrichons et qui se demandent chaque jour s'ils vont paraître le lendemain. Ils n'ont presque plus de papier et le papier, comme le bois de chauffage des mines et tant d'autres choses indispensables — vient de Russie.

JAN KRAUZE



dés soit dernier, évoqué de possibles rectifications de frontières et que son premier vice-premier ministre Guennadi Bourboulis est revenu récemment sur le sujet, en termes de peine voilée.

## Négociations toujours dans l'impasse

Cette aggravation du conflit russo-ukrainien survient bien entendu au moment où les deux Etats sont l'un et l'autre confrontés à de graves difficultés liées à la libération des prix et aux balbutiements de la réforme économique. De part et d'autre, on est tenté de faire porter sur le voisin la responsabilité des maux du moment, et certains vont même plus loin : dans son rapport, M. Loukine explique,

d'organiser incessamment les cérémonies de prestations de serment aux « forces unies de la communauté ».

En fait, ces forces apparaissent de plus en plus clairement comme le simple habillage plus ou moins provisoire de l'armée russe et, dans ses entretiens avec ses interlocuteurs étrangers, le maréchal Chapouchnikov se comporte beaucoup moins en commandant en chef de la communauté qu'en porte-parole de la Russie.

Par ailleurs, une réunion des chefs de gouvernement de la CEI qui devait se tenir le 24 janvier, a été discrètement repoussée (« les préparatifs ne sont pas achevés », a soigneusement expliqué un officiel biélorusse). Seuls les vice-présidents des parlements des Etats membres

## Les dépouilles de l'ex-URSS

## Moscou s'approprie la Banque du commerce extérieur

Un texte, signé jeudi 23 janvier par le président du Parlement russe Rousslan Khasboulatov, consacre la mainmise de la Russie sur les avoirs de la Banque du commerce extérieur de l'ex-URSS, la Vneshekonombank (VEB), qui devait assurer les remboursements de la dette extérieure de l'URSS et gérer les avoirs de l'ex-URSS.

« Les fonds d'investissement et de réserve de la VEB, ainsi que ses « dérivés et autres propriétés, sont transférés à la Banque centrale de Russie, dans l'attente de la signature d'un accord sur la VEB » entre les anciennes Républiques de l'URSS, affirme le texte, cité par l'agence Interfax. La VEB avait fermé ses portes sans explication à l'issue des fêtes du Nouvel An, en renvoyant ses clients à la Banque centrale de Russie.

La décision du président du Parlement russe précise que pour les comptes en devises des citoyens et

sociétés russes, notamment des banques, le gouvernement russe va émettre des « obligations en devises » pour les rembourser. Aucun dépôt en devises effectué avant le 31 décembre 1991 ne pourra être retiré par les clients, sauf pour des paiements dus, avant cette date. Ce tour de vis est survenu le jour où le gouvernement russe a annoncé qu'il avait suspendu, à la date rétroactive du 15 janvier, les droits de douane à l'importation, dans l'espoir de voir se regrouper les magasins et dans l'attente de l'élaboration de nouveaux tarifs.

Dans la série des coups de force de la Russie, s'ajoutent les biens de l'ex-URSS, le démantèlement d'un seul organisme l'agence Tass et l'agence russe RIA-Novosti (le Monde du 24 janvier) a bien été signé, ont indiqué jeudi des membres du Comité parlementaire russe chargé des médias. Le texte du décret n'a cependant pas été publié. — (AFP, Reuters)

## Selon un rapport commandé par Karouchchev

642 980 personnes ont été condamnées à mort entre 1921 et 1954

Quelque 3 777 380 Soviétiques ont été poursuivis pour activités contre-révolutionnaires de 1921 à 1954, dont 642 980 ont été condamnés à mort, selon un rapport du ministère de l'intérieur soviétique établi à l'intention de Nikita Khrouchtchev en 1954 et rendu public pour la première fois jeudi 24 janvier par l'agence Tass. Ces chiffres ne rendent pas compte de l'ensemble de la répression stalinienne et des recherches sont en cours dans les archives du KGB, souligne l'agence. — (AFP)

**CAPELOU**  
Distributeur  
37 Av. de la République 75011 PARIS  
Tél. 43.57.46.15 M. PARMENTIER

محکمات الالحاح



## EUROPE

**TCHÉCOSLOVAQUIE :**  
Tchèques et Slovaques n'ayant pu se mettre d'accord

### Le Parlement fédéral ajourne les débats sur sa nouvelle structure

L'Assemblée fédérale tchécoslovaque a, jeudi 23 janvier, reporté au mois prochain les débats sur sa nouvelle structure en raison de nouvelles divergences entre Tchèques et Slovaques sur la nature du traité qui doit servir de base à leur Etat commun.

Les parlementaires ont jugé que l'adoption d'amendements à la Constitution dépendait d'une entente préalable sur le traité. Pour tenter de fixer ces nouvelles règles de cohabitation, les dirigeants des Parlements tchèque et slovaque avaient entamé, jeudi à Bratislava (Slovaquie), leur troisième rencontre. Le vice-président du Parlement tchèque, M. Jan Kalvoda, ne

voyait « aucune raison pour être optimiste » sur ces négociations du traité.

De son côté, le président du Parlement slovaque, M. Frantisek Miklosko, a estimé qu'« il existe entre les deux parties des points de désaccord très importants et souvent insurmontables ».

Disposant d'une minorité de blocage, les députés slovaques avaient rejeté mardi dernier deux projets du président Havel, dont celui de référendum d'initiative présidentielle sur l'avenir du pays (le Monde du 24 janvier). M. Havel avait retiré, le lendemain, son projet de restructuration radicale de cette Assemblée. — (AFP)

**ITALIE :** un casse-tête pour les chaînes de télévision

### Comment contenir la « verve » du président Cossiga ?



A l'approche des élections législatives italiennes, fixées au 5 avril, les chaînes de télévision publiques se demandent quelle place accorder aux diatribes du président de la République, M. Francesco Cossiga, qui ne cesse d'attaquer le système politique du pays.

ROME

de notre correspondante

A trop donner des « coups de poche » dans le système, selon sa propre expression, le président Cossiga serait-il en train de se taper lui-même sur les doigts ? Depuis des mois et des mois que l'Italie s'éveille chaque matin à l'annonce de la dernière « esternazione » présidentielle — la pensée, et plus souvent la critique du jour — l'effet de surprise s'est un peu émoussé, la curiosité tarie, le sourire de complicité figé.

Il est vrai qu'à quelques jours de la dissolution des Chambres, la pré-campagne électorale pour les législatives, fixées au 5 avril, compliquée encore par l'imbricatio référendaire sur la réforme éventuelle de la Constitution, cristallise toutes les énergies. Justement. Le chef de l'Etat s'est voulu reconquérir son auditoire ou simplement porter le coup de pioche final ? Toujours est-il qu'il s'est surpassé ces derniers jours, estoquant tout ce qui passait à sa portée.

M. Achille Occhetto, le secrétaire du PDS (ancien PCI) qui a eu le mauvais goût de demander la destitution du président il y a quelques semaines ? « C'est un zombie à moustaches ! Il ferait mieux d'aller cueillir des marguerites, encore que ça me fait mal au cœur pour les marguerites », M. Antonio Gava, le président du groupe des députés de la Démocratie chrétienne ? « C'est un boss, fils de boss » ou encore « il a finalement réussi à ce qu'on le laisse en paix, plus personne ne lui dit qu'il fait partie de la Camorra et qu'il est ami de camorristes ». Quant au secrétaire du Parti républicain, Giorgio La Malfa, « ce n'est pas lui qui me donnera des leçons d'antifascisme, il a toujours araché dans la soupe ».

Succès garanti : le « ces Cossiga » a figuré en bonne place, mercredi 22 janvier, dans les trois heures de discussions qui ont réuni les directeurs des trois

chaînes publiques de la RAI, la télévision italienne, pour tenter d'établir quelques règles de base pour la campagne à venir, et éviter qu'elle ne sombre dans les invectives et les polémiques. Mais alors que faire de la « verve » présidentielle, et surtout des temps d'antenne records qui lui ont été impartis jusqu'à ?

En outre, peut-on boycotter les activités et les discours du chef de l'Etat, sous prétexte qu'il est un peu trop prolix et qu'il ne se tient « au-dessus des partis » qui pour mieux leur fonder dessus à la première occasion ? Sans oublier qu'après chaque attaque présidentielle il faudrait compter sans doute des droits de réponse, etc. On n'en sortirait pas.

#### Aussi long à l'écrit qu'à l'oral

Faute de pouvoir museler les diatribes en provenance du Quirinal (une législation spéciale anjoint au service public de retransmettre les interventions officielles les plus importantes), on choisit d'en limiter strictement la couverture à l'avenir : les trois chaînes décideront, à l'unisson, de ne pas solliciter, sous prétexte de concurrence, d'interviews supplémentaires quand elles ne s'imposeraient pas.

Même casse-tête à la Démocratie chrétienne où les principaux dirigeants se sont réunis jeudi pour tenter de tirer au clair la pensée, les intentions du président de la République vis-à-vis de son « ex-parti » comme il le dit lui-même. Un premier élément de réponse est arrivé dans la soirée, sous la forme d'une lettre de « rupture » en bonne et due forme, adressée au directeur d'Il Popolo, le quotidien de la DC.

En quinze feuillets, M. Cossiga, qui fait aussi long à l'écrit qu'à l'oral, explique qu'il « n'aspire plus à aucun poste ni à aucun honneur et pourrait donner sa démission après les législatives ». Et le président de poursuivre : « en tant que démocrate d'inspiration chrétienne (...) [en tant] que sénateur et (...) simple citoyen, je poursuivrai la bataille pour la réforme de nos institutions. Je maintiendrai désormais le silence sauf si mon honneur ou ma fonction sont attaqués... » La charrier de démolition serait-il provisoirement arrêté pour cause de « trêve télévisée » ?

MARIE-CLAUDE DECAMPS

**IRLANDE :** abandonné par ses alliés de la coalition gouvernementale

### Le premier ministre, M. Haughey, paraît condamné à quitter son poste

DUBLIN

de notre correspondant

A l'issue d'une journée marquée par de vives spéculations consécutives aux révélations de son ancien ministre de la justice, M. Sean Doherty, selon lesquelles il avait autorisé à y a dix ans la mise sur écoute de deux journalistes (le Monde du 24 janvier), il semble que le premier ministre irlandais, M. Charles Haughey, ne puisse plus se maintenir à son poste. La petite formation des démocrates progressistes qui participe au gouvernement avec son parti, le Finna Fail, a déclaré jeudi que des mesures devaient être prises pour restaurer « l'autorité et l'efficacité du gouvernement ». Autrement dit, ce parti, qui ne détiendait que deux portefeuilles ministériels et six sièges au Parlement, demande la démission du premier ministre. M. Haughey est le

grand « rescapé » de la politique irlandaise. Mais il semble, aujourd'hui, que les obstacles auxquels il est confronté soient insurmontables. A la suite d'une série de scandales financiers que ses adversaires ont tenté d'exploiter contre lui — sans, il faut le dire, beaucoup de succès — les supporters les plus fidèles de sa formation l'ont abandonné.

Lorsqu'en novembre dernier, il a dû se séparer de deux de ses ministres — qui s'étaient prononcés contre lui lors d'un vote de censure — et remanier son gouvernement, il avait fait part de son intention de quitter son poste cette année. Depuis, M. Haughey n'avait donné aucun signe dans ce sens. Les démocrates progressistes souhaitent que le projet de budget puisse être présenté la semaine prochaine. Tout porte à croire que la carrière remarquable de M. Haughey prendra fin ensuite.

JOE MULHOLLAND

**BELGIQUE :** l'Hôtel Métropole de Bruxelles endommagé par un incendie. — Chef-d'œuvre de l'art décoratif du XIX<sup>e</sup> siècle dans le cœur de la capitale belge, place de Brouckère, l'Hôtel Métropole a été endommagé par un incendie, jeudi 23 janvier. Il n'y a pas eu de victimes, mais les dégâts causés par le feu et les tonnes d'eau déversées par les pompiers sont considérables. — (Corresp.)

**DANEMARK :** référendum sur l'union politique européenne. — Le premier ministre danois, M. Poul Schlüter (conservateur), a annoncé, jeudi 23 janvier, qu'un référendum sur l'union politique européenne aurait lieu le 2 juin prochain. M. Schlüter a souligné que cette consultation, contrairement à celle de février 1986 sur l'acte unique, serait consultative, serait « contraignante ». — (Corresp.)

## DIPLOMATIE

Selon le quotidien « Haaretz »

### M. Mitterrand envisage de se rendre cette année en Israël

Le président François Mitterrand a déclaré, mercredi 23 janvier, à des correspondants de la presse israélienne en visite informelle à l'Elysée qu'il envisage de se rendre en Israël en 1992, a révélé jeudi le quotidien Haaretz. Selon le journal, M. Mitterrand a déclaré : « Nous avons d'excellentes relations, et ma dernière visite officielle en Israël remonte à 1982. Dix ans, c'est long. J'ai de nombreux amis personnels en Israël, y compris au sein de l'actuelle direction. Le temps est venu de me rendre une seconde fois dans votre pays. Je ne

sais pas quand cela pourra se faire. Peut-être au cours de l'année. » Haaretz indique par ailleurs que M. Mitterrand s'est déclaré « déçu » du fait que la France et l'Europe ne soient pas associées au processus de paix au Proche-Orient, et « surpris » qu'Israël ait, en revanche, accepté d'y associer la Russie, « un pays qui a mis au point les Scud (missiles utilisés par l'Irak contre Israël durant la guerre du Golfe) et fourni des armes aux Arabes ». — (AFP)

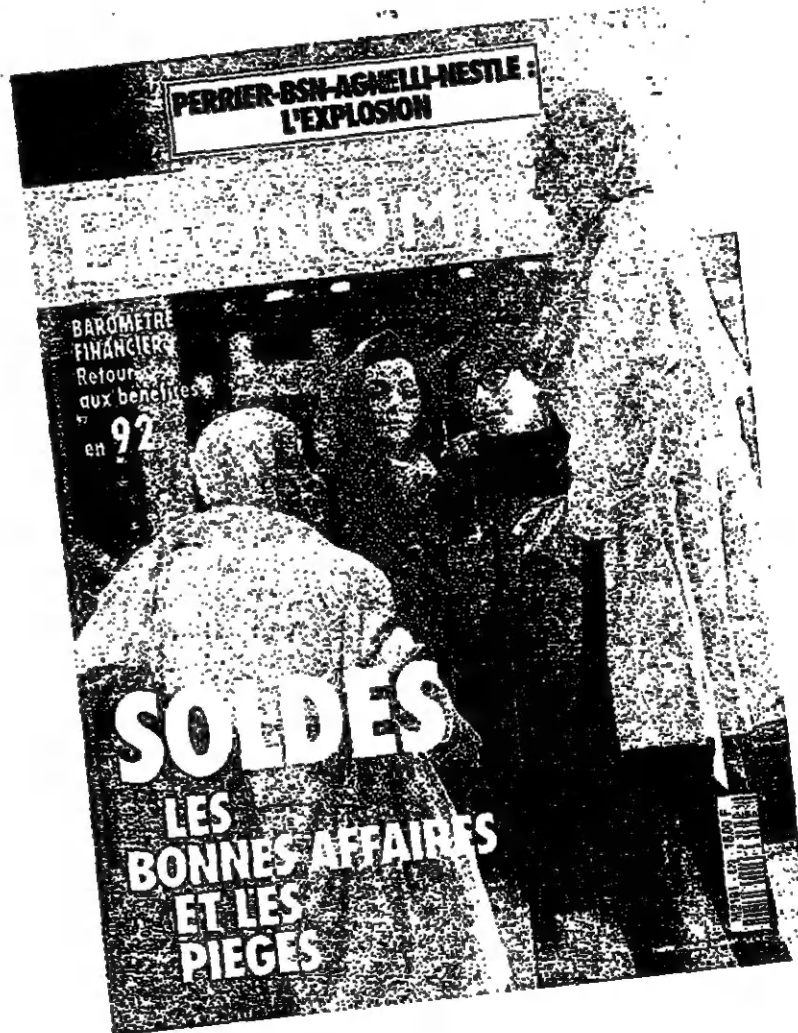
La visite de M. David Lévy en Chine

### Pékin et Jérusalem ont établi des relations diplomatiques

La Chine et Israël ont établi, vendredi 24 janvier, des relations diplomatiques. L'accord entre les deux pays a été signé à Pékin par M. David Lévy, ministre israélien des affaires étrangères, et par son homologue chinois, M. Qian Qichen. « C'est une nouvelle page » entre les « deux grandes nations », a déclaré à cette occasion M. Qian. M. Lévy, dont c'était la première visite officielle en Chine, a répondu : « C'est un moment historique, que nous attendions depuis longtemps. » En effet, l'Etat hébreu avait été l'un des premiers à reconnaître la Chine populaire, en 1949 (le Monde du 22 janvier). — (AFP)

Il est bien que Pékin ait attendu plus de quarante ans pour reconnaître Israël et qu'il ne reste pratiquement plus de juifs en Chine, leur présence dans l'empire du Milieu est plus que millénaire. Une colonie juive existait déjà à Kaifeng, ancienne capitale impériale, quand Marco Polo visita la Chine. Trop peu nombreuse, cette communauté s'est graduellement dissoute et a pratiquement disparu. D'autre part, pendant l'entre-deux-guerres, des dizaines de milliers de juifs avaient afflué en Mandchourie et à Shanghai. La plupart d'entre eux ont quitté la Chine pour Israël à la suite de l'accord conclu au milieu des années 50 entre le premier ministre chinois Zhou Enlai et M. David Marshall, qui fut le premier chef de gouvernement de Singapour et est actuellement ambassadeur de cet Etat à Paris. — P. de BJ

## POUR PRENDRE DES DECISIONS. PAS DES LEÇONS.



Cette semaine, les soldes :

comment faire le tri entre l'intox et le vrai rabais.

L'affaire Perrier va-t-elle bouleverser l'agro-alimentaire européen ?

Notre sondage : les directeurs financiers des grands groupes sont optimistes pour 1992.

**ECONOMISTE**

CHAQUE SEMAINE, ANALYSEZ, DÉCIDEZ !



## DIPLOMATIE

La fin de la conférence de Washington

Américains et Européens  
n'ont pas réglé leur différend  
sur la coordination des aides à la CEI

Les résultats n'ont pas été tout à fait à la hauteur de l'attente. Présentée - y compris sur le papier - en tant que par les organisateurs américains comme une « coalition destinée à soutenir la liberté et la démocratie » dans les Républiques de l'ex-Union soviétique, la conférence de coordination sur l'assistance aux nouveaux États indépendants s'est achevée le 23 janvier sans avoir pu recréer la dynamique qui avait si bien réussi à la « coalition » anti-soviétique dans la guerre du Golfe.

WASHINGTON

de nos correspondants

A l'issue de trente-six heures de discussions, les représentants des cinquante-quatre pays et organisations internationales réunis au département d'État, à Washington, n'ont pas été en mesure de dire qu'ils dorénavant, allait coordonner l'acheminement et la distribution de l'aide. Mais la réunion a au moins permis de dresser le bilan de l'ensemble des actions entreprises et de faire l'inventaire de celles qui sont souhaitables dans cinq domaines : aide alimentaire, aide médicale, logement, énergie et assistance technique.

Un calendrier a été établi et présenté par le secrétaire d'État américain, M. James Baker : pour faire le point de ce qui aura été entrepris depuis la manifestation de Washington, les participants doivent se retrouver début mai à Lisbonne, la réunion étant cette fois organisée par la CEE. Un troisième rendez-vous a été pris pour l'été, à Tokyo : « Cela permettra d'assurer le suivi de la conférence de Lisbonne », a expliqué, très sérieusement, M. Kunitihiko Saito, vice-ministre japonais des affaires étrangères. Un « groupe de contact » se réunira dès la semaine prochaine à Minsk (Biélorussie) pour accélérer l'approvisionnement en vivres et en médicaments, en commençant par les grandes villes, où la pénurie est la plus criante.

Ce calendrier ne règle pas les différends apparus lors de la première journée de travaux entre les partisans d'un leadership américain, relayé par l'OTAN et les

Européens, qui estiment que des instances de coordination existent déjà. La France notamment avait proposé que la coordination entre l'aide de la CEE et celle d'autres partenaires soit assurée par le pays exerçant la présidence du G7, le groupe des sept pays les plus industrialisés.

Il était difficile, alors, de savoir quel serait le sort réservé à cette proposition française, comme d'ailleurs aux autres. Il en va de même de la proposition allemande pour la création d'un centre de recherches international destiné à embaucher les experts nucléaires des pays de la CEI qui seraient tentés d'aller chercher fortune ailleurs.

Avec les avions  
de l'US Air Force

M. Baker a longuement insisté sur l'« Opération Espoir » (Provide Hope) mise sur pied par les États-Unis et consistant à utiliser les avions de l'US Air Force stationnés à Francfort pour livrer aux Républiques, à compter du 10 février, cinquante-quatre cargaisons de vivres et de médicaments. Un vétérinaire du département d'État, M. Richard Armitage, devrait s'installer à Bruxelles (en somme entre OTAN et CEE...) pour assurer la gestion de l'assistance américaine.

La conférence n'avait pas pour but de faire passer la sébile dans l'assistance (parmi laquelle figuraient les pays pétroliers du Golfe). Après que le président Bush eut annoncé une augmentation de 645 millions de dollars de la contribution américaine, le Japon a pourtant annoncé lui aussi une modeste rallonge de 50 millions de dollars. Ils viendront s'ajouter aux quelque 15 milliards de dollars d'aide humanitaire comptabilisés à ce jour.

Depuis mercredi, les États-Unis, dans un souci d'apaisement, ont multiplié les hommages au travail accompli par la CEE. Ils restent néanmoins convaincus qu'ils sont les mieux à même de mobiliser l'effort colossal nécessaire à la transformation de l'ex-URSS et que c'est là la nouvelle base de leur « leadership ».

ALAIN FRACHON  
et SERGE MARTILa contribution britannique :  
des vivres, des livres et des stages...

LONDRES

de notre correspondant

La Grande-Bretagne, où M. Boris Eltsine est attendu le 30 janvier, s'efforce de préparer le terrain d'une coopération privilégiée avec la Russie. Outre la livraison de produits alimentaires, qui a donné lieu à quelques déconvenues (les Russes ne voulaient pas d'une viande dont la rumeur disait qu'elle provenait des « vaches folles »), l'aide britannique prend également la forme d'une assistance culturelle et technique.

L'association Book Aid, soutenue par le Times et en collaboration avec la Bibliothèque de littérature étrangère de Moscou, a ainsi lancé en septembre dernier une opération dont le but est de recueillir un million de livres en langue anglaise, au profit de la Russie et des autres Républiques de la CEI. Les Britanniques sont ainsi invités à fouiller leurs bibliothèques. Une telle opération avait déjà eu lieu en 1945. A

l'époque, les Soviétiques réclamaient Hemingway et Steinbeck, ainsi que des classiques anglais. Aujourd'hui, les demandes portent davantage sur la philosophie, l'écologie, la religion, les manuels techniques, les livres d'enfants et les romans policiers. Selon le Times, près de 150 000 livres ont déjà été acheminés à Moscou et distribués dans plus de cent bibliothèques, de Saint-Petersbourg à l'île Sakhaline.

C'est une opération d'un autre type qu'a entreprise le chancelier de l'Éducation, M. Norman Lamont. Il a écrit il y a quelques jours à différentes sociétés pour leur demander d'offrir des stages de formation de six mois à des ressortissants des États de la CEI. Il s'agit de former un millier de personnes à des métiers qui avaient peu cours dans l'ancien système communiste, dans des domaines comme la banque, les assurances et les professions juridiques.

L. Z.

Rencontres moldavo-roumaines. - Les présidents de Roumanie, M. Ion Iliescu, et de Moldavie ex-soviétique, M. Mircea Snegur, se rencontrent samedi 25 janvier à Ungheeni (frontière des deux Républiques) pour examiner « le développement de leur collaboration ». De leur côté, les partisans d'un rattachement rapide de la Moldavie roumainophone (annexée par l'URSS en 1940) à la Roumanie devaient réunir, vendredi 24 janvier, à Iasi (Moldavie roumaine), une Convention nationale pour la réunification. L'ancien premier ministre roumain, M. Petre Roman, ainsi que des responsables du Front populaire de Moldavie (opposition) devaient y participer. - (AFP)

La revanche  
des Indiens du Canada

Suite de la première page

Les bâtiments neufs de cette réserve boisée de 175 kilomètres carrés, parsemée de lacs et entourée de rivières, témoignent des résultats bien tangibles de ces démarches. Entourés d'arbres, des écoles (maternelle, primaire et secondaire) succèdent à des centres sociaux (dispensaire, unité de désintoxication pour les neuf bandes algonquines du Canada, centre pour handicapés ouvert à tous les Indiens du pays), qui viennent à peine d'être terminés. Au bord des rues tout juste pavées, d'immenses antennes paraboliques - pour la réception d'une cinquantaine de chaînes de télévision - cachent la vue de maisons souvent coquettes et très espacées. En partie grâce à la vingtaine de commerces et entreprises créés dans la réserve, il n'y a plus de chômage ni de drogue à Kitigoumbi qu'à Maniwaki, la ville blanche mitoyenne, dont le nom signifie « ville de Marie » en algonquin.

650 000 kilomètres carrés  
revendiqués

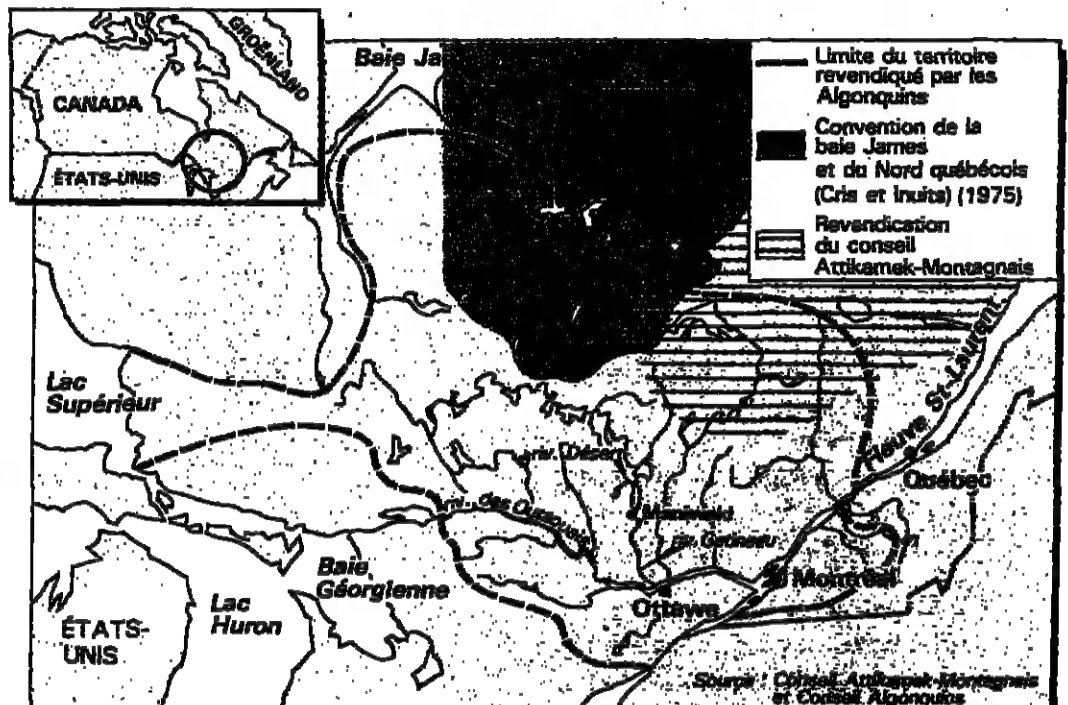
Située aux confluent des rivières Deser et Gatineau, Maniwaki fut fondée autour d'un poste de traite des fourrures, au milieu du siècle dernier, peu après que plusieurs familles d'Algonquins, traditionnellement nomades, eurent décidé d'y établir un de leurs pieds-à-terre, entendant dans leur sillage des missionnaires catholiques obéissants. « La grande majorité des 5 200 habitants de Maniwaki n'ont pas la moindre idée des transformations qui se sont produites dans la réserve. Nos rapports avec eux sont excellents, les enfants jouent au baseball ou au hockey ensemble, mais nous ne voulons pas des publicités, de conférences de presse ou d'opérations portées ouvertes. Ce n'est pas dans nos habitudes », explique M. Léonard Odjik, le gestionnaire de la réserve.

Il est au moins une nouvelle qui ne va pas tarder à se répandre : les Algonquins de Kitigoumbi, qui ont obtenu en 1989 une compensation de 2,5 millions de dollars pour 80 hectares (partie des terres que les obéissants s'étaient appropriés « leur nom »), sont en négociation pour racheter le centre commercial de Maniwaki. Pis, les neuf bandes des Indiens Algonquins du Canada, dont plusieurs, isolées, sont loin d'avoir le même niveau de vie qu'à Kitigoumbi, s'appuient à déposer ensemble, devant le gouvernement fédéral, une « revendication globale » sur... 650 000 kilomètres carrés.

Il veulent ainsi récupérer 40 % du territoire du Québec et un bout de l'Ontario, y compris les villes de Montréal et d'Ottawa. Anthropologues et avocats ont été embauchés pour présenter le volumineux dossier des Algonquins, que ni les Français ni les Anglais n'ont jamais « officiellement conquis », disent leurs porte-parole, puisqu'aucun traité n'a été signé.

Devant une immense carte du

Canada, le vice-ministre canadien aux affaires indiennes, M. Harry Swain, confirme et complète : les Attikamek-Montagnais revendiquent le tiers du Québec (500 000 kilomètres carrés), les Micmacs et Malécites réclament une bonne partie des provinces maritimes, tandis qu'à l'ouest et au nord Inuits, Indiens et Métis (2) veulent faire valoir leurs droits sur des étendues tout aussi vastes. Depuis que la Constitution du Canada a, pour la première fois, reconnu en 1982, sous la férule du libéral Pierre Elliott Trudeau, les « droits existants, ancestraux ou issus de traités des peuples autochtones » du pays, les revendications ont été satisfaites. Le dernier accord signé a ainsi permis aux Indiens Gwich'in des Territoires du Nord-Ouest de devenir



officiellement propriétaires de 15 000 kilomètres carrés. Leurs voisins Dénés et Métis ont refusé une proposition d'Ottawa portant sur 160 000 kilomètres carrés, dans l'espoir de la voir amoindrie. Plus impressionnant encore : une entente, qui reste à ratifier, vient d'être conclue pour la création d'un nouveau territoire dans l'Arctique et la cession à 17 500 Inuits (autres fois appelés esquimaux) de 350 000 kilomètres carrés.

Les Cris  
font barrage

Que veulent les Indiens ? « Nous ne cherchons pas à expulser qui que ce soit. Nous voulons simplement avoir accès à nos territoires ancestraux, les forêts inoccupées qui ont été exploitées en dépit du bon sens par les provinces. Nous, nous voulons cogérer ces ressources naturelles, faune ou flore, avec les pro-

voirs publics, d'une manière raisonnable, comme nous avons toujours su le faire. Nous voulons enfin tirer une partie des bénéfices de cette exploitation, de manière à assurer notre développement économique et à sortir de notre condition d'assistés sociaux », dit le chef Whitecluck.

Avoir son mot à dire, donc, quitte à ce que ce soit un « non » retentissant, comme celui des Indiens Cris, qui s'opposent à la construction, dans le nord du Québec, d'une deuxième série de grands barrages hydro-électriques au nord de ceux déjà construits à la fin des années 80, près de la baie James (le Monde du 27 décembre). Avec le soutien d'organisations écologistes comme Greenpeace, les sociétés Audubon et Sierra Club, ils ont lancé des campagnes très médiatiques aux États-Unis, où le Québec vend ou compte vendre son électricité.

Depuis, le gouvernement du Québec a dû reculer d'un an le début des travaux du projet controversé baptisé Grande-Baleine, et les Cris ont obtenu, devant les tribunaux, la tenue d'audiences publiques pour l'évaluation de l'impact du projet sur l'environnement fragile du

président de l'Assemblée des premières nations (représentant les quelque 600 000 Indiens du Canada, mais pas les 32 000 Inuits ni les 120 000 Métis du pays). Avant de songer à se séparer du Canada, a-t-il dit en substance, il faudra que le Québec, où la crise des Mohawks d'Okla avait fait grand bruit durant l'été de 1990, règle tous les dossiers en suspens avec les Indiens de la province. Sinon, ces derniers pourraient bien décider de rester canadiens, mettant en litige toutes les terres qu'ils revendiquent.

Lancés depuis le nouveau gymnase de l'école secondaire algonquine de Kitigoumbi, ces propos ont fait l'effet d'une bombe. Ils n'ont pas manqué de réjouir les fédéralistes anglophones, qui prétendent déjà qu'un Québec souverain ne pourrait revendiquer son grand Nord, cédé à la province par le gouvernement fédéral canadien en 1898 et 1912.

« Quelle que soit la somme que prendront les événements, les Amérindiens sont assurés de faire avancer leur cause », assure le Montagnais Bernard Cleary. Dans ses dernières propositions constitutionnelles,

Grand Nord. « Dans la convention signée en 1975 avec Ottawa et Québec, il avait été prévu que les Cris participeraient à la gestion du territoire et des ressources du Nord, mais tout cela n'a pas été respecté », dit le jeune chef des Cris, M. Matthew Coon Come.

Les menaces  
d'Orville Mercredi

Il n'est pas certain qu'il obtienne gain de cause, dans la querelle juridique tous azimuts qu'il a engagée à grands frais. Mais les Amérindiens ont d'autres armes à l'encontre du Québec, fortement tenté d'opter pour la souveraineté si les négociations constitutionnelles en cours (pour l'obtention d'un statut de société distincte au sein du Canada) n'aboutissent pas.

L'une d'entre elles a été brandie par M. Orville Mercredi, un Indien Cri du Manitoba, récemment élu

Ottawa a reconnu le « droit à l'autonomie gouvernementale des autochtones », droit « dérivé » : mise en application devrait être discutée avec les provinces dans un délai de dix ans. « Si le processus constitutionnel échoue, affirme M. Orville Mercredi, ce ne sera pas une catastrophe. Avec ou sans l'aide d'Ottawa, nous nous soulevons de notre maître. Dans nos réserves, qui ne représentent actuellement que pour cent d'un pays aux ressources énormes à notre disposition, nos conditions de vie ne peuvent être pires que ce qu'elles sont actuellement. »

MARTINE JACOT

(1) Le film *Black Robe* de l'australien Bruce Beresford, qui va bientôt sortir en France, raconte les premiers contacts entre les Indiens Algonquins ou Hurons et les missionnaires français.

(2) Les Amérindiens représentent environ 750 000 personnes sur 26,5 millions de Canadiens.

## A TRAVERS LE MONDE

## ISRAËL

L'ordre d'expulsion  
d'un Palestinien  
a été annulé

L'armée israélienne a annulé, jeudi 23 janvier, l'ordre d'expulsion d'un des douze militants palestiniens visés par une telle mesure après une série d'attaques contre des colons juifs dans les territoires occupés. Les recours de quatre autres Palestiniens ont été rejetés par une commission militaire d'appel et le cas des sept autres est examiné par la Cour suprême. « La recommandation de la commission d'appel de ne pas expulser Yusef Joudah, vingt-huit ans, est fondée sur l'impression que les commandants locaux disposent d'autres moyens pour l'empêcher d'agir contre la sécurité dans cette région », a déclaré un porte-parole de l'armée.

Une seule fois dans le passé, en 1979, les autorités israéliennes étaient revenues sur un ordre d'expulsion. Israël avait annoncé le 2 janvier son intention d'expulser cinq Palestiniens de Cisjordanie et sept autres de la bande de Gaza après le meurtre de quatre Israéliens dans ces territoires. Cette décision, accueillie par de nombreuses condamnations dans le monde entier, avait poussé les négociateurs arabes à retarder leur

participation à la deuxième session de pourparlers à Washington.

Israël a expulsé soixante-six Palestiniens depuis le début de l'intifada, il y a quatre ans.

## CONGO

Les premières élections  
pluralistes devraient  
avoir lieu en mars

Le Conseil supérieur de la République (CSR, organe législatif pendant la période de transition) a adopté, jeudi 23 janvier, à Brazzaville, un nouveau calendrier électoral prévoyant un référendum constitutionnel, en février, et un premier scrutin pluraliste, en mars, date à laquelle devraient être organisées les élections municipales et sénatoriales. Les élections législatives devraient suivre en avril et en mai, tandis que l'élection présidentielle est prévue pour juin.

Par ailleurs, le premier ministre du gouvernement provisoire, M. André Milongo, a annoncé, mercredi soir, un remaniement ministériel, qui devrait satisfaire en partie les revendications des militaires. L'ensemble de ces décisions a suffi, apparemment, à ramener le calme à Brazzaville, où les barricades, érigées depuis dimanche par les partisans du gouvernement ont été démantelées, tandis que les soldats regagnaient leurs casernes. - (AFP, Reuters)

## EN BREF

■ BRÉSIL : démission de deux ministres. - Accusé de corruption par l'opposition dans le cadre d'une enquête parlementaire, M. Alceni Guerra, ministre brésilien de la santé, a remis sa démission, jeudi 23 janvier, de même que le ministre chargé du dossier de l'intégration économique régionale, M. Carlos Chazarelli. Le ministre du travail et le secrétaire d'État à l'action sociale avaient déjà quitté le cabinet du président Collor de Mello la semaine dernière (le Monde du 20 janvier). - (UPI, Reuters)

■ CORÉE DU NORD : les États-Unis demandent à Pyongyang d'accepter le contrôle de ses installations nucléaires. - Lors de la rencontre entre officiels nord-coréens et américains à New-York, mercredi 22 janvier, les États-Unis ont insisté pour que Pyongyang accepte d'ouvrir au contrôle international avant le mois d'avril, selon l'agence de presse sud-coréenne - ses installations nucléaires. Cette rencontre, entre le sous-secrétaire d'État aux affaires politiques Arnold Kanter et le directeur du département international du PC nord-coréen Kim Yong-sun, était la première à ce niveau depuis la fin de la guerre de Corée. - (AP)

■ CUBA : la CEE amène l'envoi d'une mission à La Havane. - En signe de protestation contre l'exécution de l'opposant cubain Eduardo Diaz Belandier, la CEE a décidé, jeudi 23 janvier, d'annuler l'envoi d'une mission à La

Havane, où elle devait examiner les possibilités de coopération entre les Douze et Cuba. La Communauté avait déjà fait savoir que cette exécution affecterait gravement ses relations avec La Havane. - (AP)

■ MONGOLIE : le Parlement a refusé la démission du premier ministre. - Le Parlement mongol a rejeté, mercredi 22 janvier, la démission du premier ministre, qui avait déclaré qu'il préférait s'en aller afin d'éviter une crise politique. M. Dash Bambauren, qui avait été désigné en septembre 1990, devrait conserver ses fonctions jusqu'aux élections de juin prochain. D'autre part, le Parti populaire révolutionnaire (PPRM, ex-communiste) a annoncé qu'il avait annoncé que son 21<sup>e</sup> congrès aurait lieu du 27 au 29 février. - (AFP)

■ SALVADOR : accord sur le principe d'une amnistie générale. - Le gouvernement salvadorien a annoncé, jeudi 23 janvier, qu'il était parvenu à un accord avec la guérilla et les partis politiques sur une amnistie générale. Cette dernière couvrirait les crimes liés à la guerre civile et les actes politiques, à l'exception des cas qui sont actuellement devant la justice. « Nous osons à trouver un moyen entre pas de justice de tout et une justice totale. Nous ne pouvons soumettre douze années de guerre civile à la justice », a déclaré M. Gerardo Lechevalier, représentant le Parti chrétien-démocrate. - (UPI)

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

TESTER  
ET ENRICHIR  
SON  
VOCABULAIRE

PUF

42 F

حکومت اسلامی



La manifestation antiraciste à Paris

Un rassemblement pour la défense des demandeurs d'asile et des immigrés

Un rassemblement est prévu au départ de la place de la Bastille à Paris, samedi 25 janvier à 15h, à l'appel de quatre organisations : la Fédération des associations de solidarité avec les travailleurs immigrés (FASTI), le Mouvement contre le racisme et pour l'amitié entre les peuples (MRAP), SOS-Racisme et la Ligue des droits de l'homme. Cette manifestation, qui se dirigera vers la place de la Nation, est soutenue par la CGT et la CFDT, les partis de gauche et la plupart des associations antiracistes.

La manifestation du samedi 25 janvier sera dominée par quatre thèmes : la défense du droit d'asile, la participation des résidents étrangers aux élections locales, la lutte contre les restrictions mises à l'entrée des étrangers en France (« amendement Marchand »), la « double peine » des étrangers condamnés et expulsés.

■ Les demandeurs d'asile déboués. — Au printemps 1991, une première série de grèves de la faim ont été placées au grand jour la situation, souvent dramatique, des demandeurs d'asile victimes des lenteurs passées de l'OFPRA (Office de protection des réfugiés et apatrides), chargé d'instruire leurs dossiers. Ce sont des étrangers qui ont vécu légalement en France pendant les années qu'a duré l'examen de leur cas. Le statut de réfugié politique leur est refusé, ils se retrouvent donc dans l'illégalité, alors que certains ont fondé une famille et trouvé un travail en France.

Le gouvernement a reconnu cette situation avec la circulaire du 23 juillet 1991, qui autorise la régularisation de certains demandeurs d'asile déboués, ceux qui ont fait preuve d'une longue attente et d'une réelle insertion professionnelle et sociale. Sur les 50 700 étrangers qui ont demandé à bénéficier de cette régularisation, 8 100 ont reçu une réponse positive, tandis que 15 000 demandes ont été rejetées. La moitié des dossiers n'ont pas encore abouti à une décision, mais l'on s'attend à un total d'environ 12 000 régularisations.

La plupart des déboués — leur nombre varie de 60 000 à 100 000 selon les estimations — demeurent donc dans l'illégalité. Cette situation explique la deuxième vague de grèves de la faim entamée

depuis Noël et suivie actuellement par 308 personnes, turques en grande majorité, dans dix villes. L'assainissement de la situation à l'OFPRA, qui traite désormais les dossiers en deux mois, et la fermeté affichée par le gouvernement en matière d'immigration ont abouti à une réduction du nombre des demandeurs d'asile, après plusieurs années d'inflation vertigineuse. Pour ralentir le flux, le gouvernement table aussi sur une politique de « réinsertion aidée » dans les pays d'origine, mise en place en septembre 1991, qui a déjà abouti à 440 départs. Mais le mécanisme même de la demande d'asile (85 % des dossiers sont rejetés) alimente continuellement le contingent des déboués.

■ L'amendement Marchand. — Introduit à la dernière minute, le 17 décembre 1991, dans un projet de loi qui instaure des amendes pour les compagnies aériennes transportant des étrangers sans papier, un amendement déposé par le ministre de l'Intérieur, M. Philippe Marchand, vise à légaliser les « zones de transit », qui existent déjà sous le nom de « zones internationales ». Dans celles-ci, peuvent être placés les étrangers qui attendent l'autorisation de formule d'entrée sur le territoire et ceux dont l'entrée sur le territoire est refusée par la police de l'air et des frontières, soit 8 500 personnes en 1991. La loi française ne s'y applique pas, car l'étranger n'est pas censé avoir pénétré sur le territoire.

La loi actuelle permet de maintenir en rétention les étrangers, mais seulement en cas de « nécessité absolue », pendant le temps nécessaire à leur réembarquement, soit au maximum sept jours, avec contrôle du juge judiciaire au-delà de vingt-quatre heures. L'amendement Marchand prévoit la possibilité de prolonger jusqu'à trente jours la durée de cette rétention avec intervention d'un juge administratif au bout de vingt jours. Le texte, voté en première lecture à l'Assemblée nationale par les seuls députés socialistes, l'a été, au Sénat, par la seule opposition. Les sénateurs socialistes n'ont pas pris part au vote et ont demandé au gouvernement de saisir le Conseil constitutionnel.

■ Le vote des étrangers. — Le droit de vote aux élections municipales pour les étrangers résidant depuis au moins cinq ans en France figurait parmi les cent-dix propositions du candidat François Mitterrand en 1981, mais avait disparu de sa Lettre à tous les Français de 1988. Le débat a été

relancé en décembre dernier avec l'annonce, par le président de la République, qu'une réforme de la Constitution accompagnerait la ratification des accords de Maastricht, qui accordent le vote aux élections locales et européennes aux ressortissants de la CEE.

Pourquoi un Allemand propriétaire d'une résidence secondaire en France voterait-il, alors que ce droit serait refusé à un Algérien qui travaille et paie des impôts dans notre pays depuis vingt ans ? La question divise non seulement les responsables politiques, mais les étrangers eux-mêmes. Certains estiment que cette « sous-citoyenneté » ne ferait que concentrer la xénophobie sur quelques élus. Mais les associations d'immigrés et de défense des droits de l'homme soulignent les progrès que permettrait une telle réforme en matière d'intégration.

Les « bannis » de l'ère Pasqua

■ La « double peine ». — Le comité contre la « double peine » (1) se bat depuis près de deux ans contre l'expulsion des étrangers qui ont des attaches en France. Déjà condamnés par les tribunaux, leur expulsion représente, selon le comité, une « double peine ». Le plapart de ces étrangers sont pourtant « protégés » (2) par l'ordonnance du 2 novembre 1945, qui précise qu'ils ne peuvent faire l'objet d'un arrêté d'expulsion ou d'une reconduite à la frontière.

Toutefois, dans les affaires de drogue, les tribunaux pouvaient, ces dernières années, prononcer des interdictions du territoire temporaires ou définitives en se fondant sur le code de la santé publique. Le texte sur le travail clandestin du ministre délégué à la justice, M. Michel Sapin, publié au Journal officiel le 1<sup>er</sup> janvier, a mis fin à cette situation : en matière de drogue, les interdictions du territoire sont désormais impossibles pour certains des étrangers « protégés » de l'ordonnance de 1945 (3), sauf en cas de condamnation pour la « production ou la fabrication de plantes vénéneuses classées comme stupéfiants ou pour l'importation ou l'exportation de substances, ou pour association formée ou entente en vue de commettre ces infractions ». Les possibilités de relèvement de ces peines par les tribunaux ont en outre été élargies.

Le comité contre la double peine demande aujourd'hui au ministère de l'Intérieur d'abroger les arrêtés d'expulsion signés de 1986 à 1988 afin de permettre le retour des « bannis » de l'ère Pasqua. Il réclame également la disparition de la dernière possibilité d'expulsion pour les étrangers « protégés » : l'« urgence absolue », utilisée par le ministère de l'Intérieur en cas de « nécessité impérieuse pour la sûreté de l'Etat ».

PHILIPPE BERNARD et ANNE CHEMIN

(1) Comité contre la double peine : 14, rue de Nanteuil, 75015 Paris. Tél. : 45-33-41-95.

(2) Sont notamment concernés les parents d'enfants français résidant en France, les étrangers résidents « habituellement » en France depuis plus de quinze ans ou « régulièrement » depuis plus de dix ans, ou les étrangers mariés à un conjoint français depuis au moins six mois.

(3) Les mineurs, les parents d'enfants français résidant en France, les étrangers mariés depuis au moins six mois à un conjoint français, les titulaires d'une carte d'identité professionnelle, les étrangers résidents « régulièrement » en France depuis plus de dix ans ou « habituellement » depuis au plus l'âge de dix ans ou au moins quinze ans.

■ M. Le Gallou (RN) dénonce la « scandaleuse finasserie » de la manifestation antiraciste. — Répliquant à l'organisation de la manifestation contre le racisme du 25 janvier, M. Jean-Yves Le Gallou, membre du bureau politique du Front national, dénonce son « scandaleuse finasserie ». Le président du groupe d'extrême droite du conseil régional d'Ile-de-France affirme que « les associations qui appellent à défilé sont en effet subventionnées par l'Etat, à hauteur de plus de 130 millions de francs, et par le Fonds d'action sociale » qu'il considère être une « véritable tirelire de l'immigration ». « C'est donc de l'argent volé aux contribuables et aux familles françaises qui finance les manifestations anti-Le Pen », estime M. Le Gallou, en fusillant « ceux qui, au nom de l'antiracisme, veulent dicter leurs lois à la France ».

Les adversaires du FN se mobilisent

Pour la première fois depuis son émergence, en 1983, le Front national trouve sur sa route une réelle mobilisation des opposants à la propagation de ses thèmes. En quelques jours, les manifestations de protestation se sont multipliées contre les réunions publiques de M. Jean-Marie Le Pen. Le président du Front national ne peut plus se rendre dans une ville de France sans se voir opposer un collectif, une coordination ou un regroupement « antilepniste ».

A peine avait-il donné le coup d'envoi, début janvier, d'un tour de France de soutien aux listes de son parti pour les élections régionales qu'une nouvelle situation, un nouveau rapport de forces même, a vu le jour. A Nancy, 2 000 personnes ont écouté le chef de file de l'extrême droite au Palais des Congrès, mais plus de 6 000 manifestants défilèrent sur la place Stanislas. Le rassemblement allait bien au-delà des démonstrations groupées habituellement animées par l'extrême gauche. A Saint-Malo, ils n'étaient qu'une centaine

à protester, mais le lendemain, à Rodez, 2 000 personnes étaient dans les rues et 500 dans la salle du meeting.

A Amiens, les opposants au Front national proposaient la diffusion du film *Nuit et Brouillard* à l'heure de la réunion publique de M. Le Pen en Picardie. Le jour suivant, 600 manifestants étaient à Caen, où le préfet finit par interdire la réunion afin d'éviter de graves incidents, mais le président du Front national passa outre. Dans le centre de Grenoble, jeudi 23 janvier, enfin, 1 500 personnes se sont rassemblées à l'appel d'une dizaine d'associations et de partis pour exprimer leur opposition à l'égard des thèses d'exclusion soutenues par le parti de M. Le Pen.

A Manosque, à Nîmes, à Bordeaux, à Nantes et dans les autres villes qui seront prochainement visitées par l'ancien député poujadiste, tout laisse à penser que le scénario sera, peu ou prou, identique. Aux côtés des formations d'extrême gauche et des organisations de défense des droits de l'homme, on retrouve des socialistes, des communistes, des hommes d'Eglise, des syndicalistes, des anciens combattants et parfois même des représentants élus de la

droite parlementaire. Un défilé s'est produit au cours des derniers mois.

Considéré longtemps comme un fou de paille protestataire par la gauche, le parti lepéniste a bénéficié, pendant près d'une décennie, d'une double conjoncture favorable : un désintérêt politique de la part de ses adversaires naturels et un effondrement des valeurs qui avaient permis aux socialistes d'accéder au pouvoir. Négligeant le travail, autant militant que pédagogique, sur le programme du Front national, la gauche s'est cantonnée dans le jeu de la « diabolisation ». La passion l'a emporté sur la rationalité sans apporter aucun résultat.

Attiser les braises

La contamination a même atteint les partis de droite. Certains sphères du pouvoir estimaient sans doute intéressant d'attiser les braises d'extrême droite pour accroître la discorde au sein de la droite parlementaire. Le Front national ne représentait alors aucun danger électoral ultime.

Matérialisation de cette contre-offensive, la manifestation du 25 janvier à Paris contre le racisme est présentée par M. Jean-Christophe Cambadélis, député socialiste de Paris et animateur du Manifeste contre le Front national, comme le « référendum contre les 50 mesures sur l'immigration » du parti d'extrême droite. Conscient de cette amorce de mouvement d'opposition, la radio du parti lepéniste appelle ses militants à la « mobilisation générale » en ironisant sur ce rassemblement parisien qui, dit-elle, verra, « main dans la main, gauche caviar, francs-maçons, affairistes, staliniens, extrémistes, immigrés, clandestins et racketteurs ». A cette occasion, M. Martial Bild, directeur du Front national de la jeunesse, dénonce « les hordes extrémistes et étrangères de rois ». De toute évidence, cette manifestation sera un test de part et d'autre.

OLIVIER BIFFAUD



M. Le Pen à la mairie de Grenoble

« Dialogue » avec M. Carignon

GRENOBLE

de notre correspondant

M. Jean-Marie Le Pen a occupé, jeudi 23 janvier, pendant quarante-cinq minutes, l'une des salles de commission de l'hôtel de ville de Grenoble pour s'exprimer devant la presse. Il y avait été conduit, avant la tenue d'une réunion privée de militants et de sympathisants organisée dans une brasserie du centre-ville, par les deux élus d'extrême droite du conseil municipal de Grenoble, M<sup>me</sup> Murielle d'Ornano et M. Hugues Petit.

Cette « opération commando » avait été discrètement mise au point à la suite du refus, exprimé lundi 20 janvier par le directeur de l'Hôtel Europe, de recevoir dans l'un de ses salons le président du Front national, « Nous avons été assaillis de coups de téléphone menaçants », affirme l'hôtelier qui a décidé d'annuler purement et simplement la réservation.

Dès lors M. Le Pen et ses

amis ont estimé pouvoir trouver refuge dans la « maison du peuple », où, après avoir dénoncé « les affaires énormes qui disqualifient l'Etat » et, une nouvelle fois, attaqué « les gangsters (de la politique) qui pratiquent le racket et le chantage », le président du Front national s'est retrouvé face à face avec M. Carignon, maire (en congé du RPR) de la ville. Un « dialogue » s'est alors engagé entre les deux hommes.

Alain Carignon. — Ici aucun leader politique, quelle que soit sa formation, n'a tenu une conférence de presse à l'hôtel de ville. Parce que cette maison n'appartient à personne.

Jean-Marie Le Pen. — Si, à tout le monde.

Alain Carignon. — Ni à vous, ni aux leaders politiques. Je tiens à condamner vos méthodes.

Jean-Marie Le Pen. — Monsieur le maire, est-ce que la maison du peuple n'est pas la maison des citoyens ?

Alain Carignon. — Je ne sou-

haitez pas vous faire de publicité. Je n'ai donc pas l'intention de porter plainte. Vous pouvez poursuivre (votre conférence de presse), mais vous ne m'impressionnez pas, ni vos méthodes.

Jean-Marie Le Pen. — C'est peut-être vous qui serez poursuivi un jour. Vous l'êtes déjà M. Carignon.

Le maire de Grenoble avait déjà quitté la salle où se tenait la conférence de presse. Seul demeurait dans celle-ci un élu, membre de la majorité municipale, qui l'avait accompagné, M. Aziz Sahiri (divers gauche), adjoint chargé de la protection sociale. Il dénonce, avec vigueur, pendant quelques secondes, les thèses racistes développées, selon lui, par le président du Front national. Le doit tendu vers son interlocuteur, M. Le Pen l'interrompt en lançant : « Le felagha, qu'il retourne chez les felaghas ».

CLAUDE FRANÇILLON

Dans la presse monarchiste

Le retour de « l'Action française... hebdo »

Le numéro 2223 de l'hebdomadaire monarchiste *Aspects de la France* ne reprend pas le titre de tous ceux qui l'ont précédé. Il s'intitule *l'Action française*, imprimé en gros caractères bleus, avec la précision « hebdo » en petits caractères noirs verticaux. Un titre barre la « une » : « A bas les voleurs ! » Dans un texte de présentation, *l'Action française* nouvelle formule précise, notamment, qu'elle reprend « un titre qui exprima, le 6 février 1934, la révolte des Parisiens contre les politiciens pourris qui avaient couvert les escroqueries de l'aventurier Stavisky ».

Assez discret sur les conditions de disparition de ce titre, M. Pierre Pujo, directeur de la publication, écrit : « Lorsque parut le premier numéro d'Aspects de la France et du monde, le 10 juin 1947, l'Action française quotidienne ne

paraissait plus depuis 1944. Ses dirigeants condamnés par la pseudo-justice de l'épuration étaient emprisonnés. Les profiteurs de la Résistance, qui avaient fait main basse sur la presse, tenaient le haut du pavé. Georges Calzant, ancien secrétaire général des Camelots du roi, dut ruser pour racheter un titre qui donnerait droit à une attribution de papier, celle-ci étant contrôlée par l'Etat. Ainsi naquit un journal dont le titre était neutre mais comportait les initiales AF, un signe de reconnaissance ! »

L'un des premiers actes du gouvernement de la France libre fut de rétablir la liberté de la presse, totalement bafouée par les autorités d'occupation en zone nord à partir de juin 1940 et par le régime de Vichy dans la zone sud jusqu'à son invasion par les nazis, en novembre 1942. Une ordonnance du

22 juin 1944 prévoyait la suspension générale de tous les journaux et périodiques qui avaient appliqué les consignes des occupants ou du gouvernement de Vichy. Ce qui fut le cas, parmi d'autres, de *l'Action française*, dont les dirigeants furent condamnés, le 27 janvier 1945, par la cour de justice de Lyon.

Apprenant sa condamnation à la prison à perpétuité et à la dégradation nationale, Charles Maurras, directeur et théoricien de *l'Action française*, s'écria : « C'est la revanche de Dreyfus ! » Il bénéficia d'une grâce médicale en mars 1952 et mourut en novembre. Le rédacteur en chef, Maurice Pujo, père de Pierre Pujo, fut condamné à cinq ans de prison.

O. B.

Un tour de France des banlieues

DREUX

de notre envoyé spécial

Deux camionnettes blanches stationnent, jeudi 23 janvier, devant la gare de Dreux. L'Organisation des banlieues unies (OBU) avait choisi la ville-symbole du « danger lepéniste » comme point de convergence des deux tours de France qu'elle avait lancées, il y a trois semaines, en prélude à la manifestation du 25 janvier. Une quinzaine de jeunes militants de l'association achèvent une tournée qui les a conduits d'Épigny-sur-Seine à Tarbes et de Strasbourg à Saint-Nazaire. Les uns ont tourné au nord et les autres au sud.

Tous ont rapporté les mêmes images contrastées : beaux discours d'élus masquant la violence des jeunes, soutien scolaire associatif dans des quartiers livrés aux « dealers » ou à l'alcool, stages-galère, mais aussi parfois création d'entreprises. A la cité des Chambrés de Dreux, le petit groupe multicolore se livre à des séances de polynésie de main destinées à témoigner qu'« à Dreux, il n'y a pas que le Front national ».

L'objectif du périple était de tisser des liens avec des associations locales en leur proposant de rejoindre la soixantaine de groupes déjà fédérés dans l'Organisation des banlieues unies. Née dans le sillage de SOS-Racisme après les émeutes de Vaucluse-Vauvin à la fin de 1990, l'OBU tente de soutenir les revendications liées au mal-être dans les cités : scolarité et formation, travail et loisirs, transports et cadre de vie, etc.

« Cessons de voir un casseur derrière chaque jeune chômeur de banlieue », dit Fodé Sylla, qui veille sur l'OBU du haut de sa canure de rugbyman. Les élus doivent responsabiliser les jeunes au lieu d'en avoir peur, et le gouvernement doit les écouter, au lieu d'acheter le paix sociale en les expédiant en vacances, puis de leur envoyer les CRS dès que ça explose à nouveau.

Le message était répété en toutes lettres sur l'un des minibus de ce tour de France des banlieues : « Attention, convoi de cités qui veulent être écoutées ». Ainsi, les villes traversées ont-elles été jugées à l'accueil de leurs élus et à la qualité de leur politique de jeunesse. L'OBU souhaite former des groupes de jeunes qui puissent servir d'interlocuteurs aux pouvoirs publics.

La tâche est rude, car bien des jeunes issus de l'immigration, déçus par la gauche, sont revenus de tout, y compris de l'enthousiasme militant qui avait porté les « marches pour l'égalité » de 1983 et 1984. L'OBU, que sa filiation avec SOS-Racisme rend suspecte aux yeux de certains jeunes, répète énergiquement qu'« il n'est pas question de récupération politique ». Ce qui n'empêche pas Daoud de « rapper » à tue-tête, en prévision de la manifestation de samedi : « L'OBU te demande de ne pas oublier le droit de vote pour tous les immigrés ». La bannière des amis de Fodé Sylla proclamera plus sobrement : « L'égalité, c'est notre volonté ».

Ph. Be.



## POLITIQUE

8 Le Monde • Samedi 25 janvier 1992 •

## POLITIQUE

Election législative partielle dans la quatrième circonscription du Nord

## L'opposition paraît la mieux placée à Lambersart

M<sup>me</sup> Cresson à Mulhouse

## Défense et illustration de l'apprentissage

MULHOUSE

de notre envoyé spécial

L'apprentissage n'est pas seulement destiné aux futurs coiffeurs ou pâtisseries. Il peut être aussi très formateur pour ceux qui rêvent de bâtir un des éléments de la commande de tir de la fusée Ariane. C'est ce qu'a voulu démontrer M<sup>me</sup> Edith Cresson en allant visiter jeudi 23 janvier l'usine Clamessy de Mulhouse.

Cette société, fière de ses origines alsaciennes, qui est un des leaders mondiaux de l'équipement électrique et des automatismes industriels, a en effet décidé de jouer à fond la carte de l'apprentissage. Elle a mis en place une gestion prévisionnelle des emplois et une formation interne pour préparer ses salariés aux métiers dont elle a besoin.

Logiquement, elle a donc répondu présent quand, à l'initiative de la chambre de commerce de Mulhouse, l'UIT de l'université de Haute-Alsace a décidé de mettre en place une formation de niveau bac + 2 par apprentissage. Clamessy accueille vingt-sept étudiants.

En visitant leurs salles de travail où ils se forment en disposant chacun de maîtres d'apprentissage sur du matériel informatique à la pointe du progrès, M<sup>me</sup> Cresson a pu vérifier la différence entre une certaine réalité et une image passée

de l'apprentissage. C'est tout ce qu'elle voulait démontrer, quelques jours avant la réunion, les 3 et 4 février, de la table ronde sur l'apprentissage qu'elle a organisée. « Il est bon qu'apprentissage puisse être conjugué avec innovation technologique », a-t-elle souligné dans son discours, avant de souhaiter que « l'apprenti ait des possibilités de promotion dans l'entreprise », ce qui implique qu'il ne soit pas systématiquement barré, comme c'est trop souvent le cas, par les vagues successives de diplômés de nos voyages d'étudiants de formation initiale.

Pour parvenir à ce résultat, M<sup>me</sup> Cresson a affirmé qu'il était inutile de nous renvoyer la balle Etat-région-éducation nationale-parents-élèves-enseignants-entreprises-professionnels. Ce dernier message s'adressait aussi aux élus de droite, qui gèrent de nombreuses collectivités locales. M. Marcel Rudloff, sénateur communiste et président du conseil régional d'Alsace, comme M. Jean-Jacques Weber, député UDC et président du conseil régional du Haut-Rhin, présents lors de cette visite comme lors de celle qu'elle a rendue à M. Jean-Marie Bockel, député socialiste, en sa mairie de Mulhouse, l'ont parfaitement entendu.

THIERRY BRÉHIER

□ M. Chirac : « M. Mitterrand est dépassé par les événements ». — M. Jacques Chirac a attaqué vivement, jeudi 23 janvier à Rouen, la politique économique et sociale des socialistes, affirmant notamment à propos de M. Mitterrand : « Nous sommes gouvernés par un homme dépassé par les événements. » Le président du RPR a lancé un nou-

vel appel aux écologistes. Exprimer le souhait de trouver des bases d'accord avec ceux qui partagent ses idées sur « la démocratie, l'économie de marché et la primauté du droit national et international », il a souligné que « nombreux sont les écologistes, et notamment chez les jeunes, qui partagent ces valeurs ».

(Publicité)

Le 4 juillet, Michel Charasse signait le décret d'application d'une taxe de 30% sur le chiffre d'affaires du Minitel Rose, par lequel il s'octroyait tout pouvoir pour faire disparaître n'importe quel service télématique qu'il estimait « à orientation pornographique ». En novembre, à l'occasion des débats de la loi des finances, il complétait ceci en faisant passer le taux de cette taxe à 50%, expliquant aux parlementaires que « le gain serait plutôt symbolique, mais irait dans le sens de la moralité ». Ce gain sera effectivement « symbolique » puisque les services frappés ne pourront que disparaître. La « moralité » invoquée par Michel Charasse ne semble pas être celle de tout le monde. Au même moment paraissait un sondage réalisé par l'Institut Louis Harris, faisant apparaître que 89% de la population ne souhaite pas l'interdiction du Minitel Rose. Le 15 janvier est paru au Journal Officiel le premier arrêté frappant de mort 28 codes de services minitel. Parce qu'il est un nouveau moyen de communication, un espace de liberté,

## NOUS SOMMES CONTRE L'INTERDICTION DU MINITEL ROSE

Claude Alexandre, Samir Amin, Jean-Claude Baboulin, James Baes, Jean-Baptiste Baronian, Jean-Luc Boffini, Jean-François Bauret, Frédéric Beigbeder, Macha Béranger, André Bercoff, Michèle Bernier, Francis Berthelot, Jacques A. Bertrand, Isabelle de Bolton, Jean-Pierre Bourgeron, Serge Bramly, Pascal Brückner, Frédéric Brunquel, Renaud Camus, Patrick Cardon, Roland Castro, Philippe Caubère, Julien Cendres, Claude Challe, Professeur Choron, Claudia (Claude Page), Michel Cressole, Gérard Courant, Régine Déforges, Claude Degliame, Jean-Pierre Diehl, Patrick Drevet, Alexandre Dupoui, Françoise d'Eaubonne, Annabelle Faust, Jeanne Folly, Gérard Fromanger, Christophe Girard, Jacques Grant, Félix Guattari, Marc Guillaume, Stéphane Hofman, Henri-Pierre Jeudy, Basile de Koch, Guy Konopnicki, Christian Laborde, Brigitte Lahaie, Alain Laury, Gérard Lauzier, Annie Lebrun, Claude Lejeune (Association des Médecins Gais), Mathieu Lindon, Michel Maffessoli, Jean-Paul Marcheski, Hugo Marsan, Mimie Matthy, Gabriel Matzneff, Alex Métayer, Gérard Mordillat, Michel Onfray, Orlan, Ghislaine Ottenheimer, Jean-Noël Pancrazi, Roger Peyrefitte, Jean-Michel Rabeux, Renaud, Angelo Rinaldi, Catherine Robbe-Grillet, Raoul Sangla, Serge Bramly, Patrick Sarfati, Guy Scarpetta, René Schérer, Thierry Séchan, Pierre de Ségovia, Philippe Sollers, Jean Streff, Super Nana, Yves Toussaint, Gérard Vappereau, Didier Varrod, Georges Wolinski.

LILLE

de notre envoyé spécial

Il faut se méfier de Lambersart ! En mars 1988, une élection partielle dans le canton de Lille-Ouest, consécutive à la mort du député, maire et conseiller général, Georges Delfosse, avait été comme un signe avant-coureur de ce qui allait se passer à la présidentielle. L'électorat démocrate-chrétien s'était mobilisé autour de la veuve de Georges Delfosse, M<sup>me</sup> Jeannine Delfosse (CDS), contre M. Jean-Jacques Descamps (PR), candidat officiel de l'UDF et membre du gouvernement en qualité de secrétaire d'Etat au tourisme. Aggravée ici par des données locales, la césure au sein de la majorité d'alors annonçait l'échec de M. Jacques Chirac quelques semaines plus tard et, même, l'ouverture, que M. Durieux, bariste élu député de la circonscription en juin 1988, allait pratiquer — à contretemps il est vrai — en entrant dans le gouvernement de M. Michel Rocard en novembre 1990.

Quatre ans plus tard, après la mort de Jacques Houssin, conseiller général (RPR) de l'autre canton de la circonscription, celui de Quénou-sur-Deule, suppléant de M. Durieux à l'Assemblée nationale (où il siégeait parmi les non-inscrits), la droite ne risque pas de se diviser : c'est, d'ailleurs, ce qui a dissuadé le ministre délégué à la santé de revenir devant les électeurs. M. Daubresse, maire de Lambersart, qui s'était effacé sans plaisir devant M. Durieux pour la

député en 1988, est assuré du soutien de toutes les formations réunies dans l'Union pour la France.

Si Lambersart peut connaître de nouveau la célébrité au soir du 26 janvier, c'est que l'incertitude plane sur la deuxième place, soit que M. Daubresse l'emporte dès dimanche, soit que, faute de majorité absolue ou en raison du taux d'abstention, il doive affronter un second tour. Qui sera, dans ce cas, son adversaire ? Le candidat socialiste ? Celui des Verts ? Ou bien celui du Front national ? Le maire de Lambersart n'écarte pas cette dernière hypothèse. Il est vrai que la situation, dans la circonscription de Lambersart, accuse les traits du paysage politique national.

Comme dit le candidat du Parti communiste, M. Yves Le Meur,

vaillant syndicaliste de l'usine Rhône-Poulenc de La Madeleine, où trois cent trente emplois sont menacés : « M. Durieux fut élu conseiller municipal de Lambersart, qui ne risque personnellement rien dans l'affaire. Vous parlez d'une majorité ! »

L'ascension

de M. Daubresse

M. Le Meur n'a pas tort, et le candidat socialiste en question, M. Reynaert, un enseignant heureusement porté à l'humour, convient sans difficulté que le PS, dans ces deux cantons où il est loin d'être chez lui, aura du mal à ras-

sembler ses électeurs. Comment les convaincre d'aller voter pour un parti qui a offert un portefeuille ministériel à son adversaire d'il y a quatre ans ?

M. Daubresse est évidemment plus à l'aise, lui qui dénonce sans détour la « trahison » de M. Durieux. A trente-huit ans, cet ingénieur, fils d'un conseiller municipal UDF de Lille et dont les parains politiques furent Norbert Ségard et Georges Delfosse, est sur le point de s'imposer comme l'un des chefs de file de l'opposition dans l'agglomération lilloise. Après un passage chez les giscardiens dans sa prime jeunesse, M. Daubresse s'est coulé dans le moule démocrate-chrétien qui convient si bien à sa ville. Entré au conseil municipal de Lambersart en 1983 et, la même année, au conseil régional du Nord-Pas-de-Calais, M. Daubresse, vice-président de la Communauté urbaine de Lille, coupe l'herbe sous les pieds des écologistes en critiquant, comme eux, le tracé prévu pour la future autoroute A1 bis et celui du TGV, tandis qu'il rejoint les communistes lorsqu'ils exigent le maintien sur le site de La Madeleine des productions que Rhône-Poulenc veut replier sur Grenoble.

Curieusement, le candidat des Verts, M. Jean-Jacques Lefebvre, un contrôleur des travaux publics militant à la fédération CGT de l'équipement, souhaite, lui aussi, conserver cette usine chimique à laquelle s'applique, pourant, la directive européenne dite « Seveso » sur les risques de contamination. Cela ne l'empêche pas d'espérer devancer le PS, mais le maire de Valenciennes, M. Jean-Louis Bodo, en dépeçant dans cette circonscription l'un de ses adjoints comme candidat de Génération Ecologie, entend montrer aux Verts que leur intérêt, dans la région, n'est pas de s'isoler.

JACQUES FORTIER

PATRICK JARREAU

La cantonale partielle de Bischwiller

## Un test pour le vote alsacien

STRASBOURG

de notre correspondant

Les électeurs du canton de Bischwiller (Bas-Rhin) sont convoqués, dimanche 26 janvier, soit huit semaines avant les scrutins de mars, pour désigner le successeur de Paul Kaus (RPR), sénateur, conseiller général depuis vingt-sept ans, décédé le 3 novembre dernier. Cette partielle, où sont en lice neuf candidats, fait figure de test.

Le RPR et l'UDF, bégémoiques à l'assemblée départementale, n'ont pas trouvé d'accord sur une candidature unique : le RPR a désigné le maire de Bischwiller, M. Jean-Luc Hirtler, mais l'ancien attaché parlementaire du sénateur défunt, M. Patrick Huss, se présente. L'UDF n'a pas donné d'investiture. Toutefois, M. Louis Becker, maire de Hirtlerheim, est candidat sous l'étiquette CDS avec le soutien du Parti social-démocrate. Les résultats devraient montrer si la majorité RPR-UDF peut se passer de

candidature unique dans un canton où Paul Kaus avait obtenu au premier et seul tour de 1988 67,05 % des suffrages.

La majorité présidentielle présente, comme en 1988, M. Robert Metz, qui avait obtenu 21,49 % des voix, et le Parti communiste (1,65 % en 1988), M. Roger Colas. Les Verts ont investi M. Patrick Walz, qui sera en concurrence avec M. Denis Hommel, maire d'Offendorf, soutenu par Génération Ecologie.

L'extrême droite part divisée avec M. François Schultz pour le FN et M. Robert Spies, chef de file du mouvement régional d'indépendance d'abord, ancien député FN, conseiller régional. Le scrutin devrait permettre de mesurer l'impact dans l'opinion alsacienne des thèmes de l'extrême droite contre l'immigration : le chef-lieu de canton compte 13 % d'étrangers, avec notamment une forte communauté turque.

JACQUES FORTIER

PATRICK JARREAU

## La mort de Bernard Cornut-Gentile

Un esprit indépendant

Bernard Cornut-Gentile, ancien ministre, ancien député (non inscrit) et ancien maire de Cannes de 1959 à 1978, est décédé, mardi 21 janvier, à son domicile parisien, des suites d'une bronchite (nos dernières éditions du 24 janvier). Il était âgé de quatre-vingt-deux ans. Ses obsèques auront lieu dans la plus stricte intimité.

CANNES

de notre correspondant régional

Né le 26 juillet 1909, à Brest (Finistère), Bernard Cornut-Gentile laisse avant tout le souvenir d'un homme de caractère et d'esprit indépendant. Licencié en lettres et en droit, diplômé de l'Ecole libre des sciences politiques, il avait commencé sa carrière dans l'administration préfectorale en 1935.

Successivement sous-préfet de Reims (1943), puis — après un bref intermède comme collaborateur d'Emile Bollaert, délégué à la France libre — préfet d'Ille-et-Vilaine (août 1944), de la Somme (septembre 1944) et du Bas-Rhin (mai 1945), il avait rejoint l'administration centrale du ministère de l'Intérieur (1947) avant d'être nommé haut-commissaire de la République en Afrique équatoriale française (1948), puis en Afrique occidentale française (1951-1956).

Il avait ensuite entamé une carrière de diplomate en devenant représentant permanent de la France au Conseil de sécurité des Nations unies (1956), puis ambassadeur en Argentine (1957) avant de bifurquer vers la politique comme ministre d'outre-mer dans le cabinet du général de Gaulle (1958-1959), puis ministre des postes et télécommunications dans le cabinet de Michel Debré (1959-1960).

Entre temps il avait été élu, en 1958, député (UNR) de la quatrième circonscription des Alpes-Maritimes (Cannes-Antibes) puis, l'année suivante, maire de Cannes. Réélu député en 1962, il avait alors rompu avec le gaullisme et

était entré dans l'opposition. Après un bref passage au Centre démocrate, en 1966, il avait, ensuite, effectué un lent glissement vers la gauche sans jamais se référer, explicitement, à aucun parti et en se montrant rebelle à tout système. Conseiller général de 1963 à 1976, il se consacra, surtout, à son mandat de maire de Cannes dont il se démit, pourtant, en mai 1968, en décidant de ne pas se représenter aux élections législatives.

L'effondrement rapide du gaullisme, sur lequel il avait misé, ne s'étant pas produit, il revint aux affaires en 1971, en reprenant la mairie avant de retrouver son siège de député, en 1973. Victime de son isolement et de ses positions « progressistes » dans un département largement acquis à la droite, il devait toutefois être battu aux élections législatives de 1978 par M<sup>me</sup> Louise Moreau, maire (CDS) de Mandelieu.

Cette défaite — la première en treize scrutins successifs — allait sonner le glas de sa carrière politique. S'estimant désavoué par les électeurs — bien qu'il eût conservé la majorité dans sa ville, — il démissionnait aussitôt de son mandat de maire et cherchait, à nouveau, en 1981, dans sa tentative pour reconquérir sa circonscription.

En dix-huit ans de règne, Bernard Cornut-Gentile aura profondément marqué de son empreinte la ville de Cannes. Dès son arrivée il s'était attaché à remodeler la célèbre promenade de la Croisette qui avait gardé sa physionomie du Second Empire. En trois plans successifs, sur quinze années, il a également mené à bien la couverture de la voie ferrée dans toute la traversée de la ville et réalisé un important programme d'assainissement ainsi que de nombreux travaux d'équipements publics, notamment dans le domaine sportif et social. Par une politique volontariste, il s'est, enfin, efforcé de préserver Cannes d'une urbanisation excessive.

GUY PORTE

Un rapport de M. Pierre Zémor

## Comment réformer la communication des services publics

Les deux ministres successifs de la fonction publique, MM. Michel Durafour et Jean-Pierre Soisson, avaient confié à M. Pierre Zémor, conseiller d'Etat, une mission d'étude sur l'organisation et le fonctionnement des services de communication dans le service public. M. Zémor a remis, jeudi 23 janvier, son rapport à M. Soisson. Ce volumineux document souligne tout d'abord que le service public ne doit pas céder au mimétisme du privé en pratiquant le marketing. Mais il doit aussi éviter de confondre l'information des usagers avec la propagande politique. Car le citoyen, selon M. Zémor, n'est pas simplement un client, ni uniquement un électeur. Il attend la reconnaissance de sa qualité de contractant responsable des divers services publics auxquels il a quotidiennement affaire.

La seule existence du rapport de M. Zémor montre que la puissance publique a une conscience de la nécessité de communiquer, mais qu'elle ne sait pas encore très bien s'y prendre. Il convient que les administrations publiques soient animées au sommet d'une volonté de communiquer et se dotent d'une stratégie adaptée. Or elles continuent souvent de considérer la communication comme une activité secondaire ou occasionnelle. M. Zémor propose notamment que les fonctionnaires reçoivent dans ce domaine une formation spécialisée. Les relations avec la presse et la simple connaissance des médias ne figurent au programme d'aucune école d'administration.

ANDRÉ PASSERON

□ M. Lalonde : l'alternance sera peut-être nécessaire. — M. Brice Lalonde, ministre de l'environnement, s'est déclaré, jeudi 23 janvier, à Lille, « consterné par le climat » engendré par les « affaires », estimant que « chaque affaire qu'on débâche en ce moment est particulièrement minable ». « Il y a des moments où je me pose la question. Je constate une chose, c'est que le pouvoir corrompt, qu'on prend de mauvaises habitudes, qu'on se croit un peu au-dessus. » L'alternance était nécessaire [en 1988], elle sera peut-être encore nécessaire », a ajouté le ministre.

ص: زامن الأصل



## SOCIÉTÉ

Après la confrontation de quatre inculpés

# Le juge s'interroge sur l'imbroglio de sociétés dans l'affaire de la tour BP

M. Jean-Luc Delahaye, premier juge d'instruction au tribunal de Paris chargé du dossier de la tour BP, a organisé durant huit heures, jeudi 23 janvier, une confrontation entre quatre des six inculpés de cette affaire, qui a pour point de départ des commissions versées à une société contrôlée par un policier, Daniel Voiry. Il s'agit de MM. Christian Schwartz, directeur général de PII, inculpé d'abus de biens sociaux et de faux en écriture de commerce et usage, écroué depuis le 2 octobre 1991, Alain Aubert, directeur général de Lucia,

inculpé et écroué pour les mêmes chefs le 10 janvier, Christian Pellerin, PDG de Lucia, inculpé le 17 janvier d'abus de biens sociaux et de complicité de faux et usage, et Yves Rohou, président de PII, inculpé le 17 janvier d'abus de biens sociaux.

Cette confrontation, durant laquelle se sont notamment opposés les versions de MM. Schwartz et Pellerin, qui s'étaient associés pour l'achat puis la revente de la tour BP de Courbevoie (Hauts-de-Seine), avait été précédée d'un interrogatoire de M. Aubert, bras droit de M. Pellerin, et d'une audition comme témoin de M<sup>me</sup> Fran-

coise Voiry, veuve du policier, qui s'est suicidé en décembre 1990 après avoir appris qu'il était convoqué par la police judiciaire.

Outre son volet policier, qui met en cause les protections hiérarchiques dont a bénéficié Daniel Voiry à la préfecture de police (le Monde du 24 janvier), cette affaire complexe accumule les zones d'ombre dans son aspect immobilier. On ne comprend pas, en effet, l'imbroglio de sociétés créées à cette occasion par MM. Schwartz et Pellerin. Qu'il

s'agisse de la PII, contrôlée à l'origine par M. Schwartz et dans laquelle M. Pellerin rentre comme actionnaire, ou de la SNC Paul-Doumer, créée par les deux promoteurs, on découvre en réalité une cascade de sociétés quasiment homonymes, mais curieusement différentes. De plus, il se confirme que la revente de la tour BP à une filiale d'Indosuez s'accompagnait de la promesse de la ville de Courbevoie d'obtenir un permis de construire augmentant la surface, et donc la valeur, de l'immeuble.

## Questions sur une revente

L'un des mystères dans l'affaire de la tour BP concerne les transactions qui ont permis à MM. Christian Pellerin et Christian Schwartz de réaliser une fructueuse plus-value : achetée 531 millions de francs en décembre 1988, la tour était revendue deux ans plus tard plus d'un milliard, soit le double de son prix d'achat, à la SATIS, une filiale d'Indosuez.

Tout semble indiquer, malgré les démentis de la société Lucia, dont M. Pellerin est PDG, que c'est bien l'assurance d'obtenir un permis de construire augmentant la surface de l'immeuble qui en a accru la valeur potentielle.

Premier indice : dès 1989, l'achat de la tour BP était à peine réalisé que le groupe Lucia considérait, déjà, l'acquisition des surfaces de l'immeuble comme une affaire réglée. Le rapport annuel de Lucia au 31 décembre 1988 indiquait que l'immeuble BP, « existant actuellement pour 30 655 mètres carrés », devait « après rénovation » passer à « 47 000 mètres carrés » fin 1991. Mieux encore : énumérant les « permis de construire obtenus », ce même rapport annuel précisait que la tour BP...

Deuxième indice : la mémorandum remis, en décembre 1991, par les avocats de M. Pellerin au juge d'instruction, qui évoque « la construction d'un nombre de mètres carrés supplémentaires, estimés dans une fourchette de 13 000 à 20 000 mètres carrés » (le Monde du 24 janvier). Ce projet d'agrandissement était toutefois lié à deux préalables : d'abord, convaincre la commune de Courbevoie, où est située la

tour BP, de délivrer un permis de construire ; puis, « en contrepartie et pour assurer l'équilibre financier », mener à bien certaines « réalisations publiques » que le document allait jusqu'à détailler : la création d'une liaison « métro » avec l'immeuble BP, la construction de « parkings publics », ainsi que l'« élargissement » d'une voie départementale, « soutenu » par la direction départementale de l'équipement.

La construction de telles infrastructures publiques dépend de décisions prises, dans le cadre d'une zone d'aménagement concerté (ZAC), par toute une série de « partenaires » qu'énumère le mémorandum des avocats de M. Pellerin : « Conseil municipal, direction départementale de l'équipement, préfecture, commission enquêteur et comité de concertation » (pour les mètres carrés supplémentaires).

Même si aucune décision définitive n'avait encore été prise fin 1991, M. Pellerin avait, à l'évidence, obtenu des assurances pour l'avenir qui augmentaient la valeur de la tour BP. En fait, le conseil municipal de Courbevoie a proposé le 20 février 1991 la création d'une ZAC « bord de Seine », englobant la tour BP. Et un document de cette commune daté de juillet 1991 fait état d'une surface de 39 000 m<sup>2</sup> de bureaux dans l'immeuble BP. A la préfecture des Hauts-de-Seine on indique qu'aucune décision n'a été prise sur ce dossier déposé par M. Charles Deprez, maire (UDF) de Courbevoie.

ERICH INCIVIAN

## Les trois noms de la PII

Le 18 avril 1989 à 17 heures, la société P.I.L.-Promotion ingénierie immobilière, située au 75, avenue des Champs-Élysées et présidée par M. Yves Rohou, change de nom. M. Christian Schwartz et M. Eric Robelin, représentant son épouse, participent comme actionnaires à cette assemblée générale extraordinaire, dont M. Claude Zandiel est le secrétaire. Sept ans plus tôt, ils étaient tous les deux pour porter la société sur les fonds baptismaux, sauf un, M. Robelin... dont l'épouse était une demoiselle Zandiel.

Le nouveau nom choisi est PII-Patrimoine et investissements immobiliers, plongent dans le rouge : 11,3 millions de pertes pour 7,7 millions de francs de chiffres d'affaires en 1989, à comparer avec le bénéfice de 8,5 millions pour 23 millions de chiffre d'affaires affichés l'année précédente. Pourtant, quelques semaines après avoir pris connaissance de ces chiffres, le conseil d'administration décide, le 12 juillet 1990, de continuer l'activité de la société.

Un an plus tard, le procès-verbal d'une assemblée générale du 26 juillet 1991 montre que l'IED SA est devenue son principal actionnaire, avec 28,65 % du capital, devant M. Yves Rohou et M<sup>me</sup> Dominique Robelin (l'épouse

lin. A peine ses statuts déposés, elle décide de racheter à la SA Patrimoine et investissements immobiliers P.I.L. « sa branche complète de promotion ainsi que sa marque commerciale P.I.L. ». Son capital est détenu à 99,99 % par la société civile particulière CYE, soit les premières lettres des trois prénoms Christian, Yves et Eric.

### Dans le rouge

Privés de la promotion, les comptes de la première société rebaptisée, PII-Patrimoine et investissements immobiliers, plongent dans le rouge : 11,3 millions de pertes pour 7,7 millions de francs de chiffres d'affaires en 1989, à comparer avec le bénéfice de 8,5 millions pour 23 millions de chiffre d'affaires affichés l'année précédente. Pourtant, quelques semaines après avoir pris connaissance de ces chiffres, le conseil d'administration décide, le 12 juillet 1990, de continuer l'activité de la société.

Un an plus tard, le procès-verbal d'une assemblée générale du 26 juillet 1991 montre que l'IED SA est devenue son principal actionnaire, avec 28,65 % du capital, devant M. Yves Rohou et M<sup>me</sup> Dominique Robelin (l'épouse

d'Eric Robelin), propriétaires chacun de 22 %. Or, l'IED (Investissement et diversifications) n'est autre que la nouvelle dénomination du GEPA depuis le 26 juin 1989. Le capital du GEPA, à l'origine (1987) détenu pour 60 % par M. Gilbert Salomon et 39,95 % par Lucia, appartenait le 10 janvier 1989 à 99,95 % à M. Christian Pellerin, selon la Tribune de l'Expansion du 17 janvier. A-t-il racheté les parts de M. Salomon (1) ?

Toujours est-il que le 21 juillet 1991, M. Pellerin, agissant en tant que président de Lucia, dépose auprès du tribunal de commerce de Nanterre une requête dans laquelle il indique que « Lucia envisage d'augmenter son capital par un apport en nature d'actions de la société Patrimoine et investissements immobiliers qui lui serait consenti par un groupe d'actionnaires représentant environ 30 % du capital de ladite société ». Deux commissaires aux apports sont nommés.

Si PII-Patrimoine et investissements immobiliers va mal, sa cousine Promotion ingénierie immobilière-P.I.L. se porte fort bien. Certes, pour son premier exercice sous ce nom, son bénéfice est modeste (520 440 F). Mais en 1990, elle

affiche un profit nettement plus sérieux, de 1 284 983 F.

Pourtant, il y a quelques allers-retours dans son état-major : le 4 janvier 1990, lors d'un conseil d'administration, M. Christian Schwartz présente sa démission de ses fonctions d'administrateur et de directeur général en raison de « graves difficultés dans le cadre de procédures en cours à l'encontre d'une SARL au sein de laquelle il était associé » (procès-verbal de l'assemblée générale du 22 janvier 1990), la SARL Stephanies. De quoi s'agit-il ? Toujours est-il que M. Schwartz est remplacé comme administrateur par son épouse, qu'il redépose six mois plus tard. Provisoirement : en octobre 1991, un additif au procès-verbal de l'assemblée générale du 23 juin précise que M. Schwartz a démissionné ce jour-là (28 juin) des fonctions de directeur général qu'il occupait, est-il précisé, depuis le 29 juin 1990. Il est remplacé par M<sup>me</sup> Dominique Plautz (née Lemoine).

FRANÇOISE VAYSSE

(1) Le 1 janvier 1990, M. Gilbert Salomon démissionne de ses fonctions d'administrateur et de président de l'IED.

Après la neige, la pluie

## La situation météorologique s'améliore lentement dans le sud de la France

La situation s'est lentement améliorée dans le sud de la France, mais elle était encore parfois chaotique vendredi 24 janvier à la suite des intempéries des deux jours précédents, qui ont fait deux morts(1). Les principaux départements touchés sont les Pyrénées-Orientales, l'Aude et la Haute-Garonne.

Certes, la pluie a remplacé la neige en dessous de 800 mètres sur les montagnes pyrénéennes et de 400 mètres dans les Pyrénées-Orientales. Mais elle est tombée parfois sous la forme de fortes précipitations orageuses. Ces pluies abondantes, ajoutées aux eaux de fonte de la neige, ont donc provoqué des inondations de caves sur le littoral de l'Aude, en particulier dans les alentours de Fitou, de Port-la-Nouvelle et de Sigean...

Le redoux et les pluies, en alourdissant la neige, ont fait s'effondrer des toitures, notamment à Carcassonne et à Bram. De même, le poids de la neige a fait s'écrouler quelque 300 hectares de serres où étaient cultivés des primeurs.

Dans l'Aude, 15 000 foyers avaient été privés d'électricité à la suite de ruptures de lignes sous le poids de la neige : la plupart des abonnés - sauf ceux du littoral - avaient de nouveau du courant tôt

dans la matinée du vendredi 24 janvier. Au sud de Toulouse, dans les départements de l'Ariège et de la Haute-Garonne, 1 500 usagers - sur les 2 000 touchés par ces coupures - avaient de nouveau de l'électricité. Mais dans les Pyrénées-Orientales, quelques 60 000 foyers étaient toujours privés de courant (et parfois même d'eau). En revanche 90 % des lignes téléphoniques coupées étaient rétablies au tout début de la matinée de vendredi.

La circulation avait été rétablie, tôt dans la matinée, sur les principaux axes du réseau routier. Toutefois, l'autoroute A-9, la Catalane, était encore fermée entre Narbonne et Le Boulou. Les cinq cents à six cents poids lourds, qui avaient été bloqués entre Perpignan et la frontière espagnole devaient être approvisionnés en carburant au cours de la matinée et être ainsi en mesure de libérer les voies au cours de la journée.

L'évacuation de l'autoroute A-61 entre Narbonne et Toulouse, qui avait commencé dans la soirée du 23 janvier grâce à de longs convois de poids lourds précédés de chasse-neige, a dû être interrompue dans les premières heures de la matinée du 24 janvier. Un camion-citerne transportant des matières inflammables et circulant hors convoi s'est mis en travers de l'autoroute à la hauteur de Castelnaudary (Aude). Aucune fuite n'a cependant été signalée.

Les autorités ont recommandé la plus grande prudence, en raison des pluies givrantes qui tombaient en divers endroits, et avaient demandé instantanément que tous les chauffeurs routiers fassent preuve de discipline. Les transports scolaires étaient toujours annulés en Ariège, en Aveyron, dans le Gers et dans les Pyrénées-Orientales.

(1) Les deux victimes sont Maria Teresa Vori de Salmon et un habitant de Saint-Cyprien (Pyrénées-Orientales). La première, une septuagenaire péruvienne épouse d'un diplomate en poste à Genève, a succombé dans la matinée du 23 janvier à un malaise cardiaque après avoir passé la nuit avec son mari dans son véhicule bloqué en tas de neige menant au col du Portus : le couple avait refusé d'être évacué la veille au soir. La seconde victime est morte dans l'incendie provoqué par une bougie.

Un bateau saisi est donné à une association anti-drogue

## La goélette de M. Charasse

M. Michel Charasse, ministre délégué au budget, a présenté, jeudi 23 janvier à Boulogne-sur-Mer, le bilan de l'action des services des douanes dans la lutte contre la drogue en 1991. Plus de 23,5 tonnes de stupéfiants ont été saisies et détruites, soit une augmentation de 13 % par rapport à l'année 1990, qui avait déjà connu une progression de 83 % des saisies. Près de 12 000 trafiquants et passeurs ont été arrêtés, soit 18 % de plus qu'en 1990. La perte financière subie par les trafiquants peut être estimée à plus de 2 milliards de francs. M. Charasse a signé à cette occasion l'acte de cession d'un voilier confisqué par les douanes.

BOULOGNE-SUR-MER  
de notre envoyé spécial

C'est un beau bateau, une goélette de plus de 25 mètres de long, copie des herengoules boulonnaises, construite aux Pays-Bas à la fin du siècle dernier. Interceptée dans les eaux territoriales le 22 septembre 1987 par les douanes françaises qui découvrent 1,7 tonne de cannabis à bord, secourue par les tempêtes et mangée par les embruns dans le bassin Napoléon de Boulogne, elle attendait depuis quatre ans le destin habituel des moyens de transport confisqués par les douanes : la vente aux enchères.

Pour éviter que la Johanna-Hendrika retourne un jour aux mains des trafiquants, une vingtaine de personnes de Boulogne et de Calais et un syndicat intercommunal de prévention et d'insertion des deux villes ont constitué, il y a deux ans, l'association Omayra (1). Son but : faire de ce bateau une base pour l'aide aux toxicomanes et aux jeunes en difficulté.

L'idée a séduit M. Michel Charasse, ministre délégué au budget. En présence de M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, déléguée générale à la lutte contre la drogue et la toxicomanie, il a signé, jeudi 23 janvier, l'acte de cession - le premier dans l'histoire des douanes - du navire aux villes de Boulogne et de Calais. Elles en confieront la gestion à l'association Omayra. « Je lance ainsi une passerelle entre la politique de répression et celle de prévention », a expliqué M. Charasse.

L'association Omayra va maintenant chercher à réunir le million de francs nécessaires à la remise en état de la goélette. « Nous voulons qu'elle devienne un lieu d'accueil et nous ouvrirons l'utiliser comme outil pédagogique en la faisant naviguer », indique son président, M. Georges Baillet, adjoint au maire de Berck (Pas-de-Calais).

Mais la première sortie du Johanna-Hendrika risque d'être retardée. M. Charasse refuse en effet que soit versée aux Néerlandais la caution qui permettrait d'obtenir l'autorisation de naviguer sous pavillon français. Cette somme, qui correspond à l'hypothèque versée au moment de l'achat du bateau, serait alors rendue au frère du trafiquant arrêté en 1987.

CHRISTOPHE DE CHENAY

(1) Omayra est le nom de la petite Colombienne morte, en 1985, prisonnière d'une coulée de boue, sous le regard des caméras de télévision.

□ Drogue : augmentation du nombre de morts par surdose en 1991. - M<sup>me</sup> Georgina Dufoux, déléguée générale à la lutte contre la toxicomanie, a indiqué le 21 janvier en présentant le bilan de la Délégation (DGLD), que le nombre de morts par surdose a progressé l'an dernier, passant à quatre cents contre trois cent cinquante en 1990. On estime à 120 000 personnes la population toxicomane en France, dont 70 % de consommateurs de cannabis.

## ÉDUCATION

La publication des textes sur la réforme des lycées

## Une évaluation des élèves entrant en seconde sera organisée dès la rentrée 1992

Lors de la présentation de son plan de rénovation des lycées, le 25 juin 1991, le ministre de l'Éducation nationale a annoncé la mise en place d'une « opération d'évaluation des connaissances et des acquis des élèves » à l'entrée en classe de seconde, sur le modèle de celles qui touchent déjà, depuis deux ans, les classes de cours élémentaire deuxième année (CE2) et de sixième. Le Bulletin officiel de l'éducation nationale (BO) a publié, jeudi 23 janvier, la première série de textes sur la nouvelle organisation du lycée parue au Journal officiel du 19 janvier (le Monde du 21 janvier), accompagnée d'une circulaire précisant le cadre et les modalités d'organisation de cette évaluation.

Celle-ci doit faciliter la mise en œuvre des « modules » de soutien ou d'approfondissement, qui constituent la principale innovation en classe de seconde. Ces modules doivent permettre, dans tous les établissements, d'organiser un enseignement de trois heures hebdomadaires, en groupes restreints, en français, mathématiques, première langue vivante et histoire-géographie. L'évaluation à l'entrée en seconde, souligne le texte, « doit contribuer, de manière significative, à aider les enseignants à faire une première répartition des élèves dans les différents modules ».

Il s'agit d'une évaluation « nationale, systématique et obligatoire », mais les résultats resteront connus au seul niveau de la classe et de l'établissement. Elle portera sur les quatre disciplines qui font l'objet d'un enseignement modulaire. Les enseignants disposeront, avant les vacances d'été, de la grille des com-

pétences retenues pour chaque discipline et, au plus tard lors de la présentation de septembre 1992, de l'ensemble des instruments proposés pour l'évaluation.

La direction des lycées et collèges (DLC) du ministère de l'Éducation nationale a en outre précisé, jeudi 23 janvier, que les programmes de première et de terminale seraient l'objet d'une « refonte totale » pour la rentrée 1993 en physique-chimie, biologie, histoire-géographie et, pour la série littéraire et la série économique, en mathématiques. D'ici le mois de juin 1992, les nouvelles grilles horaires seront publiées, ainsi qu'un texte arrêtant les nouvelles modalités du baccalauréat.

Ch. G.

TACOTAT			
SAISON D'ÉTÉ 1991 - 1992			
LE N° 877 974 GAGNE 400 000 F			
TOUS LES BILLETTS DE TERMINANT PAIR			
77 974	40 000 F	40 000 F	
7 974	GAGNENT	4 000 F	
974		400 F	
74		40 F	
4		10 F	
DATE LIMITE DE PAIEMENT DES LOTS : MARDI 23 AVRIL 1992			
4 <sup>e</sup> TRANCHE			
TIRAGE DU 23 JANVIER 1992			

MERCREDI 23 JANVIER 1992	
18855	
1	10
10	17
17	26
26	36
36	45
45	54
54	63
63	72
72	81
81	90
90	99
99	08
08	17
17	26
26	35
35	44
44	53
53	62
62	71
71	80
80	89
89	98
98	07
07	16
16	25
25	34
34	43
43	52
52	61
61	70
70	79
79	88
88	97
97	06
06	15
15	24
24	33
33	42
42	51
51	60
60	69
69	78
78	87
87	96
96	05
05	14
14	23
23	32
32	41
41	50
50	59
59	68
68	77
77	86
86	95
95	04
04	13
13	22
22	31
31	40
40	49
49	58
58	67
67	76
76	85
85	94
94	03
03	12
12	21
21	30
30	39
39	48
48	57
57	66
66	75
75	84
84	93
93	02
02	11
11	20
20	29
29	38
38	47
47	56
56	65
65	74
74	83
83	92
92	01
01	10
10	19
19	28
28	37
37	46
46	55
55	64
64	73
73	82
82	91
91	00
00	09
09	18
18	27
27	36
36	45
45	54
54	63
63	72
72	81
81	90
90	99
99	08
08	17
17	26
26	35
35	44
44	53
53	62
62	71
71	80
80	89
89	98
98	07
07	16
16	25
25	34
34	43
43	52
52	61
61	70
70	79
79	88
88	97
97	06
06	15
15	24
24	33
33	42
42	51
51	60
60	69
69	78
78	87
87	96
96	05
05	14
14	23
23	32
32	41
41	50
50	59
59	68
68	77
77	86
86	95
95	04
04	13
13	22
22	31
31	40
40	49
49	58
58	67
67	76
76	85
85	94
94	03
03	12
12	21
21	30
30	39
39	48
48	57
57	66
66	75
75	84
84	93
93	02
02	11
11	20
20	29
29	38
38	47
47	56
56	65
65	74
74	83
83	92
92	01
01	10
10	19
19	28
28	37
37	46
46	55
55	64
64	73
73	82
82	91
91	00
00	09
09	18
18	27
27	36
36	45
45	54
54	63
63	72



JUSTICE

Après le vote de la loi organique

# La réforme du statut des magistrats va être soumise au Conseil constitutionnel

Le projet de loi organique réformant le statut des magistrats a été définitivement adopté, mercredi 22 janvier, par l'Assemblée nationale et le Sénat. Comme toutes les lois organiques, ce texte, qui évoque à la fois la formation, le recrutement et le déroulement de la carrière des magistrats, sera soumis au Conseil constitutionnel avant promulgation.

Le garde des sceaux, M. Henri Nallet, l'a répété une nouvelle fois, jeudi 23 janvier, lors d'une conférence de presse : le texte sur le statut des magistrats est une réforme, pas un bouleversement. Pas question, donc, de chambouler l'édifice mis en place lors de l'instauration de la V<sup>e</sup> République, en 1958 : la chancellerie souhaite plutôt remodeler en douceur le statut personnel des six mille magistrats de France. « Nous ne voulons pas tout modifier », note ainsi M. Nallet, mais ce texte constitue, et de loin, la modification du statut la plus importante depuis 1958.

L'objet de la loi organique est austère, mais les dispositions techniques évoquées dans cette réforme masquent souvent des enjeux de pouvoir bien réels : le simple déroulement des carrières, notamment au sein du parquet, peut ainsi peser dans les velléités d'indépendance revendiquée ici et là. « Comment demander à un procureur de résister à la pression de sa hiérarchie alors que sa carrière est entre les mains du ministère ? » note le président du syndicat de la magistrature (SM, gauche), M. Jean-Claude Nicod. Voilà un moyen indirect, mais efficace, de contrôler l'indépendance des magistrats.

Il y a, dans ce texte, des avancées que nul, ou presque, ne conteste : la notation, souvent jugée infantilisante, sera ainsi remplacée, tous les deux ans, par une « évaluation » précédée d'un entre-

tien avec le chef de juridiction. Même approbation au sujet de la légalisation des « listes de transparence » introduites pendant l'été 1981 par M. Robert Badinter, alors garde des sceaux. Ces documents diffusés auprès de l'ensemble des magistrats dressent, pour chaque poste à pourvoir, la liste des candidats et le nom de la personne retenue. La séparation du grade et de l'emploi pendant les premières années d'exercice (second grade), qui devrait permettre aux magistrats de rester dans la même fonction sans crainte pour leur carrière, est elle aussi plutôt bien accueillie : un juge des enfants aimant son métier, et souhaitant le poursuivre, ne sera plus obligé de quitter ses fonctions pour obtenir de l'avancement.

## La « bouffée d'air » du détachement judiciaire

Plus difficiles ont été les débats au sujet de l'ouverture du corps des magistrats. Le « détachement » institué par le statut devrait ainsi permettre des allées et venues, pour une durée de cinq ans, entre le corps des magistrats et les énarques et professeurs ou maîtres de conférence des universités. Une petite « bouffée d'air » destinée à faire bouger un corps souvent jugé sclérosé. Certains magistrats s'émouvent toutefois à l'idée de voir arriver en juridiction des hauts fonctionnaires issus de l'administration. « Ils ont une autre mentalité, plus administrative et plus hiérarchisée », note le secrétaire général de l'Union syndicale des magistrats (USM, modéré), M. Claude Pernollet, et ils sont plus habitués à se soumettre aux circulaires ! Le détachement pose donc le problème de l'indépendance. « Le travail des parlementaires et sénateurs, dont certains estiment cette disposition anticonstitutionnelle, a cependant permis d'augmenter les garanties attachées à ce détachement qui sera de toute façon soumis au Conseil constitutionnel.

Reste l'une des innovations du texte : la commission consultative du parquet. Présidée par le procureur général près la Cour de cassation, elle donnera son avis sur tous les projets de nomination concernant le parquet, qui relevaient jusqu'alors du seul pouvoir exécutif. Les deux principaux syndicats de magistrats, qui souhaitaient voir instituer, pour le parquet, un conseil supérieur de la magistrature (CSM), parlent avec déception d'une « maigre conquête » ou d'un « petit progrès ». « La commission fait une large place aux magistrats de l'administration centrale, note ainsi M. Nicod. La chancellerie se demande donc un avis à elle-même ! » La plupart admettent toutefois que la commission se jugera à l'usage : le Conseil d'Etat et le Conseil constitutionnel n'ont-ils pas gagné en indépendance avec le temps ?

La réforme proposée par la chancellerie convient finalement assez bien à l'Union syndicale des magistrats (USM, modérée), qui souhaitait voir évoluer le statut de manière progressive et limitée. M. Claude Pernollet, le secrétaire général de l'USM, se dit d'ailleurs

« plutôt satisfait » du texte adopté par le Parlement. Mais le syndicat de la magistrature (SM, gauche), qui rêve depuis des années d'un « grand texte » garantissant l'indépendance des magistrats, dénonce depuis des mois le manque d'ambition du gouvernement.

Il avait d'ailleurs dit sa déception dès le mois de mars 1991 : estimant que l'avant-projet ne remettait pas en cause « la dépendance organique du parquet à l'égard du pouvoir exécutif » et l'organisation pyramidale et fortement hiérarchisée du corps judiciaire, le SM avait renoncé à participer aux discussions préparatoires qui se tenaient place Vendôme.

Dix mois après ce départ, l'opinion du syndicat de la magistrature n'a guère changé. « Ce texte comprend des avancées, mais il est tellement loin de ce que nous avions défendu que nous sommes extrêmement déçus », note son président, M. Jean-Claude Nicod. La chancellerie a raté l'occasion de garantir plus fortement l'indépendance des magistrats.

ANNE CHEMIN

## M. Henri Nallet et l'Olympique de Marseille

Interrogé, lors d'une conférence de presse, jeudi 23 janvier, sur le fait qu'une information judiciaire n'ait pas été ouverte sur les comptes de l'Olympique de Marseille, club de football présidé par M. Bernard Tapie, malgré une demande écrite du procureur de la République de Marseille (le Monde du 21 janvier), le ministre de la justice, M. Henri Nallet, a affirmé qu'il « n'avait pas demandé qu'on laisse de côté le dossier ». « J'ai demandé à tous les procureurs généraux de faire le point sur les procédures ou enquêtes en cours concernant les clubs de football de première et deuxième

division », a expliqué M. Nallet. Je souhaite donner des indications à l'ensemble des procureurs généraux sur la manière de traiter les difficultés financières des clubs professionnels. Quand ce travail aura été accompli, tout le monde sera traité de la même manière.

[Aux termes d'un rapport adressé le 4 juillet 1991 au garde des sceaux, M. Olivier Dupret, procureur de Marseille, demandant « sans instructions écrites contraignantes » l'ouverture d'une information judiciaire pour faux, usage de faux et abus de confiance, et estimant notamment que MM. Michel Hilaire et Bernard Tapie étaient susceptibles d'être inculpés.]

## EN BREF

o Deux vols de tableaux en Italie et en France. — Quatre tableaux armés et masqués ont volé, jeudi 23 janvier, plusieurs des tableaux les plus précieux de la Pinacothèque de Modène (Italie) : le célèbre *Portrait de François I<sup>er</sup> d'Este*, de Velasquez, un triptyque sur bois du *Greco*, *Autel portable*, et un tableau du *Corrège*, *Madonne avec l'enfant*. Deux vues de Venise, de Guardi, la *Piazza di San Marco* et *l'île de San Giorgio*, ont également disparu. En France, dans la même nuit, des cambrioleurs se sont attaqués à la Fondation Ephrussi de Rothschild, à Saint-Jean-Cap-Ferrat, et ont emporté une douzaine d'œuvres, estimées à plus d'un million de francs.

o Un prêtre sympathisant de l'ETA inculpé et incarcéré. — M<sup>lle</sup> Laurence Le Vert, juge d'instruction à Paris, a inculpé huit sympathisants présumés de l'ETA

militaire, jeudi 23 janvier. Parmi eux, on compte trois Français, qui ont été écroués : MM. François Garat, curé d'Espelette (Pyrénées-Atlantiques) — c'est la première fois qu'un prêtre sympathisant de la cause basque est inculpé et incarcéré, — Michel Mendiboure et Daniel Uribeverne. Ils ont été inculpés, comme trois Espagnols, d'association de malfaiteurs et d'aide au séjour irrégulier en relation avec une entreprise terroriste.

o Une mise au point du secteur de la Mosquée de Paris. — Le recteur de la Mosquée de Paris, M. Tadjidine Haddam, nommé membre du Haut Comité d'Etat algérien (HCE), a demandé, jeudi 23 janvier, aux

autorités algériennes et françaises que sa succession soit réglée « dans le respect des textes régissant la Mosquée de Paris et dans la concertation des parties intéressées sur la base du seul intérêt de la communauté musulmane ». Le Conseil de réflexion sur l'islam en France (CORIF) avait fait savoir au ministre français de l'Intérieur M. Philippe Marchand, chargé des cultes, qu'il jugeait incompatibles les fonctions exercées en France et en Algérie par M. Haddam (le Monde du 23 janvier).

o FOOTBALL : Coupe d'Afrique des nations. — La finale de la dix-huitième Coupe d'Afrique des nations de football opposera

dimanche 26 janvier à Dakar les équipes nationales de la Côte d'Ivoire et du Ghana. Accédant pour la première fois à ce stade de la compétition, les Ivoiriens ont créé la surprise en éliminant jeudi 23 janvier l'équipe du Cameroun, tenant du titre et quart de finaliste de la dernière Coupe du monde, à l'issue de l'épreuve des tirs au but (3-1), le score étant resté nul après les prolongations. Le Ghana, vainqueur du Nigéria (2-1) en demi-finale, briguera un cinquième titre.

o Eric Cantona prêt à Sheffield. — Le footballeur-almos Eric Cantona, qui avait l'intention de mettre un terme à sa carrière sportive à la suite d'une suspension de deux mois dont il faisait l'objet (le Monde du 10 et du 13 décembre), devrait normalement rejoindre pour le club anglais de Sheffield Wednesday. Les dirigeants britanniques sont parvenus, jeudi 23 janvier, à un accord de principe avec leurs homologues de Nîmes olympique et avec Eric Cantona, sur un prêt pour la fin de saison avec option de transfert. La signature des contrats pourrait intervenir dans quelques jours.

o PATINAGE ARTISTIQUE : championnats d'Europe. — Le Tchèque Petr Barna a gagné, jeudi 23 janvier, l'épreuve du patinage masculin des championnats d'Europe organisés à Lausanne (Suisse) jusqu'au 26 janvier. Les deux patineurs de la CEI, Viktor Petrenko, champion d'Europe en titre, et Alexei Umanov sont respectivement deuxième et troisième. Le Français Nicolas Pétrova s'est classé à la sixième place.

o TENNIS : les Internationaux d'Australie. — Le Suédois Stefan Edberg et l'Américain Jim Courier se sont qualifiés vendredi 24 janvier pour la finale masculine des Internationaux d'Australie qui aura lieu dimanche 26 janvier. Numéro un mondial, Edberg a battu la révélation du tournoi, le Sud-Africain Wayne Ferreira (7-6 [7-2], 6-1, 6-2). Numéro deux mondial, Courier a bénéficié du forfait sur blessure du Néerlandais Richard Krajci-

A la cour d'appel de Paris

## L'Association pour la recherche sur le cancer déboutée de son action contre « le Monde »

La première chambre civile de la cour d'appel de Paris a confirmé le jugement du tribunal de Paris du 10 juillet 1991 qui déboutait l'Association pour la recherche sur le cancer (ARC) et son président, M. Jacques Crozon, de leurs actions contre le Monde, engagées après la publication dans nos éditions du 16 janvier 1991, d'un article consacré à la gestion de cette association.

En analysant l'activité de l'ARC, l'article en question se fondait notamment sur la requête déposée en janvier 1991 par le ministère des affaires sociales et de la solidarité auprès du Conseil d'Etat afin de pouvoir faire contrôler la gestion de l'Association par l'Inspection générale des affaires sociales. Cependant, l'ARC estimait que l'article contenait « des insinuations gravement diffamatoires » et demandait un million de francs de dommages et intérêts. Dans son arrêt daté du 19 décembre mais dont les termes n'ont été connus que

récentement en raison de la grève des greffiers, la cour, présidée par M. Jean-Pierre Anco, constate que l'article « se borne à faire état des critiques suscitées par les méthodes d'action de l'ARC » en soulignant : « les critiques ainsi adressées à cet organisme s'inscrivent dans le cadre du débat public que le fonctionnement d'une importante association d'aide à la recherche médicale provoque naturellement ».

En conclusion, les magistrats déclarent que les écrits contestés par l'ARC « constituent l'expression du libre droit de critique de journaliste sur un sujet intéressant l'état de la société (...) libéré qui trouve son fondement dans le droit légitime du public à l'information sur de tels sujets, et sa limite dans le droit de réponse réservé aux personnes mises en cause » mais que l'ARC et son président ont en l'espèce excédé. Ce droit de réponse a été publié dans le Monde du 6 mars 1991.

M. P.

L'ancien président du Brest-Armorique club inculpé de banqueroute

## M. François Yvinec a été écroué

BREST

de notre correspondant

L'ancien président du Brest-Armorique, M. François Yvinec, a été écroué jeudi 23 janvier dans la soirée à la maison d'arrêt de Brest après avoir été inculpé par le juge Jacques Fabet de banqueroute par moyens ruseux. M. Yvinec était en garde à vue depuis la veille dans les locaux du SRFJ de Rennes dans le cadre d'une enquête préliminaire sur le passif du club de football, lancée par M. Paul Michel, procureur de la République à Brest.

Club de deuxième division, le Brest-Armorique avait été mis en liquidation le 6 décembre 1991 par le tribunal de grande instance de Quimper avec un « trou » de 150 millions de francs. M. Yvinec n'en était plus le président depuis le 23 septembre, date à laquelle il avait été contraint de mettre un terme à dix ans de pouvoir absolu. Président-directeur général d'une

biscuiterie industrielle, il dirigeait le club depuis 1981. A l'époque il regrettait un léger passif de trois millions de francs.

Le déficit a pris une tout autre importance. Les 150 millions du « trou » proviennent de créances envers le fisc (15 millions), l'URSAF (15 millions), d'emprunts (40 millions), d'un découvert de 20 millions, 20 millions sur diverses factures non réglées et d'un dû de 40 millions envers M. Chady Chaker, un homme d'affaires parisien d'origine arabe désireux de reprendre le club.

La tâche des enquêteurs et de la justice va consister à cerner la responsabilité de cette fûte en avant dont le club de Brest commence à payer le prix. Elle devra déboursier 15 millions de francs sur cinq ans en garantie d'emprunt pour un club qui n'existe plus. Le maire, M. Pierre Maille, s'excuse pas de porter plainte.

GABRIEL SIMON

## Catastrophe de l'Airbus : le juge d'instruction désigne deux experts

Dans le cadre de l'information judiciaire sur la catastrophe qui a causé la mort de 87 personnes de l'Airbus d'Air Inter le 20 janvier, confiée par le procureur de la République de Colmar au juge d'instruction François Guichard, celui-ci a désigné deux experts techniques. Il s'agit de deux anciens membres du Syndicat national des pilotes de ligne (SNPL). M. Jean Belotti, ancien chef pilote à Air France, et M. Max Venet, commandant de bord et instructeur à Air France, qui avaient déjà effectué la contre-expertise de l'accident d'Habheim survenu en 1988.

Le SNPL regrette, pour sa part, que la commission d'enquête officielle présidée par M. Philippe Monnier ne compte qu'un seul pilote et que celui-ci ne soit pas représentatif, car il est membre de l'encadrement d'Air France et inspecteur à l'organisme de contrôle en vol dépendant de l'administration. Le syndicat souhaiterait

qu'un pilote d'Airbus A-320 d'Air Inter se joigne à la commission. A l'opposé de ces critiques modérées et de la déclaration du Syndicat espagnol des pilotes de ligne (SEPLA), qui juge l'Airbus A-320 « sûr et fiable », l'Union syndicale des personnels navigants techniques (USPNT) d'Air Inter demande « l'arrêt des A-320 tant que ne seront pas connues les causes véritables des accidents et que les remèdes ne soient pas apportés ». L'USPNT a toujours exigé un échantillon de trois hommes sur cet avion conçu pour être piloté à deux.

Les enquêteurs poursuivent le dépouillement et l'analyse de tous les indices pouvant aider à comprendre les causes de la catastrophe. Les pouvoirs publics sont très attentifs à ne diffuser dans ce domaine que des informations prouvées à 100 % afin que, selon les termes d'un responsable, « la vérité s'impose à tous sans discussion ».

## SCIENCES

### Signature d'un nouvel accord de recherche nucléaire entre le CEA, EDF et Framatome

Pour ne pas manquer les prochains grands rendez-vous de l'électro-nucléaire, le Commissariat à l'énergie atomique (CEA), l'Electricité de France (EDF) et l'industriel Framatome ont signé, vendredi 24 janvier, un nouvel accord sur les recherches relatives aux réacteurs nucléaires et à leurs combustibles. Cette action, visant à instituer de nouvelles relations de travail (établissement clair des responsabilités de chacun) entre le CEA et ses deux partenaires, fait suite aux conclusions du « chantier de contractualisation » que l'administrateur général de l'établissement, M. Philippe Rouvillois, avait lancé dès son arrivée au CEA et aux décisions du conseil des ministres du 18 octobre 1989 relatives à l'avenir de l'électro-nucléaire français.

De ce texte, qui couvre à la fois les recherches à long terme pilotées par le CEA et celles, à court terme, effectuées à la demande d'EDF et

de Framatome, ressort la reconnaissance claire du savoir-faire et des grands choix de programmes faits par le CEA en matière de réacteurs. Mais émerge aussi le désir d'associer plus étroitement les trois parties à la définition des programmes de recherche qu'il convient d'engager dans ces domaines pour rester à la pointe de la technique et la volonté de redéfinir les règles de financement de ces travaux. C'est ainsi que les deux partenaires industriels du CEA devraient désormais financer la moitié environ des programmes d'intérêt commun du CEA dans le secteur des réacteurs et qu'à l'ancienne contribution forfaitaire versait EDF succéderait notamment des relations contractuelles claires (350 à 600 millions de francs de contrats pour 1992 financés aux deux tiers par EDF et, pour le solde, par Framatome).

Trois types d'actions sont concernés par ce nouvel accord,

qui devrait être prochainement complété par un texte de même nature négocié sur le cycle du combustible avec la Compagnie générale des matières nucléaires (COGEMA) : les recherches à moyen et à long terme, essentiellement financées par le CEA (études de sûreté, radio-protection, prévention des accidents, comportement des chaudières, évaluation des réacteurs surgénérateurs) ; les recherches à retombées industrielles plus immédiates (combustibles à plus longue durée de vie, réacteur PWR européen de la prochaine génération, amélioration de la sûreté) et celles, enfin, relatives au développement des moyens lourds indispensables à toutes ces actions (réacteurs de recherche, installations spéciales, laboratoires « chauds », etc.).

J.-F. A.

## JOURNAL OFFICIEL

Sont publiés au Journal officiel du mercredi 24 janvier 1992 :

DES DÉCRETS  
— N° 92-69 du 16 janvier 1992 modifiant le décret n° 88-146 du 15 février 1988 relatif aux commissions de spécialistes de l'enseignement supérieur ;  
— N° 92-70 du 16 janvier 1992 relatif au Conseil national des universités ;  
— N° 92-71 du 16 janvier 1992 fixant les dispositions statutaires communes applicables aux enseignants-chercheurs et portant statut particulier du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences et modifiant le décret n° 84-431 du 6 juin 1984 relatif aux statuts du corps des professeurs des universités et du corps des maîtres de conférences ;  
— Du 16 janvier 1992 portant reconnaissance légale d'une congrégation ;  
— N° 92-76 du 21 janvier 1992

déterminant les mesures propres à empêcher la propagation de l'épidémie de choléra en Guyane ;  
— Du 16 janvier 1992 portant classement de la commune de Beune (Côte-d'Or) comme station de tourisme.

Sont publiés au Journal officiel du jeudi 23 janvier 1992 :

DES ARRÊTÉS  
— Du 5 décembre 1991 relatifs à la frappe et à la mise en circulation d'une pièce commémorative de 500 F et de 100 F ;  
— Du 14 janvier 1992 fixant le prix de vente et de remboursement du lait humain.

DES DÉCRETS  
— N° 92-78 du 21 janvier 1992 portant convocation des électeurs pour l'élection des conseillers à l'Assemblée de Corse ;  
— N° 92-79 du 21 janvier 1992 portant convocation des collèges électoraux pour l'élection des conseillers régionaux ;  
— N° 92-80 du 21 janvier 1992 portant convocation des collèges électoraux pour procéder au renouvellement de la série sortante des conseillers généraux et pour pourvoir aux sièges vacants.

## Le Monde RADIO TELEVISION

صكزامن الأصل



# CULTURE

## THÉÂTRE

### Une tragédie moderne

Jean-Pierre Vincent coproduit le nouveau spectacle d'un jeune surdoué, Pascal Rambert

**JOHN & MARY**  
au Théâtre des Amandiers  
de Nanterre

John and Mary, un film de Peter Yates où se signale en 1969 et précède pour la première fois, le talent de Dustin Hoffman et de Mia Farrow dans une restitution douce-amère de la société américaine. John and Mary, une chanson de l'incertitude signée Robert Palmer, utilisée par Renaud pour sa publicité. John & Mary, le nom de la nouvelle pièce de Pascal Rambert, qui se veut tragédie et cite ses classiques - plus particulièrement Racine et Bérénice. Pascal Rambert, auteur et metteur en scène de trente ans, onze spectacles déjà, est un « jeune homme moderne », au sens où on le lisait dans Actuel au début des années 80, fils de rock, de pub, de cinéma.

Après avoir été présenter il y a deux ans et demi ses Parisiens, qui, à la lecture, duraient plus de sept heures - et dans la nuit du Festival d'Avignon dans un décor inoubliable, quelque chose comme cinq heures - ce natif de Nice continue et recentre sa recherche d'une nouvelle langue théâtrale. Ses pièces précédentes étaient plutôt le fruit de l'observation médiatique - et ironique - de ses proches et de son environnement affectif, social, culturel. Pour la première fois, il pose aujourd'hui aux sources du théâtre, la plus fascinante d'entre elles : la tragédie, sous-titre insistant de sa dernière pièce.

Mais là où les anciens et les classiques organisaient leurs drames autour de figures héroïques, Rambert, dans la foule de ses dévanciers plus récents, joue la dépersonnalisation la plus absolue. Confiés à des acteurs irréprochables, ses personnages n'en sont pas : l'Homme qui parle le premier (Hugues Quester), la Jeune Épousée (Dominique Raymond), l'Homme jeune (Éric Dorel) ou l'Homme à la main bandée (Bernard Billel). Ces cinq-là ont un lien fictif à deux fils, l'argent et l'amour, et leurs échanges ont, pour tout véhicule, un curieux revolver. Il y a aussi la Jeune



Dominique Raymond et Hugues Quester

Femme enceinte (Nicole Dogne) l'Étranger (Ahmed El-Khatib), le perturbateur, aux plus en chair et plus en sentiment, qu'un quintette passionnément désaccordé. Il y a enfin un chœur de jeunes femmes (Béatrice de Roullet, Élodie Laroche, Élodie Kavel), employé de la maison, le chœur, il est près que les personnages sont nus, belles. Il y a enfin un personnage tatoué (Dominique Frot). Il surgit et publie à l'entrée pour disparaître dans le silence d'un piano au foyer. C'est tout.

L'écriture de Pascal Rambert est un nouveau foisonnement : il poursuit

cette fois d'autre but que l'écriture elle-même. Dans son immense désordre, son syntaxe vacillante, elle est souvent lyrique, inspirée. Même si la recherche d'associations significatives n'est pas encore tout à fait à la hauteur de son ambition, ambition. Il manque à Pascal Rambert, auteur, la précision de Pascal Rambert metteur en scène. Car s'il mérite un premier lecteur plus exigeant, il peut désormais habiter un plateau sans conseil.

Le décor qu'il a demandé à Fred Cordana est une splendeur. Trois murs immenses et un sol de mosaïque bleu nuit sur lequel est dessiné un mandala, métaphore d'un labyrinthe des pensées

les plus noires. Une œuvre en forme de braise en forme de rectangle déformé. Le jeu, le paraît chauffer un papier de riz qui exale un parfum de miel enflammé. Cette mystérieuse enveloppe olfactive, mise en lumière par son soin par Patrice Trotter, le décor du plus sacrifié : la représentation du théâtre.

OLIVIER SCHMITT

Jusqu'au 16 février. Du mardi au samedi à 21 heures. Mercredi, dimanche à 16 h 30. Tél. : 46-14-70-00.

### Trois filles sur l'herbe pauvre

Trois comédiennes pour six personnages

**CHAMBRES**  
de Philippe Minyana  
au Paris-Villiers

Trois filles de Sochaux, jeunes, ligotées dans des jeans mal coupés, des jupes stretch qui obligent à se pencher les genoux serrés, des mini-lurex, des robes à fleurs. La réalité elles sont six, interprétées par trois comédiennes. Milliers, elles sont toutes les filles d'une petite ville d'une grande ville. Elles sont égarées de naissance, tellement habituées au mal-vivre, qu'elles s'en nourrissent, dirait-on.

Elles arrivent l'une après l'autre, cherchant sur l'herbe pauvre un coin à se cacher. Elles se croisent, se regardent, s'observent, s'enflamment. Elles n'ont envie de parler à personne, sauf à elles-mêmes. Au public, donc. Monologues, confidences crispées, répétitives, qui n'ont rien d'un exorcisme, qui au contraire enfoncent le clou. La pièce s'appelle Chambres. Philippe Minyana. Inlassablement, il poursuit ses portraits de femmes, les filles pour la survie dans un monde de banalité et d'existence où le bonheur explose parfois, brièvement, mais n'est pas cher.

Le monologue - que Philippe Minyana, beaucoup d'auteurs aujourd'hui, utilise de préférence - donne aux phrases la violence des prophéties. L'artifice de la forme entraîne son lyrisme. Les plus plats, les plus crus, les plus anodins. Le texte, le langage de Minyana devient plus fortement aigu, plus percutant, s'écroule dans une musique aussi étrangement baroque que l'univers de l'auteur et de ses personnages. Mais le genre de la limite : l'enfermement des mots. Il n'y a pas d'échappée possible, pas de confrontation, d'autre point de vue que celui de la femme qui parle.

C'est le danger de monotonie qui guette. Danger qu'évite le

de Peter Cloos. C'est une première pour lui, il installe une atmosphère de tendresse, de gentillesse (trompeuse). Le langage, la forme de la scène : arcaïques, plus une palissade sur laquelle se projettent par instant des images d'objets. Les lumières - de Jean Kalman - modulent l'espace, effacent ou contraignent avivent les couleurs. Tout est simple, sensible, utile.

Surtout, chacune des trois comédiennes amène son corps, sa vitalité, sa manière de fonder des mots, s'agacer, de se récupérer... Jacob révèle une densité inhabituelle, une inquiétude qui dépasse le comique. Natalia Dontcheva montre une personnalité créative, qui dissimule la lucidité. Elle paraît mal à l'aise, cherchant une place pour se faire oublier, sa place pour se faire calmer. Quant à Hélène, elle est d'une force, d'une étonnante pour qui l'a vu au Magic Circus, les emplois de pauvre orpheline poursuivie par le malheur. Elle est toujours étonnante, demeure. Philippe Minyana est la chance.

COLETTE GODARD

Du mardi au samedi à 21 heures. Dimanche à 18 h 30. Tél. : 42-02-02-88.

Le Prix Domitille - Patrice Chabreau - Patrice Chabreau a reçu, le jeudi 23 janvier, le 39<sup>e</sup> Prix Domitille de la mise en scène pour *Le Temps de la chambre* de Boito Strauss présenté au Théâtre de l'Europe. Le cadre du Festival d'Automne. Cette production doit être reprise à la Comédie de Genève du 4 au 27 février. Patrice Chabreau prépare actuellement un film, *La Reine Margot*. Il mettra en scène au Châtelet, Wozzeck, d'Alban Berg, en mai et juin.

## MUSIQUE

### Des « Croisette » à foison

Le Festival de l'audiovisuel musical veut jeter des ponts entre les images et les sons

CANNES

de notre envoyée spéciale

Créé à l'initiative du MIDEM associé à la SACEM, le premier Festival international de l'audiovisuel musical vient de se dérouler à Cannes. Bonne idée destinée à encourager la télévision (par la télévision) et une meilleure consommation (par le public) de la multitude de films, émissions, clips, vidéos, disques et documents audiovisuels, où la musique, qu'elle soit sérieuse, classique ou variée, soit à l'honneur.

Cinq catégories, quarante-quatre programmes à visionner au moins de trois jours, une abondance de genres, de formats, de supports un peu pléthorique, a permis à un jury électeur de choisir le meilleur clip, le meilleur film, le meilleur disque, le meilleur document (cf. le récompense de tous les médias du monde, d'Alain Corneau).

Les compilations de clips (Prince, The Cure, Queen), les « haute définition » (les sœurs Labèque à Giverny), concerts classiques filmés, l'imagination particulière, on voit bien que la qualité des pro-

duits, outre le fait qu'ils interprètent, au large de fonction des réseaux, les moyens financiers qu'ils mobilisent... Mais parfois une émotion passe... Ainsi le programme de la BBC doublement couronné, *China Rocks*, entraîne les gens de Cui Jian, « le Bob Dylan chinois ». Documentaire exemplaire, dépayssé, et qui démontre une résistance, subversion, raison de vivre et d'espérer.

Avec à propos, les trophées remis aux lauréats - présents pour la plupart - ont été baptisés « Croisettes ». Les gagnants, mi-femmes, mi-palmiers, cousines hybrides de l'Oscar hollywoodien, ont été récompensés d'une soirée télévisée au Palais des Festivals. Une soirée inespérée, drôle, insolente, écrite par Jean Guidoni et mise en scène par Lydie Caillier, avec danseurs dévoilés emmergeant d'une baignoire en zinc. Enfin une cérémonie congratuatoire qui ne se passe pas à la litanie d'actions de grâce (« Merci à mon producteur, mon équipe, ma femme - ou mon mari - et à celle sans qui je ne serais pas là ce soir, ma mère... »). Un plaisir à suivre!

DANIEL HEYMANN

### Le palmarès

- Grand Prix et Prix du meilleur clip TV variétés : *China Rocks* (Greg Lanning/G-B).  
- Prix du cinéma : *Le Temps de la chambre* (Alain Corneau/France).  
- Émission TV musique variétés : *P. O. P. Me, Myself, Eye* (Marcus Rosenmiller/Allemagne).  
- Émission TV musique classique : *Les grands maîtres de la musique* (Jacques Houdou/France).  
- Documentaire TV classique : *L'Histoire du soldat*, de Beethoven, par Pierre Boulez (Pierre-Oscar Levy/France).  
- Émission TV spéciale variétés : *Red, hot and blue* (collectif, G-B).  
- Émission TV spéciale classique : *Expo 95, Vienne-Budapest* (Rudi Dornbusch/Roscher/Autriche).  
- Concert filmé variétés : *Paul Simon et Central Park* (Richard Gidlin/États-Unis).

- Concert classique : *Concerto pour piano KV 453*, de Mozart, par Daniel Barenboim (piano), l'Orchestre de la Suisse romande, dirigé par Claudio Abbado (Suisse).  
- Compilation de clips : *Prince, Get Off* (Richard Gidlin/États-Unis).  
- Documentaire vidéo : *Ozzy Osbourne, don't blame me* (Deborah Newman/États-Unis).  
- Prix spécial du jury : *Marcel Maréchal* (France).  
- Œuvres spéciales : *Le Commis*, de Weber, par l'Orchestre de la Suisse romande, dirigé par Thierry Knauf/France. *The Music of John Coltrane*, par Tony Byron et l'Orchestre de la Suisse romande.

### Des minima de chanson française sur la bande FM

Premier accord entre les producteurs de disques et des radios

Les producteurs de disques regroupés au sein du SNEP (Syndicat national de l'édition phonographique) et de l'APPI (Association des producteurs indépendants) ont obtenu à un accord avec une partie des radios de la bande FM afin d'assurer la diffusion de programmes français sur les ondes des radios signataires. Celles-ci sont, pour les radios locales privées regroupées au sein du SIRT et, d'autre part, deux des principaux réseaux nationaux, *NRJ* et *Skyrock*.

Cet accord, annoncé au MIDEM prévoit la diffusion d'au moins 25 % de chansons françaises sur les réseaux, et ce « à court terme » : pour les radios locales l'objectif est de 35 % en 1992 et de 40 % l'an prochain. Il est également prévu de consacrer au moins 40 % de cette part francophone aux « nouveaux talents » et, enfin, la création d'un observatoire économique du disque qui constituera un lieu d'échange et d'informations entre les deux professions.

Au ministère de la Culture, qui avait, ainsi que le CSA, un statut d'observateur durant les négociations entre professionnels du disque et de la radio, on se félicite de voir « les radios placer leur intérêt collectif au-dessus de l'intérêt individuel ». Bertrand Delcroix, secrétaire général du SNEP, reprend l'analyse : « Cet accord marque un renversement de la ten-

dance qui a amené en quelques années le pourcentage d'œuvres françaises diffusées sur NRJ de 45 % à moins de 20 % ». Les réseaux nationaux (Europe 2, RFM, Fun...) n'ont pas suivi NRJ et Skyrock. Le SNEP se déclare prêt à de nouveaux accords, « en fonction du format de chaque radio, tout en espérant que le CSA imposera à toutes un minimum de 15 % d'œuvres françaises et considérera en priorité les projets favorisant la chanson francophone lors des demandes d'autorisation ».

Chez les non-signataires, on considère « l'effet d'annonce » par un radio [NRJ] qui « très récemment » son format dans l'accord « un syndicat qui est déjà au-dessus des minima mentionnés ». Pourtant, Benoît Paillet, de Fun et président du SNEP, se déclare prêt « à poursuivre les négociations ».

Pour les industriels du disque en France, la reprise d'un marché en pleine déprime (4,6 % de chiffre d'affaires qui a diminué de 15 % l'an dernier) passe par la promotion de nouveaux talents français. La part de la production francophone sur le marché du disque a d'ailleurs légèrement cru en 1991, à 49 %.

THOMAS SOTINEL

### Les Samis et le Péruvien

MARI BOIRE PENSEN  
au Théâtre de la Ville

Elle est blonde, norvégienne, mais un léger pincement des yeux indique qu'elle n'est pas tout à fait ce que l'on voit. Sauf écart, elle s'habille comme avant, petite robe brodée et sage. Mais il faut un grain de folie pestiférée pour déboucher un flûte péruvien dans les rues d'Oslo (Carlos Zamata Quispe), un guitariste (Roger Ludvigsen) définitivement débarrassé des règles conventionnelles et un percussionniste (Régis Norblin) capable de suivre dans ses dédals ancestraux cette jeune et fragile jeune dame née aux confins de l'Europe arctique. Car, vous l'aurez compris, Mari Boire Pensen est Sami. Lapoue, diétone-sous.

harpe celtique en Bretagne. Stivell? Nul ne le saura jamais, mais l'impression fut aussi la même, ou transmise par la voix d'une grand-mère chaman. Le colonisateur blanc en prend pour son grade, et l'on applaudit comme des enfants devant le méchant qui vient de se faire collier au Gégé.

La magie, pourtant, vient bien de la musique. Mari Boire chante haut et fort, avec maîtrise. Mais elle a surtout su mettre au pas trois musiciens d'originalité et de style, galopant dans l'impensable des possibles. Le guitariste, très inspiré par le jazz, joue sur tous les tableaux, même les plus improbables, tandis que le Péruvien part à la chasse au son sur son charango décalé. Peter Gabriel a senti l'exotisme, et un très bel album est sorti des studios Realworld sans coup férir (*Gula, Gula*, distribué par Virgin). Sur scène, c'est encore mieux.

VÉRONIQUE MORTAGNE  
Samedi 25 janvier à 18 heures.

### Un Londres à coucher dehors

Des SDF (sans-domicile-fixe) qui parlent chic

CHUTES

Saint-Denis

Le lieu, l'action : « Une froide nuit d'hiver », dit l'auteur, Gregory Motton. Une vingtaine de femmes et hommes à coucher dehors, ils s'éloignent peu des abords d'une décharge ou de marchandise, à la périphérie de Londres.

Londres, c'est malgré tout une ville qui contient : la fin de l'Empire, les changements de l'Est, la faim au Sud, ont vu le nombre des sans-leu-ni-lieu. Ont brassé, un mixer, les naissances, les anciens métiers. A l'abri du vent, sous un wagon, se partagent les « rats » d'une boulangerie industrielle (c'est ceux qui l'usine fait dehors), s'allongent les uns les autres, un ex-docker de New-Delhi, un ex-recteur de Faculté de Constantinople, un ex-physicien de Séville, un ex-physicien de Cracovie. Ils ont, pour langage commun, le silence. L'esperanto du monde, c'est le silence.

Les spectacles ont été faits, Angletterre et ailleurs, qui mettent en jeu, sans un mot échangé, des gens de la rue. La pièce de Gregory Motton, en revanche, entièrement dialoguée. Et il faut approuver ici la liberté d'action du théâtre, qui « crée par d'autres moyens ». Les « chutes » de Gregory Motton disent un non-dis-

scènes de la pièce de Motton, Chutes, comme celles d'autres pièces, de style, d'intérêt, de dialogue. Bref moments de dialogues sentis, détachés, d'une légèreté lourde. La merde haute-couture. Épatant.

Mise en scène savante, impossible, cérémonieuse, de Claude Régy. Décoration inconfortable de talus ferroviaires. Vêtements assourdissants d'approches d'aérodromes. Lumières plaquées. Interprétation d'une précision chirurgicale, impeccable (la perfection Régy). Axel Bogouslavsky, Christine Persen, Olivier Bonnelly, Graham Valentine, Marc François...

« Une saisie burlesque et hallucinée d'un univers nerveux... » s'agit d'un monde de bouffonneries », annonce, un prospectus préparatoire, une Marie-Chantal en pleine crise. Non, Gregory Motton a plus d'allure qu'il n'y paraît. Il doute même plus sincère, plus impliqué, qu'il ne paraît. Plus blindé. C'est mal parti, dit-il - Non, c'est bien parti! ».

MICHEL COURNOT

Le Théâtre Gérard-Philipe, bd Jules-Guesde, Saint-Denis. Du mardi au samedi à 20 h 45. Dimanche à 17 h. Jusqu'au 15 février. Tél. : 42-43-17-17.

## INSTITUT

A l'Académie française

### Nouvelles candidatures au fauteuil de Jacques Soustelle

Trois nouvelles candidatures au fauteuil de l'historien Jacques Soustelle à l'Académie française ont été déclarées. Ce sont les écrivains Jean-Marie Rouart, Deniau, Henri Amouroux et Jean Favier. La prochaine élection du fauteuil, lors du premier scrutin le 12 décembre, lieu le 9 avril, précise l'Académie française.

Lors de la première élection, cinq candidats se lice - écrivains Jean-Marie Rouart, Pierre, le conseiller d'Etat, Broglie, le paléontologue Yves Coppens - l'universitaire Charles Dedeian - n'avait la majorité lors des trois tours de vote. Jean-Marie Rouart, qui dirige le *Figaro littéraire*, était arrivé à chaque scrutin.

DEMAIN NOTRE SUPPLÉMENT

Le Monde  
RADIO TELEVISION















# ÉCONOMIE

## Commerce mondial : la France isolée

On peut comprendre que les préférences, presque avouées du gouvernement, aillent à un nouveau report de la conclusion de l'Uruguay Round. Nul doute en effet que la Communauté serait plus à l'aise pour négocier avec les États-Unis ou les autres pays producteurs si l'on pouvait attendre que la réforme de la PAC soit acquise.

Faut-il pour autant tenir à ce discours ferme - celui de M. François Mitterrand et de M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, a confirmé d'autre part que le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire, prévu la semaine prochaine, devra décider la délocalisation de 5 000 à 6 000 emplois publics supplémentaires.

## SOCIAL

### Manifestations contre les transferts de services publics en province

Plusieurs milliers (10 000 selon les organisateurs, 5 000 selon la police) ont participé, jeudi 23 janvier à Paris, à la troisième manifestation organisée pour demander l'annulation des transferts en province d'un certain nombre d'établissements publics (le Monde du 21 janvier). Une délégation du Comité contre les délocalisations et des unions départementales CFDT, CFTC, CFE-CGC, COT, FEN, FOAP (autonome) et FO, représentée de ce côté, a été reçue par M. Matignon.

M. Michel Delebarre, ministre d'Etat chargé de la ville et de l'aménagement du territoire, a confirmé d'autre part que le prochain comité interministériel d'aménagement du territoire, prévu la semaine prochaine, devra décider la délocalisation de 5 000 à 6 000 emplois publics supplémentaires.

Occupation du bâtiment administratif du port de Marseille par des dockers. - Quelques deux cents dockers, qui avaient envahi, dans la nuit du jeudi 13 janvier, le bâtiment administratif du port de Marseille (PAM), à la Joliette, ont été évacués par la police vendredi matin, selon la police. Cette action, l'appel de l'Union CGT des dockers, a été précédée de la manifestation de protestation contre le projet gouvernemental de réforme de leur statut.

## INDUSTRIE

### Les ventes de médicaments ralentissent

Après trente ans de croissance à deux chiffres, l'industrie du médicament est entrée l'an dernier dans une phase d'ajustement. Selon l'Union des fabricants de médicaments (UFM), le chiffre d'affaires des dix principaux groupes pharmaceutiques mondiaux se situait entre 18 % et 26 %, on ne peut qu'être inquiet pour l'industrie française, qui n'a pas les moyens de rester performante sur le plan international. Le danger est d'autant plus grand que l'assurance-maladie rembourse de moins en moins de médicaments. Le volume total de ces remboursements a ainsi augmenté de 9 % seulement (+14 % en 1990). « Cela retarde le renouvellement des gammes », a précisé M. Mesuré, qui redoute des effets sur l'emploi. Seule note d'optimisme : les exportations ont augmenté de 9,5 % et l'excédent commercial progresse de 4 % pour atteindre 8,4 milliards de francs.

Malgré un flot de commandes en stagnation

### Le consortium aéronautique ATR a réalisé ses premiers bénéfices en 1991

L'année 1991 a été difficile pour le consortium franco-italien ATR (Avions transport régionaux). Vingt-six commandes ont été annulées, dont une vingtaine d'avions remplacés auprès de clients après annulation, le chiffre d'affaires ne s'est guère étoffé. Toutefois, pour la première fois depuis sa création en 1981, ATR a dégagé un excédent comptable positif, que son directeur général, M. Henri-Paul Puel, s'est refusé à chiffrer.

En 1992, le chiffre d'affaires du consortium formé par Aerospatiale et Aeritalia est passé de 3 milliards de francs l'année précédente à plus de 4 milliards. Cette progression s'explique par la livraison de 61 appareils contre 46 en 1991. Il reste aujourd'hui à livrer 117 appareils, de quoi faire travailler ATR pendant deux ans.

## EN BREF

Alain Fauriol porte plainte après la reprise de la société de Bourse Mémor de La Fournière. - Alain Fauriol, filiale du Crédit lyonnais, a porté plainte contre X... pour escroquerie et abus de confiance après la reprise de la société de Bourse Mémor de La Fournière. Les repreneurs ont du mal à estimer le passif de l'entreprise en raison du manque de pièces comptables. Cette plainte, déposée à la mi-décembre, aurait été motivée par la gestion de l'un des ex-dirigeants de la charge, M. Xavier de La Fournière, adjoint au maire de Paris, et trésorier du Parti républicain de Paris. Des clients auraient été de change mais n'avaient pas de comptes à la charge contrairement à ce qu'ils pensaient.

La Grande-Bretagne rembourse l'or des pays baltes. - La Grande-Bretagne va rembourser les 90 millions de livres (900 millions de francs), l'équivalent de la valeur de l'or des pays baltes saisi par Londres en 1940, a indiqué, mercredi 22 janvier, le premier ministre britannique, M. Major, a annoncé cette décision à l'issue d'une rencontre à Londres avec le président du Conseil d'Etat de Lituanie, M. Landsbergis. L'or saisi en 1940, celle d'Angleterre, avait été vendue aux Allemands pour dédommager les Britanniques ayant perdu leurs biens après l'invasion des pays baltes par l'Union soviétique.

## COMMUNICATION

### Un «modus vivendi» avec les Allemands

Trouver un modus vivendi avec les Allemands sur la réforme de la CEE au GATT est une tâche ardue. La Commission européenne, porte-parole de la CEE, a négocié, de «bâtiment» en «bâtiment», avec les autres pays producteurs, pour qu'ils acceptent la réforme de la CEE. Mais les négociations sont très difficiles, car les Allemands ne veulent pas de la réforme de la CEE, car elle leur coûterait cher.

### La réforme de la CEE au GATT

On semble sous-estimer à Paris la possibilité d'un refus des États-Unis d'accepter la réforme de la CEE. On ne peut pas conclure que les mois qui viennent, et par un accord, ces négociations soient terminées. On ne peut pas conclure que les mois qui viennent, et par un accord, ces négociations soient terminées.

## INDICATEURS

### FRANCE

Commerce extérieur : déficit de 30,19 milliards de francs en 1991. - Le commerce extérieur français a été déficitaire de 30,19 milliards de francs, en 1991. Ce résultat, meilleur que celui de l'année 1990 (le déficit avait atteint 49,6 milliards de francs) s'explique en partie par la reprise des exportations en Allemagne et les gains de parts de marché de la France, (lire page 14).

Bourse : les ménages restent les principaux détenteurs d'actions françaises. - Selon une étude de la Banque de France, à la fin de l'année 1990, les ménages demeurent les principaux détenteurs d'actions françaises, même si leur part (34 %) a baissé par rapport aux 35 % de 1989. Les non-résidents ont accru leur poids, passant de 16,9 % en 1989 à 20,5 % en 1990. Ils restent à la quatrième place derrière les ménages, les sociétés (23,9 %) et les entreprises d'assurance, caisses de retraite, OPCVM (20,7 %).

### HONGRIE

Taux de chômage : 8,5 %. - Le chômage a touché 406 000 personnes en 1991 en Hongrie, soit 8,5 % de la population active. La situation de l'emploi a subi une brusque détérioration au cours du deuxième semestre, puisque le taux de chômage était encore limité à 3,4 % en mai dernier. La PHB a perdu près de 8 % en 1991, mais les autorités espèrent que la chute de la production prendra fin cette année.

### JAPON

Masses monétaires : + 3,6 %. - La masse monétaire japonaise a enregistré l'an dernier une croissance particulièrement lente, de 3,6 % contre 11,7 % en 1990. Le ralentissement des prêts bancaires aux entreprises serait à l'origine de cette tendance qui, selon les autorités japonaises, ne devrait pas se poursuivre.

## COMMUNICATION

### L'avenir de La Cinq

M. Kiejman affirme que le gouvernement n'a pas de solution tranchée. M. Pasqua créera une société d'économie mixte pour reprendre la chaîne.

M. Charles Pasqua, président du conseil général des Hauts-de-Seine, a indiqué jeudi 23 janvier qu'il avait reçu l'accord de principe des présidents de nombreuses régions pour monter une société d'économie mixte qui aura pour mission de reprendre La Cinq. « Le capital de cette société sera de droit ouvert à tous les collectivités qui le souhaitent », a précisé, dans un communiqué, le président du groupe RPR au Sénat. En outre, « 40 % du capital sera proposé à des partenaires privés de collectivités ».

M. Pasqua, qui a déjà rencontré l'administrateur judiciaire, M. Hubert Lafont, et le président du CSA, M. Jacques Boutet, affirme que « l'objet social de la SEM sera de participer au plan de reprise de La Cinq ». Sans citer le nom de Silvio Berlusconi, M. Pasqua a annoncé que, « dans cet esprit », il « prendra contact avec le groupe opérateur candidat à la reprise de La Cinq, des par celui-ci sera précisé les intentions, afin de voir dans quelle mesure (leurs) projets peuvent être compatibles ».

### Elaboration d'une charte de l'exclusivité

### Le CSA, les pouvoirs publics et les chaînes s'accordent sur les retransmissions sportives

Le CSA, en la personne de M. Roland Faure, a négocié avec les chaînes de télévision, les organisations sportives et les pouvoirs publics l'adoption d'une charte destinée à « garantir le droit à l'information du public par la télévision sportive ». Les chaînes de télévision qui ne possèdent pas d'exclusivité sportive pourront diffuser gratuitement des extraits (1,5 minute) d'un match de football, par exemple, les jours suivants.

Les magazines sportifs diffusés par une chaîne non titulaire d'une exclusivité pourront également être diffusés par une chaîne d'un match, mais cette retransmission sera limitée d'une résumation.

Les équipes de montagne de diffusion autres que celle qui diffuse le match, après avoir eu lieu de la manifestation sportive, la retransmission a lieu en direct et dans le cadre régional.

Les clauses d'exclusivité en matière d'entrées dans les stades pour les sportifs et les radiotélédiffuseurs seront également bannies.

### Rendez-vous lundi 27 janvier (daté mardi 28)

### Le Monde

### L'ÉCONOMIE



16 Le Monde • Samedi 24 janvier 1992 •

## VIE DES ENTREPRISES

Pour la deuxième fois en trois ans

## Whirlpool International BV change de PDG

La digestion de la division électroménager de Philips, géant américain Whirlpool Corporation (36 000 salariés, 6,6 milliards de dollars de chiffre d'affaires) serait-elle plus difficile que prévu ? Depuis son entrée, en janvier 1989, dans le giron du numéro un mondial du « blanc » (réfrigérateurs, lave-linge, etc.), la jeune filiale européenne du groupe (14 000 salariés, 2,1 milliards de dollars de chiffre d'affaires) a déjà deux PDG.

Le premier, M. Bill Mayer, était un pur produit du néerlandais Philips, où il était entré à dix-neuf ans, où il avait obtenu le diplôme de l'Ecole industrielle. Après le rachat, il devait fonctions d'un an, quittant la tête de Whirlpool International BV au moment même où la filiale lançait une énorme campagne publicitaire - 110 millions de dollars - pour imposer auprès

moteurs européens la Philips-Whirlpool. Première étape : la disparition complète de l'électroménager de l'enseigne du néerlandais.

L'explication pour justifier un divorce rapide - un départ à la retraite à soixante ans - avait été donnée par les professionnels. Quelques mois plus tard, le big américain, M. William D. Marohn, « Coincidence heureuse », ajoute-on à Comerio, en Italie, où il siège de la société ce dernier, qui jusqu'ici vice-président de la filiale américaine, American Appliance Group (NAAG), la branche nord-américaine de la multinationale, en Europe depuis quelques mois, M. Pising et lui avaient en effet « échangé » leurs postes pour un temps déterminé. Pour mieux connaître la filiale européenne.

Le successeur, M. Jan Prising, avait une carrière de snob : électroménager, numéro un de la filiale, il était entré en fonctions, il y a deux ans, le 12 février. La raison ? « Après des années de responsabilité internationale, dit-il, je souhaite avant tout de temps à ma famille. » Une argumentation

reprise par la société, où chacun fait partie de sa « surprise ». Il sera remplacé par M. William D. Marohn, « Coincidence heureuse », ajoute-on à Comerio, en Italie, où il siège de la société ce dernier, qui jusqu'ici vice-président de la filiale américaine, American Appliance Group (NAAG), la branche nord-américaine de la multinationale, en Europe depuis quelques mois, M. Pising et lui avaient en effet « échangé » leurs postes pour un temps déterminé. Pour mieux connaître la filiale européenne.

Quoi qu'il en soit, c'est un Américain, M. Whirlpool il y a vingt-sept ans, qui aujourd'hui commande de la filiale européenne. Une reprise, mais main ? P.-A.

## CHIFFRES ET MOUVEMENTS

## RÉSULTATS

■ IBM France : baisse de 60 % du bénéfice net en 1991. - IBM France a enregistré en 1991 un bénéfice net de 870 millions de francs, soit une baisse de 60 % par rapport à 1990 (2,2 milliards de francs). Le chiffre d'affaires de la filiale française du numéro un mondial de l'informatique accuse, lui aussi, un repli. A 21,6 milliards de francs pour 1991, il recule de 10 %. Ces résultats ne reflètent toutefois la mauvaise conjonction du marché informatique et les difficultés de fabrication à tenir leurs marges. La baisse du chiffre d'affaires d'IBM France est due essentiellement à la baisse des prix des matériels, les quantités vendues étant comparables d'une année à l'autre, précise PDG d'IBM France, M. Pierre Barazer. IBM France employait 19 000 personnes à fin 1991, soit 2 000 de moins qu'en 1990. Plusieurs centaines de suppressions d'emploi devraient intervenir en 1992, a ajouté M. Barazer.

■ Saint-Gobain : bénéfice en baisse de 25 % en 1991. - Le groupe Saint-Gobain a annoncé, jeudi 23 janvier, un résultat consolidé de 2,5 milliards de francs en 1991, soit 25 % par rapport à 1990 (3,3 milliards de francs). Le chiffre d'affaires du groupe (verre, céramiques industrielles et matériaux) a atteint 75 milliards de francs en 1991, soit une augmentation de 10 % par rapport à 1990. Cette croissance est due à la vente de sociétés américaines Norton et britanniques Solagis pour

l'année 1991 ainsi que de nouvelles sociétés acquises au cours de l'année (Grag-Torgau, Covis et Oberland). A posteriori, le chiffre d'affaires en effet diminué de 1 %, la raison en est la détérioration de la conjonction dans le bâtiment, l'automobile et les équipements industriels, aussi bien en Europe qu'aux Etats-Unis.

■ ATT : chute de 83,2 % du bénéfice net en 1991. - Le groupe américain ATT (American Telephone and Telegraph) a annoncé, jeudi 23 janvier, une chute à 83,2 % de son résultat net pour 1991. Le bénéfice net du groupe s'est, en effet, élevé à 522 millions de dollars (2,8 milliards de francs) l'an passé contre 3,104 milliards (16,5 milliards de francs) en 1990. De son côté, le chiffre d'affaires a crû de 2,4 % à 44,6 milliards de dollars (241 milliards de francs). Le repli spectaculaire du bénéfice annuel est dû au montant élevé (4,2 milliards de dollars) de charges exceptionnelles imputées sur l'exercice 1991. Ces charges, ont expliqué les dirigeants, sont la conséquence du plan de restructuration adopté dans le sillage de l'acquisition du fabricant informatique NCR en septembre.

## EMPRUNTS

■ Peugeot SA : émission de 500 millions de francs. - Le groupe automobile français Peugeot a procédé, lundi 20 janvier, par l'intermédiaire de la filiale Peugeot finance internationale NV, à une émission internationale d'obligations à coupon zéro en euros pour un

montant de 500 millions de francs. Cet emprunt est émis pour quatre ans à un taux de 10,5 %. L'opération constitue une ressource à des conditions attractives qui s'inscrivent dans le cadre du refinancement des opérations de financements commerciaux du groupe.

■ Peugeot SA : émission de 500 millions de francs. - Le groupe automobile français Peugeot a procédé, lundi 20 janvier, par l'intermédiaire de la filiale Peugeot finance internationale NV, à une émission internationale d'obligations à coupon zéro en euros pour un montant de 500 millions de francs. Cet emprunt est émis pour quatre ans à un taux de 10,5 %. L'opération constitue une ressource à des conditions attractives qui s'inscrivent dans le cadre du refinancement des opérations de financements commerciaux du groupe.

## DOTATIONS

■ Sopex : baisse de 5 % de la dotation publique. - La dotation publique destinée au fonctionnement de la Sopex (Société pour l'expansion des produits agricoles alimentaires) a été réduite de 5 % cette année, à 196 millions de francs, contre 206 millions en 1990. Le directeur général de la firme, M. Jean-Marie, a indiqué, jeudi 23 janvier, que l'intervention de l'Etat, pour la première fois, l'excédent agroalimentaire français se réduit au profit du mouvement des produits agricoles. Cette année, la Sopex, dont le budget est de 100 millions de francs, envisage de développer sa présence en Europe (Portugal, Pologne, Tchèque, Slovaquie et Hongrie) et aussi en Asie (Sud-Ouest).

## AVIS FINANCIERS DES SOCIÉTÉS

## Schlumberger

RÉSULTATS DE L'ANNÉE 1991  
AUGMENTATION SENSIBLE DU BÉNÉFICE NET

Pour 1991, le bénéfice net s'établit à 816 millions de dollars, soit un bénéfice net par action de 3,42 dollars. En 1990, ces chiffres étaient respectivement de 570 millions de dollars et de 2,40 dollars. Si l'on exclut le gain de 0,74 dollar par action provenant de la cession de titres de participation et la charge de restructuration de 0,10 dollar par action enregistrés au troisième trimestre, le bénéfice net par action a progressé de 16 %, grâce à la croissance de l'activité pétrolière en dehors de l'Amérique du Nord et à l'amélioration de la rentabilité du groupe Mesure et Systèmes.

Le chiffre d'affaires d'exploitation de 6,15 milliards de dollars en 1991, contre 5,31 milliards de dollars l'année précédente, soit une augmentation de 16 %.

Euan Baird, président-directeur général, a déclaré : « Les services pétroliers de Schlumberger ont continué à bénéficier de l'augmentation progressive des dépenses de l'industrie pétrolière dans les activités amont. Nous sommes convaincus que cette reprise, qui s'est amorcée dans les années 80, va se poursuivre. »

Au quatrième trimestre de 1991, le chiffre d'affaires d'exploitation s'est établi à 1,61 milliard de dollars, soit une hausse de 10 % par rapport à l'année précédente. Si l'on exclut l'impact favorable du gain de 0,55 dollar par action, provenant de la cession de titres de participation, le bénéfice net par action a progressé de 16 % par rapport au quatrième trimestre de 1990.

LE LIVRE DU JOUR  
MARABOUT

## MARCHÉS FINANCIERS

## PARIS :

PARIS, 23 janvier

Calmes et résistants

Pour la deuxième séance consécutive, la tendance s'est orientée à la baisse jeudi 23 janvier sur Wall Street. Pourtant, le S&P 500 a fini en hausse à 2 926,74, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille. Le CAC 40 a également gagné, passant à 3 226,74, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille.

Aujourd'hui plus encore qu'hier, les investisseurs ont prouvé d'une très grande prudence. La perspective d'une baisse des taux d'intérêt à une échéance relativement proche s'estompe. L'échec des négociations salariales dans le métallurgie allemande a entraîné, en effet, pour l'instant du moins, tout espoir d'une détente outre-Rhin et, donc, de la baisse du coût du crédit.

Après la hausse de la semaine dernière, le CAC 40 a fini en baisse à 3 226,74, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille. Le CAC 40 a également gagné, passant à 3 226,74, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille.

## NEW-YORK, 23 janvier

La baisse reprend

Le mouvement de baisse a repris jeudi 23 janvier sur Wall Street. Amorcé dès la veille, il s'est poursuivi pendant une partie de la séance avant de se ralentir, puis de s'accroître à la clôture. Finalement, l'indice Dow Jones s'est établi à 2 926,74, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille.

Les nouvelles ont pesé sur le marché. Toujours confiant en l'avenir, les investisseurs ont préféré néanmoins la prudence. L'augmentation des allocations chômage a été un élément de prudence. D'autre part, beaucoup d'entreprises ont annoncé des baisses de prix, ce qui a pesé sur le marché. L'activité a légèrement diminué, avec 229,81 millions de stocks d'échange contre 230,58 millions la veille.

VALEURS	Cours de 22 jan.	Cours de 23 jan.
Alcoa	67 1/4	66 1/4
AT&T	51 1/4	50 1/4
Chrysler	21 1/2	21 1/4
Deere	38 1/4	37 1/4
Exxon	38 1/2	37 1/2
Ford	29 1/2	28 1/2
General Electric	29 1/2	28 1/2
General Motors	29 1/2	28 1/2
IBM	51 1/4	50 1/4
ITT	38 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	37 1/2
Pfizer	38 1/2	37 1/2
Schering-Plough	38 1/2	37 1/2
Union Carbide	38 1/2	37 1/2
Westinghouse	38 1/2	37 1/2
Yale	38 1/2	37 1/2

## LONDRES, 23 janvier

Légère progression

Le marché des changes a connu une séance calme et résistante. Au terme des échanges, l'indice des changes s'est établi à 3,3 points, soit à 0,1 % de son niveau de clôture de la veille. Le volume des échanges s'est élevé à 509,2 millions de livres.

La tendance a été initialement à la baisse, mais une progression a été observée à la fin de la séance. Les investisseurs ont été attirés par la perspective d'une baisse des taux d'intérêt à une échéance relativement proche.

## TOKYO, 24 janvier

Vif recul

Après une séance en hausse, le marché de Tokyo a connu un vif recul jeudi 24 janvier. Au terme des échanges, l'indice Nikkei a baissé de 21 072,16 points, soit à 0,14 % de son niveau de clôture de la veille. Le volume des échanges s'est élevé à 250 millions de yen.

VALEURS	Cours de 23 jan.	Cours de 24 jan.
Alia	67 1/4	66 1/4
Chrysler	21 1/2	21 1/4
Deere	38 1/4	37 1/4
Exxon	38 1/2	37 1/2
Ford	29 1/2	28 1/2
General Electric	29 1/2	28 1/2
General Motors	29 1/2	28 1/2
IBM	51 1/4	50 1/4
ITT	38 1/2	37 1/2
Johnson & Johnson	38 1/2	37 1/2
Pfizer	38 1/2	37 1/2
Schering-Plough	38 1/2	37 1/2
Union Carbide	38 1/2	37 1/2
Westinghouse	38 1/2	37 1/2
Yale	38 1/2	37 1/2

VALEURS	Cours préc.	Dernier cours	VALEURS	Cours préc.	Dernier cours
Alcoa	3889	3870	Internat. Computer		
Amtrak Assoc.	275		IP.B.M.	69 90	
B.C.	83 95		Loans invest.		
Bayer	358	358	Locam	79 85	
Bayer (Ly.)	237		Mars Contr.	177	
CAL-de-Fr. (E.C.J.)	775	775	Publ. Payson	442	
Calses	287		Rent		
Cedif	771	765	Rhone-Alp. Eau (Ly.)	270	
C.E.G.P.	184		S.H.M.	159	
C.F.P.I.	261 80		Select Invest (Ly.)	53 85	
C.N.I.M.	940	940	Serico	232	
Codexor	272		S.M.T. Group	130	
Conforam	1030		Sopra	270	
Crest	169		TFI	339	338
Daphin	380		Thomson H. (Ly.)	301	
Datam	1150		Unilog	213 90	
Demachy Worms Co.	345 80		Val et Co.	810	803
Dewberry	850		Y. St-Laurent Group		
Dofin	201 20				
Edison Bullfinch	214 80				
Europ. Populatio	270	280			
Fraser	115				
G.F. (group.fon.I.)	128	134			
Grand Lure	388				
Grauph	200				
Groupe Oxyg	830	830			
Gumol	771				
L.C.C.	188				
Marelli	88 20				
Imasco H&H	880	880			

LA BOURSE SUR MINITEL  
36-15 TAPEZ  
LE MONDE

## MATIF

Notional 10 - Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier

Cotation en pourcentage du 23 janvier



## MARCHÉS FINANCIERS

## BOURSE DU 24 JANVIER

Cours relevés à 10 h ■■

[illegible]**COMPTANT** (selection)**SICAV** (sélection)

23/1

VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS				VALEURS			
---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--	---------	--	--	--

### Cote des Changes

## Marché libre de l'or

[illegible]

c : coupon détaché - o : offert - " : droit détaché - d : demandé - e : prix précédent - m : marché contre

**PUBLICITÉ  
FINANCIÈRE**  
Renseignements :  
**46-62-72-67**















هكذا من الأهل

Le Monde

# S A N S • V I S A

## Monaco, l'or à la barre



Bien sûr, mieux vaut être, ici, jeune, beau, riche, et monégasque. L'éditorialiste de *Society*, le luxueux magazine de la Société des bains de mer (SBM) et du Cercle des étrangers a raison : habiter ce rocher séparatiste de la Côte d'Azur, ces quelques centaines de mètres carrés de souveraineté cernés par la mer et la France, « c'est avoir fait le choix d'une philosophie de vie dans laquelle seul le meilleur est un bon ».



Le casino de Monte-Carlo, selon Charles Garnier, est le rocher du prince, surveillé par les hommes de sa garde.

### AU SOMMAIRE



Méto, la ligne 4  
le cosmopolitain — p. 22  
Photo,  
le temps du jetable — p. 22  
Les « fortifs »,  
la grande ceinture — p. 25  
Sade,  
les tourments de Lacoste — p. 26  
Escapes (p. 22) — Têlex (p. 22)  
Jeux (p. 26) — Table (p. 27)

Bien sûr. Comment décliner l'essence de la principauté de Monaco, plus encore que l'actualité. Ce promontoire, cette courbe baie, ces hauteurs de montagne ont connu la précarité quelques siècles plus tôt ? Comment l'imaginer ? Le bonheur ne s'inscrit dans la pierre, le rythme de ce royaume grand comme un bourg. Il brille sur les plaques de cuivre, il l'entre les immeubles de marbre, sur les poignées des voitures luxueuses que déplaçent d'impeccables chauffeurs en casquette noire, partout où l'œil peut se poser sur cette surcharge, cette harmonie de lignes et de signes.

Le « choix », comme l'écrivait l'éditorialiste, a été fait par d'autres, bien avant votre arrivée, pour l'essentiel à la fin du siècle dernier, par les amusements d'un prince qui résumèrent, en un pays de carte postale, un monde un peu plus, l'élite universelle de l'opulence. Vous vous inclinez, ou vous détestez. Il est trop tard pour revenir en arrière, un peu de place à la pauvreté, plus généralement aux symboles d'une existence

moyenne. La richesse paraît être l'essence de la principauté de Monaco, plus encore que l'actualité. Ce promontoire, cette courbe baie, ces hauteurs de montagne ont connu la précarité quelques siècles plus tôt ? Comment l'imaginer ? Le bonheur ne s'inscrit dans la pierre, le rythme de ce royaume grand comme un bourg. Il brille sur les plaques de cuivre, il l'entre les immeubles de marbre, sur les poignées des voitures luxueuses que déplaçent d'impeccables chauffeurs en casquette noire, partout où l'œil peut se poser sur cette surcharge, cette harmonie de lignes et de signes.

A Monte-Carlo, derrière le promontoire après le rocher du prince, plate-forme lustrée par les décennies de sérénité, à Monte-Carlo, donc, la première promenade peut donner le vertige. Devant, au-dessus de la mer, le casino « Charles Garnier », le temple de l'Opéra, les plaques jetées sur des tapis verts sobres et éclairés. Et puis, découverts d'un simple mouvement circulaire, le prestigieux hôtel de Paris,

le café du même nom où patientent, en fourrure, des couples élégamment, les épouses de joueurs de l'après-midi. Dans cette galerie, au cou des dames, s'arborescent des vitrines de joailliers, au milieu de quelques voitures snobes, de quelques égarés que la passion des machines à sous pousse à s'aventurer en terre inconnue. Dehors, à 10 mètres, attend, exposé sur un praticable, le premier prix du prochain championnat de chemin de fer : une Ferrari Testarossa.

D'autres voitures de sport sont garées, à l'heure, le long des trottoirs où se vendent les meilleurs couturiers, Sotheby's, le siège de la SBM, qui règle, ici, les us et coutumes de chaque saison de plaisir, et fermant un parfait jardin, le parc Albert-I<sup>er</sup>, au amont du casino, trois banques, le Barclay's, la BNP et le Crédit lyonnais, sises sur des hauteurs particulières qui offrent, en plus de leur discrétion, des frontons portant drapeaux.

Changer de place, tout cela est visible, largement visible sur 200 mètres à peine, carré sur la

penne et sur l'éternité, et, si l'on n'y est pas préparé, tout cela pourrait paraître humble. Les paradis fiscaux ne sont pas vrais, mais ceux qui croient au paradis. Ils ont moins de trente mille à s'y faire, à apprécier la réduction de la prospérité, trente mille résidents pour cinq mille Monégasques de souche. Trente mille émigrés de toutes émigrations qui s'accrochent avec confort à cette rive rocher escarpée, attirés parce que les alchimistes de l'histoire ont, en la principauté, supprimé l'impôt sur le revenu.

Depuis quelques mois, ils sont surtout italiens, preuve que l'Italie est un pays riche, des milliers d'Italiens qui se font ouvrir l'une ou l'autre des quatre-vingts banques, le dimanche. Mais, pour ces nouveaux riches, la principauté de Monaco a entrepris ce qu'elle avait fait, hier, pour les Allemands ou les Anglais : le titre de résident se fait. Cinq ans de domiciliation sont exigés, même pour les champions de tennis ou les pilotes automobiles, ainsi que l'achat de mètres carrés en

bre suffisant. Une famille de cinq enfants ne pourrait acheter un mètre du front de mer, même à 2 millions de francs, sans peine de ne jamais toucher le fameux viatique. Il lui faut un parking, de préférence souterrain, une plaque d'immatriculation dans un pays qui choisit la modération.

Enfin, l'observation stricte de mille règles tatillonnes, dont le respect de la loi princière et le paiement de contraventions. Adhérer au style des soirées dans le casino, subventionner la Croix-Rouge, beaucoup d'œuvres sociales. Surtout se suffire de ce monde à la poche, à la main, à la grande vitesse de la vie au club au club en passant la journée à la vitesse de la vie au club. Marcher à petits pas, car la principauté de Monaco tient en 1 ou 4 kilomètres de long, sur quelques centaines de mètres de profondeur.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio  
Lire la page 24



# Le photojetable

N E cherchez pas le « jetable » au rayon des appareils photo, c'est plus loin, vers celui des pellicules, que vous le trouverez. Qu'il arbore leur emballage n'assure pour autant pas qu'il soit agréé de leur communauté. A bien y regarder, il est relégué en lisière de ce monde-là aussi. Son enveloppe de bristol glacé aux couleurs des unes, échantillon du plastique sombre des autres, doit faire illusion : elle proclame condition de mortel. Ce hors-caste, toujours en surplis, ne reconnaît pourtant qu'en caractères minuscules la condamnation : « Les pièces constitutives du boîtier du film ne peuvent vous être retournées ».

Son habillage plastifié trop semblable à celui d'un coupe-faim pour pas évoquer les petits creux d'images. Qu'on le déchire, le voilà sommé d'effectuer sa peine. Le compte rebours, irréversible, a commencé, chaque pose à sa fin. Il ne joue pas sa peau : il la donne, ne se prête pas. Seul le naff se laisse séduire par abandon, car il est de ceux qu'il faut prendre sans engagement. Tout serment serait mensonger ou blessant. Il doit demeurer une simple relation d'affaires. On tolérerait une passade au plus. Son anéantissement s'effectue loin des proches, sans témoins. Il n'aura laissé aucune image à lui-même. On ne l'aura surpris à jouer les vedettes, à capter

sur lui l'attention. Son visage oublié rend le deuil impossible. Constitution, donnée pour fragile, plus complexe qu'il n'y paraît. Ce poids léger est esprit fort qui livre entier que dans le travail. Seule lui importe l'œuvre qu'il laisse : vingt-quatre images, vingt-quatre heures, une journée, une vie.

Il est un courant d'air ici-bas, et on sent jamais mieux que dans les lieux sur le chemin gens pressés qui ont oublié leur appareil. Ils consolent celui qui n'appartient à personne. Il affectionne les boutiques d'autoroutes, les musées. Petit balayeur de souvenirs, il s'y offre lui-même en souvenir, emballé aux couleurs du Louvre ou d'Orsay.

Son cadre constitué d'un simple orifice taillé dans l'épaisseur du boîtier. Derrière lui, l'œil est à nu. Le dehors s'ouvre à l'examen à cru, par mise en contact où le photographe s'expose autant que le photographié. On pourrait les croire du même bord, manifestant d'un principe d'égalité, presque de réciprocité. Des regards échangés, l'un, cerné de noir,



est-il tout juste plus appuyé, qui interroge ne condamne pas. Rien de retransmission hostile ou précautionneuse, dans l'hygiène imposée par l'oculaire en verre.

Le jetable trop désinvolte pour convenir aux grandes heures. La gravité ne lui sied point. Qu'il soit officiellement reconnu témoin

d'un mariage d'une naissance serait inconvenant. Mieux vaut pour lui passer inaperçu parmi les invités. Il dévalerait l'assistance sous-cieuse d'être traitée avec un matériel au prix. Ses héritiers peuvent présenter curriculum vitae, et c'est

déjà celui d'un autre, son semblable. Sans plus de passé que d'avenir, comment lui reconnaître compétence ? Son témoignage, quelle qu'en soit la qualité, paraîtra toujours légèrement suspect.

Il est un professionnel bourré d'électronique ce qu'un carnet de notes tonné, avec son crayon à papier, à l'ordinateur, déchiffrable par celui seul qui connaît l'écriture. Ses témoignages ont des dimensions de mémoire, faits plus de ce qu'ils ont abandonné que de la glorification mécanique de chaque relief.

On le louera pour ses rouges tirant vers les bruns, pour ses bleus étouffés, pour ses images assourdis que déjà la brume a gagnées. La sous-exposition qu'il affectionne est un signe d'humilité, un trait d'humanité. Il affiche notre propre visage de mortels, nous lui montrons le vieillissement, le temps passé.

Le jetable ne parle jamais de lui-même. Il est un d'identité, donc sans identité. Tout juste, un laboratoire l'autopsie (1), lui trouve-t-il sa caractéristique : sensibilité : 400 ISO, focale : 35 mm, ouverture :

f/11, vitesse : entre 1/100 et 1/150 de seconde. Il n'est pas un individu, mais le témoin d'une espèce.

Les frontières l'ignorent si bien qu'il doit être patrie. Il n'a d'autre valeur à déclarer que celle d'être en tête des premiers secours à administrer en cas de détresse photographique. Et l'on ne prive pas de l'envoyer en première ligne dans les pays à risques, où dans les mains à risques — des enfants.

D'AILLEURS, il est un retour à l'enfance la photographie, aux temps d'avant, dans l'association d'une pellicule oscura aux lentilles de plastique et d'une pellicule contemporaine.

Le jetable ne connaît de fonctions qu'essentielles. Il est mortel si l'on convient que la mort peut l'être. Ses images sont déjà trop nombreuses (au Japon, il représente 35 % des ventes en France) et nous trop contraints pour composer une fratrie. Mais lorsqu'il sera clairement devenu l'objet d'un choix, les gestes simples qu'il réclame pour communiquer pourront s'ajouter au répertoire de sa étroite communauté qui moins, c'est toujours plus.

Jean-Louis Perrier

► On trouve des modèles en vente à partir de 39 F.

(1) Dossier FNAC « Pellicules »

## ESCALES

### Les mannes de l'Égypte

« Première » remarquée d'Orient. On a agréablement surpris la qualité et densité de ce voyage touristique agronomique de douze jours Égypte. Intitulé « Sur les pas de Louis-Alexis Jumeil » (1785-1823), qui fut, sous Méhémet-Ali, vice-roi d'Égypte, le rénovateur de l'agriculture égyptienne et le créateur du cotonnier, il a pensé minutieusement préparé à l'intention d'agronomes français. Mais, compte tenu de l'accessibilité ce thème agricole, qui s'appuie sur une activité traditionnelle, fondement de l'économie égyptienne, du programme visites très complet, le voyageur soucieux de découvrir l'Égypte d'une manière originale a aussi convié.

Après un trajet sur ligne régulière Égyptair, le premier jour (4 h 30 par un vol à destination d'Abou-Simbel au-dessus du lac Nasser (500 km de long, 30 km de large), pièce maîtresse de l'irrigation et l'industrialisation de l'Égypte. Visite des temples saouïs aux par une campagne de l'UNESCO au vol vers Assouan. Promenade sur le Nil à bord felouques nubiennes à voile latine pour goûter l'atmosphère paisible du site et arrêts à l'île aux Fleurs et l'île Éléphantine se mesurer l'importance crues du fleuve. Croisière d'Assouan à Louxor avec visites sites archéologiques et, intéressant directement le thème du voyage, coup d'œil sur l'ancien barrage et haut barrage d'Assouan, exposés à l'agriculture de l'Égypte, à l'écluse d'Esna pour observer prises d'eau grands canaux la vallée du Nil et les systèmes traditionnels d'irrigation. A Louxor, visite différentes vallées, et à Gournah-el-Guedida, coup d'œil aux réalisations villageoises de l'architecte Hassan Fahy qui utilise les techniques traditionnelles constructions terre, remarquables par la pureté



Sur le chemin du retour, à l'ouest de Louxor, un village d'Égypte. Catalogue de l'exposition à la BPI du Centre Beaubourg du 25 juin-7 novembre 1991.

leurs lignes. Excursion au nord de Louxor pour découvrir l'agriculture ancestrale Haute-Égypte, cultures extensives (la coupe ne sera pas achevée), systèmes d'exploitation de production. A l'aube du neuvième jour, vol Le Caire, musée antiquités égyptiennes l'Égyptologue français Mariette, musée l'agriculture, le Caire islamique et du Khan-el-Khalili. Excursion l'oasis du Fayoum (lire, le Monde Voyages du 8 novembre 1991, le Lac des Vaches grasses, un article de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz) permettant d'aborder problèmes l'agriculture confrontée la salinité. Avec Memphis, Saqqarah, Guizh, retour aux sites archéologiques précédant une journée à l'ouest du delta, le long ce qui fut la « route du désert », entre Le Caire et Alexandrie, pour voir travaux de mise valeur des arides, un antique monastère copte

Wadi-Natroun où se perpétue la tradition d'anachorétisme. Pour conclure, visites d'une exploitation moderne d'arboriculture fruitière, de petites exploitations attribuées par l'État à des diplômés d'un village d'enseignement supérieur. Définir un programme n'est pas porté du premier à l'agriculture, le Caire islamique et du Khan-el-Khalili. Excursion l'oasis du Fayoum (lire, le Monde Voyages du 8 novembre 1991, le Lac des Vaches grasses, un article de Jean-Pierre Péroncel-Hugoz) permettant d'aborder problèmes l'agriculture confrontée la salinité. Avec Memphis, Saqqarah, Guizh, retour aux sites archéologiques précédant une journée à l'ouest du delta, le long ce qui fut la « route du désert », entre Le Caire et Alexandrie, pour voir travaux de mise valeur des arides, un antique monastère copte

Montpellier, Orientale, pour qui le voyage n'est pas produit de grande consommation, propose également sur les pays arabes suggère lente découverte individuelle de l'Égypte, en 15 jours (11 F), intitulée « Promenade égyptienne ».

### Japon d'hier et d'aujourd'hui

Une reconnaissance officielle, cela stimule. C'est ce qui vient d'arriver à l'Institut d'études supérieures (IESA), dont les diplômes viennent homologués par l'Etat. Cet organisme forme aux disciplines du marché de l'art, illustrant à l'occasion l'enseignement par un voyage d'études. Ainsi, onze jours dans un Japon qu'il n'identifie pas uniquement aux kabuki, aux jardins zen et lieux culturels. La modernité de l'architecture nipponne sera particulièrement mise en valeur au cours de la

découverte d'un archipel reconnu également « lieu de création contemporaine qui déroute, exaspère, fascine ». En route, donc, du 28 avril au 10 mai pour un voyage de haute tension peut-être — des racines historiques au dynamisme contemporain ». Nommer Tokyo, Kyoto, Nara, Himeji ou Osaka, une façon de garantir l'essentiel du patrimoine japonais.

Tokyo, que l'on visite à peine débarqué de l'avion d'Air France — efficacité nipponne oblige — pour ne découvrir l'essentiel que soit. Tokyo : le Century Tower (architecte Foster), le palais impérial, le Gymnase (architecte Kenzo Tange), les quartiers de Ginza et Shinjuku, les immeubles vitrines d'architectes, la boutique d'Issey Miyake, la Flèche d'or, construit par la Française Philippe Stark pour la brasserie Asahi, les visites de l'art traditionnel, céramique, estampes, et de galeries d'art contemporain.

Tokyo, c'est aussi un lever de soleil pour aller assister, au marché au poisson, à la thons aux enchères. Quatre jours à la capitale, d'où l'on part pour une excursion à Kamakura (qui fut capitale du Japon au XIII<sup>e</sup> siècle) une journée à Nikko, où l'on se rend en train et en métro. Deux jours à Kyoto, trois jours à, successivement, Nara — avec Byōdō-in, l'un des meilleurs exemples de l'architecture aristocratique, au temple Todaiji, le plus important temple bouddhique du Japon, — Himeji, Osaka, complétant ce tour du Japon. Onze jours sur place, 27 800 F en double. Un séjour commenté par un français exerçant à Tokyo. (Renseignements : IESA, 111, rue du Faubourg-Saint-Honoré, 75008 Paris, 42-23-23-57.)

Sélection établie par Patrick Francès et Danielle Tramard

## TELEX

Deux voyages « rugby » à l'occasion du Tournoi des cinq nations. Spécialiste des britanniques, République Tours/Skyways (agences de voyage) suit l'équipe de France à Cardiff, au stade de Cardiff (du 31 janvier au 2 février, de 4 h 30 à 1 h 30 F), et à Edimbourg, à Broom (du 6 au 8 mars, de 6 h 30 à 7 h 30 F), au départ de Paris, Lyon ou Bordeaux. Sont compris le transport aérien, les transferts, deux nuits d'hôtel (3 ou 4 étoiles) avec petits-déjeuners et les entrées au stade, places debout.

Les JO d'hiver en trois dimensions avec une spatocarte au relief de la Savoie, édité par l'Institut géographique national (tél. : 42-25-87-90). Obtenir à partir d'une image hivernale du satellite Landsat, elle a enrichie d'informations touristiques et permet de localiser les sommets, les lacs, les stations qui ont le cadre des exploits olympiques. 52x62 cm, édité au 1 : 100 000. En vente dans les librairies à Paris et dans la région Rhône-Alpes, 140 F.

Les Mille et Une Nuits ou l'Orient imaginaire dans la mode arabe. Une exposition de l'Institut du monde arabe (IMA) présente, au Hergé Bilal, la production des Mille et Une Nuits (1, rue des Fossés-Saint-Bernard, 75001 Paris, tél. : 40-51-38-38). Du 21 janvier au 28 avril, tous les jours sauf le lundi, de 13 heures à 20 heures. Entrée : 20 F. A l'IMA et à la Fnac, en vente avec les dessinateurs et des écrivains (le 31 janvier, Harroude, de Tahar Ben Jelloun et son adaptation en BD par Edmond Baudouin). Dans la même veine, lire Exotisme & l'exotisme 7-8, Le Tori Editions (BP 93, 85111 Poitiers Cedex).

Dernier numéro de Distance, la revue de bord d'UTA, à la suite du regroupement des compagnies avec Air France. Au 15 janvier, le dernier numéro : Nice, Malaisie, le Mali, la route du thé vu du ciel. Dès mars, elle sera remplacée par une édition spéciale du magazine d'Air France, Atlas, et sur les UTA.



# Le cosmopolitain

C'est tout à la fois les Champs-Élysées des sonneries, la voie express nord-sud des piétons et la nouvelle cour des miracles des sous-sols. La ligne de métro numéro 4.

CENT trente-trois millions de passagers par jour, ce chiffre est une véritable poussière - la RATP le recense à l'unité près - de voyageurs de tous sexes, de tous âges, de tous milieux, de toutes nationalités, de toutes cultures, de toutes complexions, de visages et de morphologies de corps, l'empruntent annuellement, sans pas loin de cinq cent mille par jour, que ce soit sur la rampe ou sur une partie quelconque du tracé. Les conducteurs comptent une heure et dix minutes pour parcourir dans les deux sens ses 11,402 kilomètres qui traversent Paris de part en part. Et sur ce parcours, les rames se succèdent toutes les minutes et demie.

Porte d'Orléans-Porte de Clignancourt, la ligne 4, comme on l'appelle en langage administratif, parce qu'elle fut historiquement la quatrième ligne à entrer en activité, n'est ni la plus ancienne, ni la plus moderne, ni la plus banale, ni la plus spectaculaire, ni la plus rapide et encore moins la plus sûre du réseau métropolitain. Il lui manque d'être la plus fréquentée et elle aussi, à son titre, la plus symbolique de la ville. Quel mélange de cultures et de cultures elle donne, presque en toute heure, à voir ! Ligne cancéron, elle ne cesse d'ailleurs, tout au long de son parcours, de se modifier, tant dans ses stations

qu'en dans la composition de ses utilisateurs. Ligne bourgeoise, spectable et plutôt alangui au sud, où dominent les robes plissées des secrétaires, la robe plissée intellectuelle quand elle pénètre le Quartier latin, la montée en bas les jeans et les parkas, elle se marginalise à qu'elle pénètre, après Châtelet, dans l'ancien « centre » du Paris, avec un afflux de cuirs et de jeans avachis, puis se colore et se transforme à Strasbourg-Saint-Denis, où elle se transforme à fleur de peau africains, les chéchias et les djellabas arabes, pour finir en son terminus nord dans une ambiance presque dix-neuvième siècle de banlieue et d'usines. Extraordinaire voyage dans les styles de vie, plus encore que dans l'espace, qui évoque presque une traversée en long de la planète française.

Il faut dire que cette ligne a été conçue pour être une ligne de naissance presque tous les stouts. Souvenir de l'hégémonie du rail, elle a été conçue pour être une ligne de naissance presque tous les stouts. Souvenir de l'hégémonie du rail, elle a été conçue pour être une ligne de naissance presque tous les stouts.

Historiquement, la ligne 4 a d'ailleurs été construite en trois fois. En 1908, s'ouvrait le tracé nord, le plus simple à construire. De la porte de Clignancourt, la ligne s'arrêtait au cul-de-sac de Châtelet. Un an plus tard, c'était au tour de la section sud, porte d'Orléans-Raspail, à voir le jour. Le tracé du tracé devait, en logique, être rectiligne, longeant la rue de Rennes, qu'un projet urbanistique entendait poursuivre jus-



STÉPHANE ZAMBRE

qu'à la Seine, où, là, enjambant un pont-biais, elle devait rejoindre la rue du Louvre. Ce tracé au cordeau d'ingénieur devait subir l'opposition irréductible des académiciens qui, refusant que le grondement alternatif du métro ne vienne perturber les tranquilles dictionnaires, le déportèrent vers l'est, l'obligeant à s'arrêter du côté d'Odéon, puis de Saint-Michel, puis de la Seine en s'appuyant sur l'île de la Cité pour rejoindre Châtelet.

Étonnante pérennité des conformismes de circulation dans la ville : la ligne 3 achevée, la plus torturée du réseau, reproduisait, très exactement, dans sa moindre inflexion, le tracé de la célèbre ligne « TG » de la Compagnie générale des omnibus parisiens,

« Montrouge-Gare de l'Est », qui était déjà à l'époque la plus fréquentée du réseau.

Pour arriver là, il avait fallu tout de même auparavant traverser la Seine, ce qui fut une mince affaire. Rejetant plusieurs projets irréalisables, ou plus ou moins loufoques, l'on adopta enfin la technique des caissons métalliques préfabriqués étanches, assemblés sur les berges de la Seine, d'être plongés dans le fleuve et arrimés en son fond instable par une coulée de béton, dans une cavité préalablement vidée par de l'air comprimé. Cette technique, devenue classique, fut cependant rapidement un rot d'importance : deux semaines après leur ouver-

ture définitive en 1910, suite à une crue inhabituelle de la Seine, c'est un barque que l'on dut arpenter pendant un mois les nouvelles galeries infiltrées d'eau...

Qu'il semble loin le temps où les Parisiens s'émerveillaient, sans éprouver quelque angoisse irrationnelle, de voir ainsi la Seine ! La ligne 4 fut tellement partie du paysage urbain qu'on l'emprunte sans la voir. Le tracé, mis à part la bizarrerie évoquée plus haut, due à l'intervention des académiciens, plus le « coude » que fit le raccordement quelques années plus tard à la gare Montparnasse est, d'ailleurs, quand on le suit de la rampe d'une rame, d'une remarquable monotonie. Certes, il y a bien quelque déviation ou rayon d'importance : mais l'imprévu n'étant pas le fort de la technique, pour le reste, elle n'est qu'une succession aveugle de lignes droites.

Bien sûr, la ligne populaire où toutes les directions se déversent, les amoureux de la tranquillité préféreront la 1, plus bourgeoise, qui relie Neuilly à Vincennes, ou encore la provinciale 12 (Louis-Blanc-Pré-Saint-Gervais) à 38 (Gambetta-Porte-des-Lilas, quatre stations). Mais la « métromane », celle qui appelle il y a quelques années, dans un roman l'écrivain Gilles Barbedette, que c'est ici, sur cette ligne-croquet, qu'il faut se rendre pour sentir et évaluer les évolutions de la ville. Les dons jeunes intertempistes, ou simples amoureux osthètes des types féminins, vogueront d'un wagon à l'autre pour surprendre des profils inouïs de visage ou encore l'élégance parfaite des jambes. Les sociologues en tireront gravement des conclusions sur la naissance, puis la diffusion, puis les modes de la vie. Véritable podium permanent de la mode, la rue, c'est ici aussi que se reflètent instantanément tous les engouements spontanés, tels les foulards bandana ou les tresses d'il y a quelques années, le triomphe des blousons Cheyenne ou les minis ou encore le retour de la mini-jupe.

Comme toutes les lignes de métro, la 4 a ses événements hebdomadaires qui scandent son activité. Le samedi matin, les jeunes branchés, adeptes du « look noir » à la *Runway*, se retrouvent au marché aux puces, coudoient les ménagères en robe large, chargées de sacs en plastique où se lit le motif imprimé, façon Vichy rose, des emballages à Tati. Et le vendredi et dimanche soir, la Gare de l'Est à Montparnasse, alors que les rames s'arrêtent dans les stations, les voûtes résonnent des appels à la quille des permissionnaires.

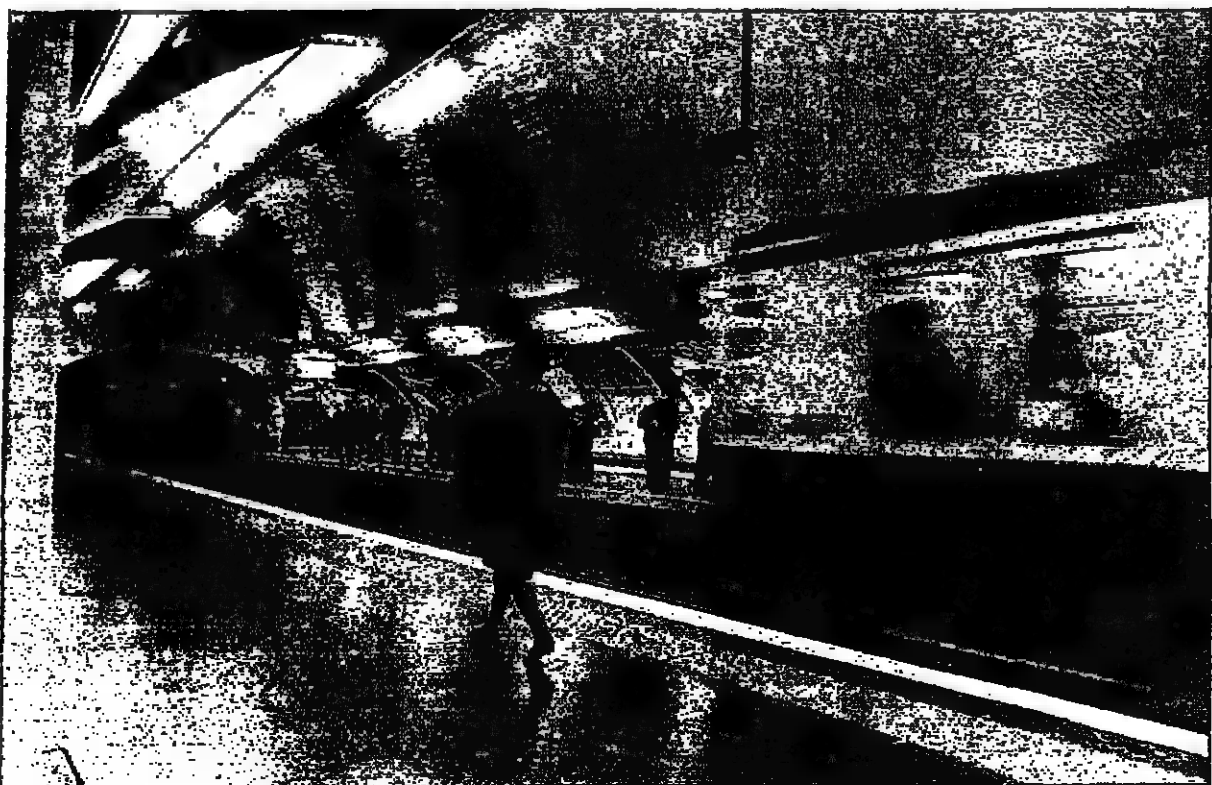
Les passagers en transit, il y a aussi les « locataires » presque attitrés de la ligne, musiciens ambulants, dealers, pickpockets et, bien sûr, clochards. Il y a aussi quelques années, une population vivant sous le jour éternel du métro avait même ses habitudes. Avant que les cow-boys du Groupe d'intervention de la police de Paris (GIPM) ne les aient délogés, il y a cinq ans, les dealers antillais négociant le « barrette » haschich ou le « képa » (paquet en verlan) d'héroïne, régnaient à leur tour sur la journée ou la nuit des maîtres de la station.

Etienne-Marcel, devenue la véritable « underground » de la drogue. Dans la station aux voûtes de la cathédrale de la Cité, l'écarter de son coin les recoins où il y a plus ou moins attribués aux clochards. Au dépôt d'Orléans, il y a le monde du souvenir de « Jésus », clochard à la longue barbe noire qui a vécu pendant plus de vingt ans. Au temps, une population « stable » aujourd'hui remplacée par une plus agressive, plus désespérée, plus que n'ayant choisi la « cloche », mais la subissant, des « sans domicile fixe » (SDF), leurs sacs Adidas fatigués limités de quelques modestes effets personnels.

Le dernier métro, vers 1 heure du matin, n'a plus le romantisme de ce salon demi-mondain évoqué par Truffaut dans son film, où juste avant le couvre-feu, sur les banquettes de bois des Sprague-Thompson, vert et rouge, se croisaient les silhouettes irrégulières, le dernier carré du monde intellectuel s'en revenant de la première d'une pièce de théâtre et quelques adeptes du « look noir » émergeant aux services des renseignements allemands. Sous la lumière jaunée des néons, les couples de touristes nordiques regagnent, après une soirée aux Halles, leur hôtel de la rive gauche. Quelques clochards endormis, affalés sur les banquettes lacérées au cutter, font le vide autour d'eux. Plus loin, toujours, en surêtement de jogging et casquettes ils se rappellent s'apostrophent bruyamment. Un Africain en boubou égrené quelques notes sur sa corne, tandis qu'un passager solitaire, témoin silencieux, écoute d'un baladeur riviés sur les oreilles, regarde voir le défilé des stations, bercé par les guitares cool du dernier Dire Straits. La ville avance, comme sur un tapis mécanique, mais chacun demeure prudemment sur sa propre planète.

Cosmopolite, hétéroclite, individualiste, répartie en tribus qui se frottent sans jamais se toucher, coudoient sans se mêler, se servent en silence, la ligne 4 est l'exact négatif photographique de Paris métro qui s'installe : une polyphonie sous-sol.

Patrice Bollon



**ISLANDE**  
geysers  
et volcans

avec votre voiture  
à bord du  
catamaran "Norröna"  
de la Smyll Line

Votre agent de voyages  
ou agent général  
Voyages AGREPA  
42, rue Etienne-Marcel  
75002 Paris Tél. 45.06.61.50



# POLITIQUE

24 Le Monde • Samedi 25 janvier 1992 •

SANS VISA  
VOYAGE



L'endroit est des plus sûrs, des plus surveillés : peu de chances pour une équipe de braqueurs de raffer la recette du casino, un soir de juin un peu chaud où ça barde près de la roulette.

## Monaco, l'or à la barre

Suite de la page 21

Derrière l'immeuble du Crédit lyonnais, le hauteur du casino, juste contre un deux, trois que les habitués appellent « le Carré d'or » par la simple vertu du prix de leur mètre carré, recommencent déjà la désavantages fiscaux. Il y a même une ruelle toute proche du cœur de la réserve, une ruelle parmi tant d'autres qui chevauche la frontière. Le trottoir de droite est monégasque. La rue s'appelle boulevard

France. Celui de gauche est français. C'est l'avenue du Général-Leclerc, artère de la très française Beauséjour. Monaco est ainsi une ville à saloir, à délimiter. Vue de la mer, le rocher du prince, la principauté ressemble à un haut parleur à plusieurs épaisseurs qui paraît d'avoir été sculpté dans le roc que l'on ne voit que par le roc. Le seul but de fournir des gradins au fameux Grand Prix de formule 1 qui nécessite, chaque année, l'intervention urbaine de près de quinze mille personnes, qu'aucun Monégasque, aucun rési-

dent ne raterait l'empire plus vaste. Mais de chance, si l'on ose dire, ce royaume a été construit dans la partie la plus accidentée de la Côte, sous les sommets de la Tête-de-Chien (556 mètres) du mont Agel (1 009 mètres). Le casino, le palais princier disposent de quelques espaces libres, plats, d'une place en tout un phénomène en son lieu. Tout le monde, certaines d'immenses possédant banque de de-chausée, country-club, piscine princière, musées, suspendu comme il le peut. Triche s'ingénie, les grands renforts chantiers fort coûteux, il s'enracine dans la pierre. Vue de la mer, donc, la base européenne de la jet-set paraît plus large, trois rangées de tours, dix-dizaines de tours, escalades, une réelle délimitation frontalière. Monaco n'a pas d'épaisseur. Monaco n'a pas d'épaisseur. La moitié du décor appartient à Beauséjour, commune sympathique, qui a plié volontiers l'atmosphère lausannoise à Monte-

Carlo, copie son goût de la propriété et du luxe, mais ne fournit pas les prestations bancaires. Alors, l'art, sur ce rocher, consiste à se carrer intra-muros. Par trois fois déjà, Monaco a étendu son minuscule territoire, jeté quelques mètres carrés de remblais à la mer, pour s'agrandir le quartier de Fontvieille, planter le Sporting Club, la résidence d'été, créer des équipements. Mais la France est partout, tout autour, et même si l'on accueille, chaque jour, près de trois mille employés de banque ou de services, de maçons, d'agents de douanes, de communes voisines, la France, malgré les liens unissant le pays par la grâce des gazettes, limite, plus que la mer, le bonheur ici proposé. A moins d'avoir habité la principauté en octobre 1957, d'un contentieux franco-monégasque brumeux, les Français, depuis 1963, sont assujettis, même très nantis, même résidents, à l'impôt sur le revenu. Leur percepteur

habite Nice. Les activités des banques sont toutes soumises au contrôle de la Banque de France, l'impôt sur les sociétés est partagé entre les deux pays, et même si la principauté tire ses mannes de la TVA, on se prend, ici, à rêver d'un refuge plus idéal encore. Les Français restent, même contrits : certains multiplient les déclarations pour ne pas résider plutôt pour ne pas résider d'appartenance. Car l'art de vivre, sur le rocher, englobe plus de notions que la simple protection bancaire. Monte-Carlo, à Lausanne, on l'a dit, à Montreux, sans un papier, sans clochards ni voyous, sans bruit, après 22 heures. Mais le traitement de nauti imposé dans la bonne conscience serait injuste pour ce bout de rocher de rêves. D'abord, il y a le prince, le palais, une royale famille, même endeuillée pour longtemps de la disparition de son actrice préférée, un royal style, avec ses ailes et ses ailes humanistes. Un vrai royaume qui n'est que justice, gère l'Hôpital Gracieux, la Bibliothèque Caroline, exige de la police, dirigée par un haut fonctionnaire français, du maintien de la port de la blanche. L'obsession de Monaco, plus que l'avoir de ses hôtes permanents, c'est le service offert de la justice.

Nulle crainte, affirme-t-on, de méfaits de la délinquance. La principauté se tient à l'abri, grâce à son réseau dru de caméras dans la rue, les ascenseurs urbains, les lieux publics. Et puis quelle chance aurait une équipe de braqueurs de raffer la recette du casino aux plus chauds soirs de juin ? A peu, compte tenu du relief, des corniches, qui furent fatales à la princesse Grace, les tunnels routiers et ferroviaires qui maintiennent la principauté dans un état de douillet cul-de-sac ? Faites-vous-même l'essai, explique un résident. Faites du bruit, vous m'avez dérobé quelque chose. La police sera dans les trois minutes.

L'œuvre bonheur local sans doute d'avoir, un jour, au dernier, croisé le destin d'un prince de grande qualité, Albert II, bon marin intrépide, qui mit tout son petit monde au sport. Monaco, l'hiver, abrite beaucoup de retraités, les sportifs sont les hôtes préférés

des Monégasques et des Français. Pas seulement pour le bonheur de croiser dans une banque favorite. Les performances, au tennis, au polo, au golf, au pigeon, à la voile, etc. Pour le Rallye de Monte-Carlo, l'hiver, le tournoi de country-club, pour le Grand Prix. Le sport, par l'habitude laissée par le prince océanographe, est devenu un culte. Monaco se passionne pour son équipe de football. Le foot, c'était sûr, à l'origine, le plaisir du peuple monégasque, subventionné, comme tout, par la famille princière. Car à Monaco, bien symbolique, réduit à cinq mille âmes, prioritaires, quelques logements sociaux, couverts, aimé par son souverain. Les Monégasques, souche, ceux de droit, italiens nés à la fin de la guerre au creux du rocher, tiennent commerces, habitent plutôt en bas du palais. Leur leur marché, fréquentent plutôt la rue Grimaldi que les palais de Monte-Carlo. Mais leur leur leur royaume est d'opinion, leurs pères tiraient aux Gènes, à l'occupant espagnol, et au tuteur français. Ils ont le goût de leurs relations internationales, même si les fastes, le palais rose, se mêlent aux parties de jeu du casino ou aux réunions de l'Automobile-Club.

## COURRIER Retour à Nha-Trang

L'article « Saint Yersin de Nha-Trang », publié dans le Monde le 27 décembre 1991, a suscité plusieurs témoignages de la part de nos lecteurs. Le docteur Jacques Voelckel, de Marseille, nous écrit : « J'ai lu le plus haut intérêt l'article de Christian Colombani. Une précision me paraît toutefois nécessaire. Yersin était surnommé « Monsieur Nam » par les habitants de Nha-Trang. Cela signifie effectivement cinq vietnamiens. Et cinq rapportait, au cinquième rejeton de la famille, mais cinq galons de Yersin. Celui-ci était médecin principal de 1<sup>re</sup> classe, c'est-à-dire colonel, du Corps de santé des colonies, créé en 1890. Il appartenait au service, au statut militaire, dont le rôle est essentiel dans le développement de la santé publique outre-mer.

« J'ai été particulièrement remué par l'article que vous consacrez au docteur Yersin, dans lequel vous évoquez Nha-Trang, et surtout Dalat. Veuve de la guerre

d'Indochine, ce nom évoque une multitude de résonances. « J'ai m'apprendre que ce serait aujourd'hui une ville de 120 habitants ! En 1946, c'était un bonnement coin de montagne, composé d'un embryon de bourg, le fameux marché quadrilatère constituant le centre, entouré de quelques commerces et maisons d'habitation ; le gros de celles-ci constitué par des dizaines de villas, certaines luxueuses (le domaine de Bao Dai...), disséminées et isolées dans la forêt, et ce sur des kilomètres carrés. « Trois lacs, dont le plus grand, auquel vous faites allusion. Sur ses rives, se dressait le dos du Lang-Palace, on apercevait à l'horizon la lycée Yersin ou son clocheton. Il y avait à fait pas mal d'endroit évoquant la Suisse, et même un petit Norvège.

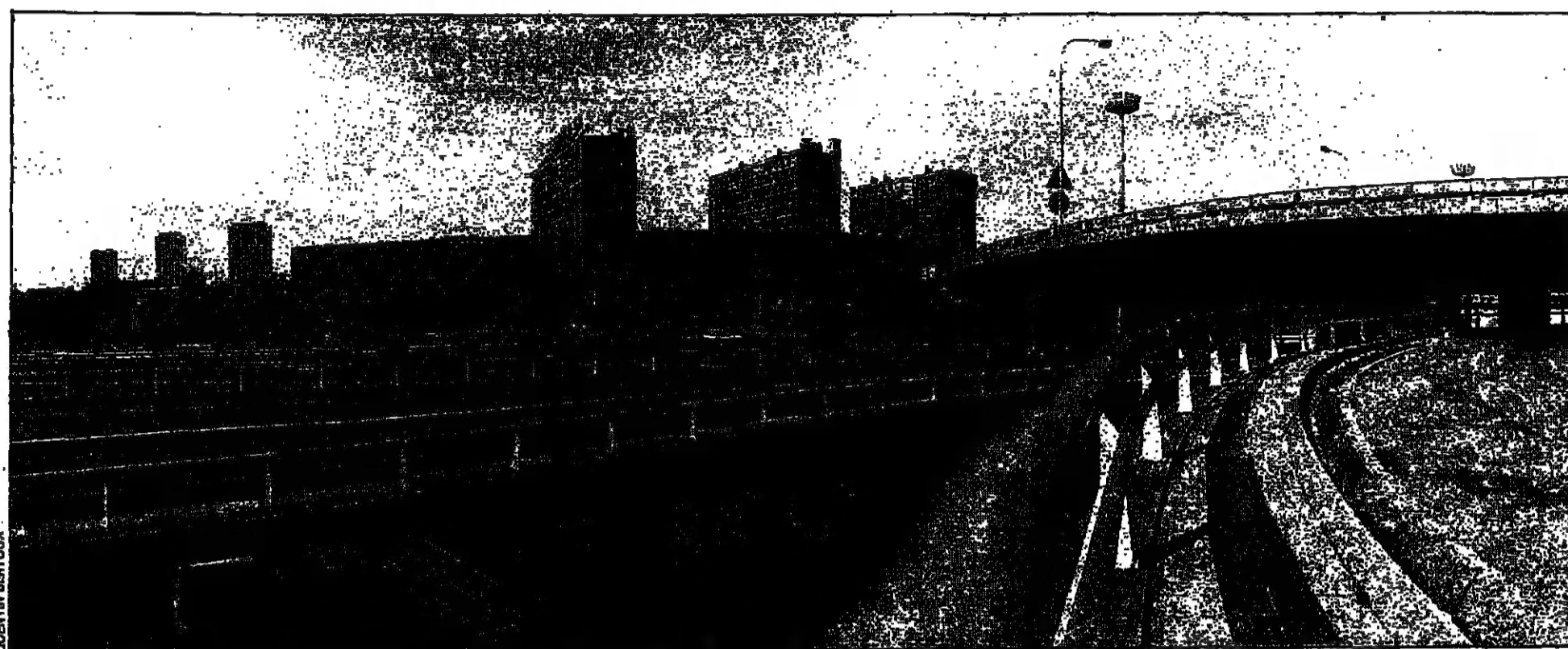
« A l'époque, la population annamite n'était pas très importante. Par contre (je ne sais ce qu'il en est à présent), il existait, en fait en dehors du bourg, des tribus vivant à l'état demi-sauvage, inspirant la crainte au Vietminh ! Ce qui rendait le séjour de l'Indochine un privilège au sein de l'Indochine. « De côté, M. J.-P. Cassarini, de Pertuis (Vaucluse), nous indique : « Personnellement, j'ignorais que ce royaume qui nous réconcilie (un peu) ce passé colonial bien lourd à porter parfois de nos jours. Pourtant, pour qui a voyagé dans ce pays récemment, bien sûr, l'œuvre demeure. Je pense notamment à ces Laotiens qui apprennent la français tout seuls dans les arrière-boutiques. Ils ne peuvent pas avoir de négatif qu'on le dit, dans le domaine.

De notre envoyé spécial  
Philippe Boggio

مكتبات الأصل



# Préhistoire du périphérique



L'échangeur de Bagnolet.

Paris n'est pas une ville sans fin. Elle a su dessiner ses limites successives, en conserver la trace (fragments du mur de Philippe-Auguste) ou le tracé (les boulevards), et se donner une forme. Aujourd'hui, le boulevard périphérique semble avoir installé la dernière frontière. Flash-back au pavillon de l'Arsenal sur l'histoire d'une limite, avec une exposition présentée par Jean-Louis Cohen et André Lortie sur les cent cinquante années qui ont fait rimer « fortifs » et « périf ».

**S**ANS « fortifs », pas de « périf » : il aura fallu l'enceinte de Monsieur Thiers, le mur, les fossés, le glacis et la zone militaire pour qu'aujourd'hui les boulevards des maréchaux, la ceinture des habitations à bon marché (HBM) et l'autoroute périphérique signifient à la capitale ses limites. Celles du Paris de 1860, qui confirmait par l'annexion une conquête territoriale esquissée vingt ans plus tôt avec le rempart et qui cédait à la tentation de nommer quartiers ces villages et ces faubourgs, Bercy, Belleville, Montmartre, Auteuil, Vaugirard, que le mur édifié en 1840 pour défendre la capitale avait annoblis.

Le « périf », anneau d'asphalte où tourne le métal hurlant juchant la ville d'un vacarme sans répit, billard qui attire une circulation que d'un même mouvement il rejette, moderne boulevard du crime dans le gémissement de la tôle froissée, circuit inévitable, calamité admise et chenal d'une limite claire de la topographie, le périf a une histoire, une préhistoire qui commence en 1815.

Les alliés campent dans les jardins des Champs-Élysées, où les Russes laisseront derrière eux le mot « bistro » ; l'ennemi, Blücher, est entré dans Paris. Déjà, le 31 mars 1814, Paris avait été déclarée ville ouverte. Cette double humiliation hante le discours

politique et patriotique si bien que Monsieur Thiers, en 1840, arrache au Parlement la décision de construire un rempart — au moment où les villes d'Allemagne et d'Autriche sont en train de songer à se défendre des leurs — autour de la capitale. Arago, Lamartine ont combattu l'idée : « La plus flagrante réaction contre la Révolution française », clame le poète-député devant ses pairs. Pourtant, ce qu'on appellera plus tard « l'embastillement » de Paris l'emporte.

On a débattu des avantages comparés du mur continu, qui appellerait le peuple à monter aux créneaux, et des forts détachés, qui pourraient inciter le pouvoir à retourner ses canons contre la population (comme cela vient de se produire à Barcelone, au fort de Montjuïc). On fera les deux ; on le fait, d'ailleurs, en un temps record. Cinq ans de travaux seulement et vingt-cinq mille hommes pour construire ce qui devrait, selon le maréchal Soult, « faire l'effet de l'océan pour l'Angleterre et des glaces pour la Russie » : sur 35 kilomètres de long, une enceinte bastionnée, régulièrement ponctuée de quatre-vingt-quatorze avancées ; un mur, haut de dix mètres, surmonté d'un boulevard large de six ; devant, un fossé, large de quarante mètres, et une contrescarpe. Enfin, on décrète non seulement une zone de 250 mètres de profondeur, qui traverse la campagne, les champs, les cultures maraîchères. A l'ouest, la muraille sépare les Parisiens du bois de Boulogne ; à l'est, elle prend pour repère le fort de Vincennes, qui sert de modèle aux dix-sept « forts détachés » (Rosny, Romainville, Montrouge, Bicêtre, etc.) qui existent encore aujourd'hui, alors que de l'enceinte elle-même il ne reste pratiquement rien.

Avec le temps, l'erreur militaire deviendra un excellent calcul d'urbanisme, le caprice stratégique, une étonnante réserve foncière. Sans fortifs, pas de périf !

Le premier à s'en saisir, c'est bien évidemment Haussmann, l'entrepreneur préfet (auquel le pavillon de l'Arsenal rendait dernièrement hommage). Il profite du tracé qui, pour protéger Paris d'un peu loin, avait pris ses distances

avec l'emprise réelle de la capitale et coupait, à travers champs, englobant des villages ou traversant leur territoire. Il le choisit tout simplement comme frontière du nouveau Paris quand il annexe, en 1860, onze communes limitrophes et quelques autres partiellement, pour créer les arrondissements numérotés de 13 à 20 que nous connaissons. Aussitôt, bals et guinguettes, fuyant l'octroi perçu aux nouvelles portes de Paris, « font le mur ».

L'ouvrage militaire est absurde : trop tard, trop près ! et va le prouver bientôt. A peine achevé, on parle de son déclassement et on en discute pendant trois quarts de siècle, jusqu'à la décision officielle, prise en 1919. Entre-temps, une mythologie contrastée a pris appui sur les murs de moellons, sur les talus gazonnés : tandis que

Point de fixation à l'horizon des lites politiques, reflet réactif de la lutte des classes dans ce dix-neuvième siècle violemment conflictuel, l'enceinte de Monsieur Thiers aggrave son cas aux yeux des Parisiens en les défendant mal contre les Prussiens : les canons Krupp ont fait des progrès et peuvent atteindre la ville au cœur (3700 projectiles pendant les 132 jours du siège soutenu par la capitale durant l'hiver 1870) en restant hors d'atteinte de l'artillerie installée dans les forts avancés, ces « chiens de garde énormes de Paris », que Victor Hugo décrit dans l'Année terrible. Puis la « muraille sainte » (Hugo encore) perd des points auprès des conservateurs quand elle aide la Commune insurgée à tenir tête, de mars à mai 1871, aux troupes des Versaillais. Espace de rêverie grandiose pour les bâtisseurs,

couchent, harassés, aux pieds de la ville » (J.-K. Huysmans, *Croquis parisiens*, 1880), la « zone militaire, nue, déserte, blanche de gravats, à peine égayée de loin en loin par un cabaret de planches » décrite par Zola en 1878, qui note : « Cela leur suffit, ils sont enchantés, ils regardent la nature, à deux ou trois lieues ; les hommes retirent leurs vestes, les femmes se couchent sur leurs mouchoirs étalés (...) puis ils rentrent dans la fournaise des rues. Ils disent sans rire : nous revenons de la campagne. »

Cependant, le débat a pris forme : il faut, propose le député Martin Nadaud, en 1882, « briser la camisole de force » de cette ville où, comme l'écrivait Jules Romains dans les *Hommes de bonne volonté*, « le rempart émoussait l'élan des quartiers neufs, arrêtaient les avenues (...), y laissaient fermenter les voyous et les ordures ». Mais quand on commencera, dans les années 20 et 30 (après le déclassement officiellement voté en 1919), à ériger des logements, les HBM, sur les terrains cédés par l'armée et les bastions arasés, la déception sera générale, de Céline à Le Corbusier, et les jugements sans nuance et sans appel. « Une immense, une gigantesque déconvenue, un gouffre de désillusions » pour l'architecte chef de file des modernes. Des « constructions rigides et désolantes » pour Eugène Ionesco ; de grands immeubles « en papier mâché » pour Cendrars (en 1949), des maisons « roses, grenat ou pomme de terre pelée, par rang de quatre, au fil de la zone » pour Jacques Audoubert (en 1934), « un désert pour le cœur et pour l'esprit » (Le Corbusier), tandis que Céline voit, dans *Mort à crédit*, disparaître la muraille et le bastion : « Tout y passera, la ville bouffe ses vieilles gencives. (...) Bientôt, ça ne sera plus partout que des demi-gratte-ciel terre cuite. »

En cent cinquante années de débat permanent, trois décisions autoritaires auront ponctué la transformation des abords de Paris : la construction du rempart (Thiers), l'annexion des communes riveraines (Haussmann) et l'expropriation des « zoniers », décidée par le régime de Vichy,

contre des petits propriétaires dont les droits auraient pu ne s'éteindre qu'en 1971. C'est aussi pendant la dernière guerre qu'on parle pour la première fois de « boulevard périphérique » : le premier tronçon sera inauguré en 1960 et il sera achevé en 1973.

Les « demi-gratte-ciel terre cuite », depuis, ont trouvé grâce à nos yeux. Il serait amusant, et donc parfaitement injuste, de ne retenir que les sarcasmes les plus féroces contre des opérations où nous avons appris, avec les dernières générations d'historiens de l'architecture, à lire le souci du détail, la variété des façades, le soin mis à les réaliser, et aussi à comparer ces bâtiments avec certaines prouesses de bâtisseurs plus récents et moins sérieux.

Espace d'utopies (non réalisées) pour les meilleurs architectes de leur temps (Auguste Perret, Sauvage, Le Corbusier) ou chantier répétitif pour les plus conciliants avec les intérêts du promoteur (Heckly pour la SAGI), lieu de débats ambitieux sur les fins de l'urbanisme et la forme urbaine (Louis Bonnier et Marcel Poète avant 1914, Hénard, Forestier, le concours de 1924, les idées pour la porte Maillot), la ceinture de Paris est aussi, selon l'expression des auteurs de l'exposition et du livre qui l'accompagne, un splendide « cimetière de projets ». Jean-Louis Cohen et André Lortie en ont dressé l'inventaire exhaustif, établi, au cours de six années de recherches, la hiérarchie, comparé les mérites et traduit les thèses qu'ils exprimaient. Un travail conçu par une exposition qui fait, avec une maquette de 35 mètres de long, et le tour de Paris et le tour de la question.

Michèle Champenois

► L'exposition « Des Fortifs au périf. Paris, les Seuls de la ville » est présentée au Pavillon de l'Arsenal, 21, boulevard Morland, Paris 4<sup>e</sup>, à partir du 24 janvier. Autour d'une grande maquette de la ceinture de Paris, elle illustre l'histoire de ce territoire, à partir des fortifications de 1840, les projets d'urbanisme et d'architecture qu'il a suscités, réalisés ou non, et propose quatre-vingts balades : centre commercial à Bercy, de Renzo Piano ; hôpital Robert-Debré, de Pierre Riboutet, à la porte des Lilas, etc., soit l'architecture « vue du périf ». Le catalogue, par Jean-Louis Cohen et André Lortie, est publié aux Éditions Picard, 340 p., 320 F.



Fortifications aux abords de la porte Bagnolet, Henry Cheffer, « L'Illustration », 1925.

le petit peuple de la capitale s'empare de ces espaces libres pour y inventer son « eldorado du dimanche », les bourgeois, eux, y cantonnent leurs frayeurs. Les écrivains, les peintres, les chansonniers, l'ont confirmé : où se retranchent les biffins, les apaches, ferrailleurs et chiffonniers, sinon dans les cabanons et les appentis d'un paysage pittoresque et incontrôlable ?

Zone, zoner, zonard, zonier. L'abbé urbain range volontiers ses exclus à la lettre Z, aujourd'hui zip et zupéux, « la » zone, là où comme disait Coluche « y avait rien, pas un troquet, pas une mobylette, y avait rien, la zone, au vois ».

d'évasion pour les citadins, lieu de récrimination aussi. Avant d'avoir à se plaindre du bruit du périphérique, l'opinion aura fait de la ceinture de Paris le lieu de maintes batailles et de bien peu de satisfactions.

Quand la muraille aura fait son temps et que la décision de la supprimer sera en discussion, les observateurs, les écrivains exprimeront le regret collectif de cette aire de liberté, de ce grand terrain d'aventure que représentaient la promenade du mur, les bastions et la « zone » dans l'imaginaire parisien.

Pourtant, ce n'est pas vraiment un paradis, cette « merveilleuse et terrible vue sur les plaines qui se



# POLITIQUE

26 Le Monde • Samedi 25 janvier 1992 •

SANS • VISA  
JEUX

## Bridge

n° 1470

### ROUTE TRAITRESSE

Ce petit problème de Pawie est amusant, car on croit en trouver très vite la solution. Mais il y avait une défense imprévue.

♠ A3  
♥ A7654  
♦ D7  
♣ A54

♠ R107  
♥ R2  
♦ A109832  
♣ D8

♠ V86542  
♥ D3  
♦ V6  
♣ 1076

♠ D9  
♥ V1098  
♦ R54  
♣ V932

Ann. : O. don. N-S vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
10 contre 1 SA  
3 SA passe passe...

Ouest entame le 10 de Carreau, comment Sud peut-il réussir TROIS SANS ATOU quelle que soit la défense ?

Réponse :  
Si l'on craint de laisser la main à Est quand on franchira les Cœurs, on peut penser immédiatement à *Baiser au Roi*, qui consiste à prendre la main à Trèfle (après avoir tiré As Roi) et à jouer Cœur de la main de Sud. Si Ouest fournit le Roi, on laisse passer, et, s'il met le 2 de Cœur, on tire l'As de Cœur et Cœur, mais ça ne marche pas, car Ouest aura pris soin de *défausser le Roi de Cœur* sur le Valet de Trèfle !

Voici la bonne solution : Nord fait la levée avec la Dame de Carreau, sur laquelle Est doit fournir le Valet (première embûche). Nord joue ensuite le 4 de Trèfle et Sud met... le 9 de sa main (seconde embûche) ! Ouest prend et, s'il joue une des boules noires, Sud franchira les Cœurs en jouant de sa main et en donnant le Roi de Cœur. Si, au contraire, Ouest continue Carreau, Sud donnera à Est la Dame de Cœur (puisque n'a plus de Carreau).

Remarques : 1) si Sud tire As Roi de Trèfle et le Valet de Trèfle, Ouest jette le Roi de Cœur pour la chute ; 2) si Sud tire l'As de Trèfle, Ouest prend et contre-attaque le Roi de Cœur ! 3) si Sud laisse passer la première levée à Carreau, Est (en main avec le Valet de Carreau) contre-attaque Pique...

### LE ROLE DE LA TECHNIQUE

Il faut savoir imaginer la distribution adverse qui permettra de concéder le minimum de levées dans une couleur. Mais c'est souvent difficile, comme dans cette donne d'un championnat du monde où le déclarant américain n'a pas trouvé la solution.

♠ D6  
♥ VRD  
♦ A63  
♣ R97532

♠ AR8  
♥ 98753  
♦ R75  
♣ A4

♠ V9  
♥ V104  
♦ 9842  
♣ DV106

Ann. : O. don. Tous vuln.  
Ouest Nord Est Sud  
Forquet Lazard Siniscalco Fry  
10 24 passe 24  
passe 34 passe 44

Ouest ayant entamé le 9 de Cœur, comment Fry en Sud aurait-il dû jouer pour gagner QUATRE PIQUES contre toute défense ? Quelle répartition des atouts fallait-il espérer ?

Note sur les enchères :  
L'enchère de « 2 Piques » n'était pas forçant, mais on comprend que Nord ait fait un effort vers la manche en déclarant « 3 Piques ». En revanche, Sud n'aurait peut-être pas dû déclarer « 4 Piques ».

A l'autre table, Belladonna et Avarélli en Nord-Sud s'étaient arrêtés à « 2 Piques » juste faits !

### COURRIER DES LECTEURS

Tournoi en Bulgarie (n° 1462)

Un lecteur, J. Menard, signale que, même si le 10 de Pique n'est pas maître, cela ne change rien, car Sud peut couper cette carte sans nuire à la réussite du contrat. C'est exact, car il suffit de terminer en double coupe.

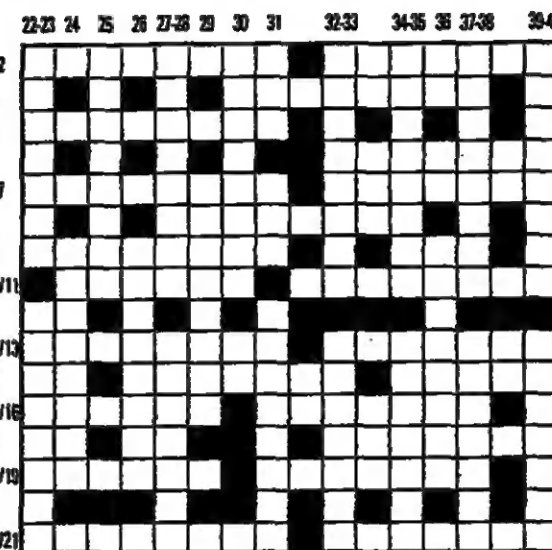
Philippe Brugnon



## Anacroisés (R)

n° 701

Les anacroisés sont des mots croisés dont les définitions sont remplacées par les lettres de mots à trouver. Les chiffres qui suivent certains tirages correspondent au nombre d'anagrammes possibles, mais inscrites sur la grille.



### HORIZONTALEMENT

1. AAEINNST (+ 3). - 2. ACCOEUR (+ 1). - 3. EINOORTU. - 4. EGINNORU. - 5. EFIMNOR (+ 1). - 6. ALNORSTU (+ 1). - 7. AENRTU (+ 3). - 8. EEPST. - 9. AEMRUT. - 10. EENORS. - 11. AEEFFST. - 12. EEMRTV. - 13. AEMNTU. - 14. AELMOSU (+ 1). - 15. APOSSU (+ 1). - 16. ADEORTU (+ 4). - 17. AAEIPRS (+ 3). - 18. ADEENS (+ 1). - 19. AEGHINS (+ 4). - 20. ACEERTU (+ 4). - 21. AEISSS (+ 1).

### VERTICALEMENT

22. AELNRUU. - 23. AELMOOPT. - 24. ACDIMORU. - 25. AEGNRUTU. - 26. AECINOUV (+ 1). - 27. AAEINNRU. - 28. EINNRTU (+ 2). - 29. EEGILPSS. - 30. EENOSNST. - 31. AEGIMORT. - 32. ACHINRT. - 33. AAEIPST (+ 4). - 34. CEEFNOS. - 35. ABEORS (+ 2). - 36. DEEORTU. - 37. AEEGRRTT (+ 1). - 38. AEESSS (+ 1). - 39. AEEHMS (+ 1). - 40. BEORST.

SOLUTION DU N° 700  
1. APPETIT. - 2. OIIMIQUE.

### URBI ET ORBI

Profitez du grand chambardement en train de parcourir la carte de l'Europe pour affûter vos connaissances scrabble-géographiques grâce à un quiz *ad hoc*. Toutes les réponses ont huit lettres au maximum.

1. Yougoslavie : SERBE, CROATE. Trouvez deux adjectifs supplémentaires.  
2. Ex-URSS. Outre la Russie, onze anciennes Républiques génèrent une langue ou un adjectif jouables.  
3. Départements français. Nous vous faisons grâce de l'AUBE, du CALVADOS, de la SEINE, etc. En voici certains dont les homographes sont moins connus et dont nous vous donnons la préfecture : Aurillac - Valence - Toulon.  
4. Trouvez les préfectures des départements suivants : Lot - Hautes-Alpes - Sarthe - Eure-et-Loir.  
5. Afrique. Six Etats dont voici les capitales : Bamako - Mogadiscio - Kinshasa - Khartoum - Porto-Novo - Conakry. Question subsidiaire : quelle est la capitale de la Libye ?  
6. Un Etat d'Amérique du Nord, un d'Amérique centrale, deux d'Amérique du Sud.  
7. Trois Etats des Etats-Unis, tous en huit lettres.

Réponses. 1. SLOVENE - BOSNIEN. 2. LETTON. ONE ou ONNE - ESTONNIEN - MOLDAVE - ARMENIEN - KIRGHIZ - KAZAKH - TURKMENE - OJUZBEZ - AZERI - GEORGIEN - TADJIK. 3. CANTAL - DROME, ensemble des embarcations d'un navire - VAR, unité d'énergie réactive. 4. CAHORS - CAP, décalage, fossé - le MANOS - CHARTRES, chartre. 5. MALI - SOMALIE - ZAIRE - SOUDAN, sultan (vx) - BENIN - GUINEE - TRIPOLI, roche formée de débris. 6. CANADA - PANAMA - BRÉSIL, bois rouge utilisé en teinture - EQUATEUR. 7. VIRGINIE - MARYLAND, tabac - CAROLINE, de Charlemagne.

Michel Charlemagne

Club de Vercors, avenue Turrello, 10 décembre 1991  
Toujours le mardi à 20 h 15

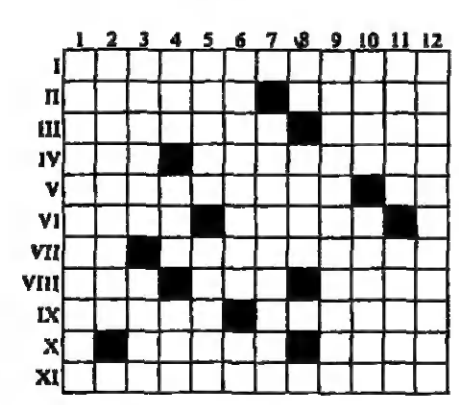
Utilisez un cache afin de ne voir que le premier tirage. En baissant le cache d'un cran, vous découvrirez la solution et le tirage suivant. Sur la grille, les rangées horizontales sont désignées par une lettre de A à O ; les colonnes, par un numéro de 1 à 15. Lorsque la référence d'un mot commence par une lettre, il est horizontal ; par un chiffre, il est vertical. La tiret qui précède parfois un tirage signifie que le tirage précédent a été rejeté, faute de voyelles ou de consonnes. Le dictionnaire de référence est l'Officiel de Scrabble (Larousse).

N°	TIRAGE	SOLUTION	POS.	PTS
1	YTERUGS	STRYGE (a)	H 8	36
2	U+UMDYRK	KYUDYO (b)	I 1 G	46
3	UMR+AVAT	VAUTRE	13 C	20
4	MA+ELDOP	PLASMODE (c)	E 6	63
5	AENHLE	ANHELE	12 J	24
6	E+OMUSDA	DOUMAMES	M 2	83
7	JCOLEIC	JOLIE	N 10	56
8	ECANIQI	NIECE (d)	O 8	34
9	AQHREKA	AREQUE	4 H	30
10	A+SMEIBU	EMBUAIS	15 H	96
11	BZRLQEW	BORDEZ	2 J	48
12	TNUFLI	ZIST	O 2	30
13	JUNEORW	WURM	6 J	36
14	INEO+FFE	EFFANE	H 1	34
15	IO+LXTNI	TEX	M 11	51
16	IO+LXTNI	(SILIONNE (e))	A 1	74
17	OSTNITL	STILTONS (f)	12 D	26
18	ACVUARL	VAU	14 A	29
19	CARL+HPE	PAGELLES (g)	F 3	65
20	LPE+SGEA			955

(a) Ou STRIGE, vanstre mi-choin, mi-femme. (b) Tiré à l'arc japonais. (c) Cellule à plusieurs nervures. (d) PANIQUE, FR, part 2 pta. (e) Fil de verre microscopique. (f) JOLIONEN, 18, 58. (g) Fromage anglais. (h) domoies.

## Mots croisés

n° 699



### HORIZONTALEMENT

1. Ce ne sont pas tous des gâteaux de potence ! - II. Outrepasse ses droits. Agnès ? - III. Ecorchent. Ville moyenne. - IV. Possessif ou servent au dessin. Pastoral d'un drôle de type. - V. C'est ce qui donne la vie. Toujours meilleur. - VI. Au bord de la Loire. Couvre le prêtre. - VII. Démonstratif. Remise à neuf. - VIII. Rivière. Article. Complète la rose. - IX. Vs ensemble. Fou mélo-dieux. - X. Annonce les arrivées. Le tien est en désordre. - XI. Font partie du rituel.

### VERTICALEMENT

1. Ça serre... - 2. En cuisine. - 3. Le temps nous y est mesuré et parfois offert. Encaisse moins qualificatifs. - 4. C'est un choix. Les Latins la dissuadent leur. Se frotte ici de bas en haut. - 5. A de quoi faire vomir. Elimine le superflu. - 6. Se fait sur les eaux calmes. Possessif inversé. - 7. Le premier est entamé. - 8. Ira jusqu'au

### SOLUTION DU N° 698

#### Horizontalement

1. Haut Karabakh - II. A priori. Auro - III. Upérissent. Ou - IV. TAT. Nouaient. - V. Preneur. Frau. - VI. Aure. Issos. - VII. Elal. El. Ti. - VIII. Le. Télémetre. - IX. Esterel. User. - X. Usité. Lésine. - XI. Reversements.

#### Verticalement

1. Haut-parleur. - 2. Appare. Ess. - 3. Urethre. Tir. - 4. Tir. Neutres. - 5. Koiné. Aérer. - 6. Arsonnée. - 7. Rieurs. Elle. - 8. Na. Sam. Ent. - 9. Batifoleuse. - 10. Au. Ex. Toin. - 11. Krons. Trent. - 12. Hauturiers.

François Dorlet

### TOURNOI DES GRANDS MAITRES

Reggio-Emilia, 1992.  
Blancs : L. Polgarevsky.  
Noirs : B. Gelfand.  
Défense Grünfeld.

1. d4 C8 16. Fxd4 C6  
2. C3 g6 17. Fxh6 (f) Fxh6  
3. g3 g6 18. Cx4 (h) dxc4 (f)  
4. Fg2 d4 19. Txd8 Txd8  
5. d4 d5 (g) 20. Dxd4 (m) Td2  
6. Cb-a2 (b) a5 (f) 21. f4 Txd2  
7. e1 g5 22. e5 g5  
8. Cc3 (d) Cx4 (e) 23. Cx5 Td1 (e)  
9. Cc3 (d) Fc3 24. Cx5 (f) Cx7 (g)  
10. h3 C8 25. Txd1 (e) Fxh1  
11. Fh2 a7 26. Dxd7 Fd4  
12. Cx4 (f) F6 27. g3 Fxd3  
13. Dd1 (g) a3 28. Rf1 Td7  
14. Fc3 c5 (h) 29. Dd6+ Td7  
15. Td4 (f) pxd4 30. abandon (f)

### NOTES

a) Gelfand joue volontiers depuis quelques années ce « système Schlechter » de la « défense Grünfeld ».  
b) Ou 6. Cxd5 ; 7. c4, Ff6 ; 8. cxd5, Fxd5 ; 9. Fh3, g5 ; 10. dxc5, Cx4 ; 11. Cx3, Cx6 ; 12. Fd3, Fg6 ; 13. Dg2, Fd4 ; 14. Fxd4, Dxd4 ; 15. Fg2, Ta-c8 ; 16. Cx3, Cx3 ; 17. bxc3, Df6 avec égalité (Spielman-Kasparov, Reykjavik, 1988) ou aussi 6. c4, cxd4 ; 7. Cx3, Cx6 (après 7... c3 ; 8. bxc3, c5 ; 9. d3, Cx6 ; 10. Dd2, Da5 ; 11. Fb2, Cx5 - 11... Ff5 vaut mieux ; 12. Ta-c1, b6 ;

### Echecs

n° 1473

13. Cd2, e6 ; 14. Cb3, Da6 ; 15. c4, Cd-b4 ; 16. Cb5, Da4 ; 17. Cx3, Da6 ; 18. a3, abandon. Ivantchouk-Gelfand, Linares, 1991) ; 8. Cx4, c5 ; 9. b3, Ff5 comme dans la partie K. Georgiev-Stohl, Dortmund, 1991.

g) Les Noirs préparent l'ouverture de la colonne a à leur T-D, une idée que Gelfand a déjà expérimentée plusieurs fois.

d) Ou 8. cxd5, cxd5 ; 9. Cx5 ou 8. b3, a4 ; 9. Fb2, a3 ; 10. Fc3, Cx4 ; 11. Cx6, dxc4 ; 12. Cd2, c5 avec égalité.

e) Une réaction connue pour éliminer le C blanc trop bien installé sur son avant-poste. 8... Cb-d7 est possible ; 9. Cd-f3, Cxd5 ; 10. dxc5, Cx4 ; 11. cxd5, cxd5 ; 12. Fd3, Ff6 ; 13. Td1, Dd7 ; 14. Dd4, Tf-c8 avec un jeu égal (Olafsson-Uhlmann, La Havane, 1966).

f) Sans doute une perte de temps. 12. bxc4, Da5 ; 13. cxd5, cxd5 ; 14. Cx3 pouvait arriver sans, cependant, gêner les Noirs.

g) 13. b4 est douteux à cause de 13... a3 ; 14. Fc3, dxc4 ; 15. Cx6, Cx6 ; Fxh4, c51 et si 17. Fxb7, Ta7.

h) Avec une étonnante facilité, les Noirs ont pris le contrôle des cases centrales et démontré la dysharmonie des forces ennemies (Ch4-Dc2-Fc3-Cd2).

i) Il est nécessaire de donner au Fc3 une case de fuite en a1 ; en

### SOLUTION DE L'ÉTUDE N° 1472

L. KUBBEL (1955)

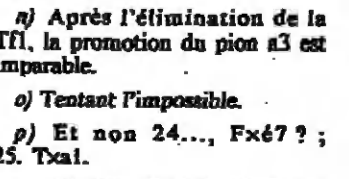
(Blancs : Ré1, Dh8, Fd2. Noirs : Rf7, Da6, Pa5, c4, e6, f6 et g5.)

1. Dh7+, Rf8 (si 1... Rf8 ; 2. Fh5 suivi du mat) ; 2. Dg7, g4 ! ; 3. Fxc4 ! (si 3. Fxc4 ?, Dd5 !), Da8 ; 4. Fb5+ !, Rf8 ; 5. Fg6, Da6 ; 6. Dd8+, R ad libitum ; 7. Fb5 gagnant la D. Jolie domination.

### ÉTUDE N° 1473

G. KASPARIAN (1956)

(Blancs : Rb4, Da1, Fc5. Noirs : Rb7, Tg6, Fa7, Fc7. Les Blancs jouent et gagnent.)



Blancs (3) : Rb4, Da1, Fc5. Noirs (4) : Rb7, Tg6, Fa7, Fc7. Les Blancs jouent et gagnent.

Claude Lemoine

مكتبة الأمل



# Veau « en belle vue »

« **T**a robe, ô hareng, c'est la palette des soleils couchants, la patine du vieux cuivre, le ton d'or bruni des cuirs de Cordoue, les teintes de santal et de safran des feuillages d'automne... »

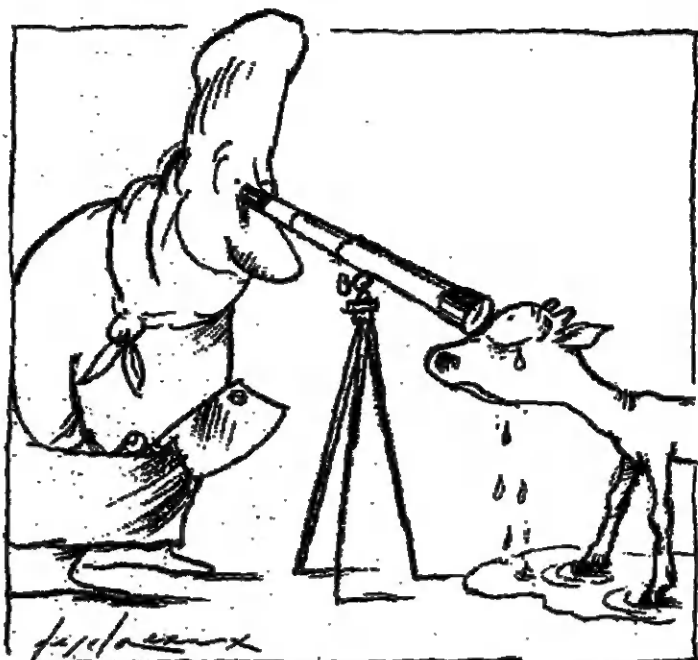
Ces lignes poétiques et savoureuses, cette « photographie » merveilleuse du hareng, peut-être penserez-vous qu'elle arrive ici comme cheveux sur la soupe... de poissons ! Que non point ! Elles sont de Joris-Karl Huysmans, dans *A rebours*.

Mais qui lit encore Huysmans ? Et qui se souvient de son héros, M. Follin, à la recherche d'un honnête restaurant de célibataires ? Fy songez en lisant l'excellent ouvrage à lui consacré par Jean Borie (1) : un chapitre entier est consacré à la cuisine dans l'œuvre de Huysmans, dont un des personnages, Des Esseintes, inventa l'« orgue de bouche ». Mais que ses contemporains peignent comme un « chipoteur » de petits plats. Les Goncourt ajoutent : « Il abondait en définitions gastronomiques d'une exactitude vireuse. »

Et justement, dans ce livre, entre l'évocation d'un miroton « embroché de moutarde » et une mise en garde contre les « distillations perfides des borgia de la limonade » - il était en avance sur son temps, le cher Huysmans ! - je retrouve cette allusion au veau « en belle vue » des restaurants (je cite) : « A la gelée sous laquelle apparaît, ainsi qu'au premier étage de la tour, la dégouttante teinte de la graisse jaune... »

La tour, c'est la tour Eiffel dont il était, avec bien d'autres hommes de lettres de renom, l'ennemi. Et la teinte de la graisse jaune est celle du « jus refroidi de la viande ».

Cette côte de veau « en belle vue » (comme mieux vaudrait écrire), pour ne plus figurer sur les cartes (ou peut-être lors des banquets ?), n'en était pas moins quelquefois de bonne cuisine puisque le Répertoire de Gringoire et Saulnier, qui est comme la Bible des chefs, la cite ainsi : « Braisée. Décorée à volonté avec détails de truffes et de légumes



cuits. Lustrée à la gelée. Autour gelée hachée. »

Tandis que le Larousse gastronomique précise que l'appellation mettait en valeur la belle vue d'un lustrage de fonte sera mieux), avec quelques oignons, un soupçon d'ail, une carotte, un navet, les aromates de votre goût

levée, propriété de la marquise de Pompadour qui « y composait des plats fins pour Louis XV ».

On imagine alors fort bien un carré de côtes de veau savamment braisé (en cocotte de fonte sera mieux), avec quelques oignons, un soupçon d'ail, une carotte, un navet, les aromates de votre goût

et un verre de vin blanc, un autre de bouillon. Et, bien entendu, un pied de veau qui permettra de gélifier la cuisson (passée, voire clarifiée). On pourra, avant de verser la sauce sur la viande et de l'y laisser prendre, décorer celle-ci non point de « petits légumes » mais, en cette saison, de lames de truffes fraîches. On pourra également ajouter quelques cuillères d'eau-de-vie à la cuisson : cognac, armagnac, whisky de malt. Et, n'en déplaise à Joris-Karl, c'est là, avec une salade bien « étudiée », un excellent plat, de belle vue et de bon goût. A condition que le veau soit de qualité.

A la table de la Pompadour, c'était du veau de Pontoise. Un demi-siècle plus tard, Grimod de La Reynière le classera toujours parmi les meilleurs, car il était nourri « avec de la crème et des biscuits ». Nous n'en sommes plus là ! Si aujourd'hui les Français sont, du monde entier, les plus grands consommateurs (plus de 6 kilos annuellement par habitant, alors que les Anglais ne dépassent pas la livre !), ils se voient trop souvent proposer du

veau de batterie. Le consommateur devra donc s'adresser à un bon boucher et s'assurer qu'il lui vend du veau « de boucherie », c'est-à-dire abattu vers le troisième mois et nourri de lait de vache.

Mieux encore : du veau « sous la mère », nourri, lui, du lait de sa maman. Ce n'est certes pas bon marché, mais un carré de côtes de veau de bonne origine, de chair rose (le veau blanc est un snobisme mais une erreur) et satinée, au grain très fin et de belle graisse (bien blanche, elle !), préparé « en belle vue » est fait sans doute - et sans qu'il l'avoue - la joie de Huysmans. Et, puisque l'on prépare aussi le homard « en belle vue », pourquoi, en hommage à l'auteur d'*A rebours*, un bon cuisinier ne nous préparerait-il pas un hareng de cette manière ?

La Reynière

(1) Huysmans : le diable, le catholique et Dieu, de Jean Borie. Grasset, 1991, 120 F.

## ENTRE-METS

# Les huîtres

**F**INIS les seuls mois en « r », désormais les huîtres sont à chacune de nos fêtes, à chacune de nos envies. Le mollusque marin bivaire se répand sur le marché, classé en deux espèces. La plate, c'est l'*Ostrea edulis*, et la creuse, la *Giga japonica* (ou canadienne). Bien d'autres espèces peuplent rias, criques et marais de par le monde. Avec deux valves, c'est un écran de carbonate de calcium. Un ligament fait charnière. Ce muscle rend l'huître inviolable. De 4 à 20 litres d'eau de mer irriguent chaque heure ce coquillage, dont les corps ciliés appréhendent par vibration les dangers extérieurs : bigorneaux, crabes et oiseaux marins. L'huître est plus ou moins charnue et laiteuse. Elle est à la fois, comme chacun sait, mâle et femelle. Cet ensemblement successif de ses œufs et l'émission de son pollen obéissent au rythme des saisons. Il arrive parfois que la petite graine volante s'échappe vers d'autres congénères. Les œufs larvés sont expulsés : c'est alors le naissain précieux, qui cherche un support où se fixer. Les bancs d'huîtres sauvages accrochés aux rochers ont une fonction essentielle pour réguler cette vaste migration.

Le vocable « belon » désigne à présent toutes les huîtres plates bretonnes, élevées en eau pro-

fonde pour leur éviter le virus destructeur. Et l'huître creuse est maintenant originaire du Pacifique : elle représente, depuis 1970, l'essentiel de la production française. Elle a remplacé, par acclimatation, la portugaise gryphée. Celle-ci avait échoué par hasard sur les côtes de l'Aquitaine, à la suite d'une avarie du *Malpais* en 1868. Elle prospéra de l'estuaire de la Gironde jusqu'à Marennes. Le vent soufflant où il veut, le naissain, ce fluide microscopique, ira prospérer du bassin d'Arcachon jusqu'aux abords de la Vilaine.

Seules comptent désormais les conditions d'affinage, propres à chaque terroir de ces campagnes pélagiques. Les huîtres de Marennes-Oléron sont affinées en « claires » dans d'anciens marais salants nettoyés, réduits à la belle eau, abondante en plancton et où circule la navicule bleue, cette algue dont le pigment vert teinte le mollusque d'une couleur propitiatoire. Les « fines de claires » baignent dans ce jus, à une vingtaine par mètre carré, pendant deux à trois mois. Les « spéciales », à cinq ou six par mètre carré, attendent six mois leur excellence. L'une et l'autre seront consommées, sans risque, toute l'année. Le prix des huîtres est stable. Il faudrait s'en réjouir. Mais elles sont comme

le vin : il y a de bonnes et de moins bonnes années. Cette saison, les « claires » ne grossissent pas, les « spéciales » restent plutôt grises, et on signale un parasite dans la baie de Quiberon et dans celle de Cancale.

En fait, les grandes surfaces sont une telle pression sur les prix que les éleveurs préfèrent jouer sur la quantité : on produit plus, mais moins bien. Et on réduit les marges à la production. Mais pas à Rungis, où elles sont de l'ordre de 30 %. Chiffre étonnant qui n'est pas justifié - comme pour le poisson - par des pertes intempestives. Rungis est l'octroi du marché parisien de l'huître, et gare à celui qui s'avise de livrer directement restaurateurs ou détaillants ! La stabilité est donc artificielle : c'est la qualité et les recettes des ostréiculteurs qui s'amoindrissent. Plusieurs d'entre eux, parmi les plus sérieux, ont déposé leur tablier et leur bilan. D'autres maintiennent, contre vents et marées, leur exigence de qualité. En « fines de claires » et en « spéciales », Serge Dandonneau (6, rue des Chènes-les-Allards, 17550 Dolus-d'Oléron ; tél. : 46-75-41-99) approvisionne avec une belle régularité la poissonnerie Thalassa (10, place Brancusi, 75014 Paris ; tél. : 43-22-04-37) et les établissements Diget (au marché de l'Alma les mercredi

et samedi). Les « belons » proviennent de la baie de Quiberon (Yann Henrio, rue des Courlis, 56470 Saint-Philibert ; tél. : 97-55-16-76).

Il en va des modes culinaires comme des marées. Elles varient. Au Moyen Âge, l'huître est cuite en civet, voire en pâté, puis gobbée toute vive, par cents, sous l'Ancien Régime et la Restauration. On la voit revenir aujourd'hui sur nos tables sautée, grillée, en ragout ou bien en soupe. C'est un juste retour des modes d'Amérique et surtout de la Louisiane. Le modèle de la sophistication fut longtemps l'huître Rockefeller, créée en 1899 à La Nouvelle-Orléans. Le fondateur de la Standard Oil appréciait une fondue de légumes incorporée à l'huître et à son jus, à peine passée au four. Les huîtres panées et l'admirable gelée d'eau de mer de Marc Meneau, comme la crème d'huîtres aux pointes d'asperges vertes de Joël Robuchon maintiennent cette tradition de la haute cuisine.

Jean-Claude Ribant

► A consulter : *Eloge de l'huître*, Joël Robuchon de Luisa Gay, traduit de l'italien par Solange Schnall. Gentilhomme éditeur, 1990, 79 F.

## Semaine gourmande

### O'Duo

Une petite maison (décor simple mais agréable, patronne gentiment vigilante et cuisine sage du patron). Un menu-carte : choix entre neuf entrées et autant de plats (95 F), fromages et desserts dans les 30 F et demi-bouteilles de vins bonifiés entre 40 et 70 F, ou en pichet (35 F). Mon menu : rillettes de haddock au poivre vert, mijoté de lapin à la menthe. Celui de ma voisine : terrine de foies de volaille confiture d'oignons, poisson du marché. Bonne tarte aux pommes chaude pour conclure.

► O'Duo, 54, avenue Emile-Zola (15) ; tél. : 45-77-28-52. Fermé samedi et dimanche. Parking : Beaugrenelle. Carte bleue.

### Charles Barrier

Quittons Paris pour retrouver un grand classique et le grand cuisinier de Touraine. Charles Barrier propose, hors carte, un repas « Mer et rivière » : pétoncles fleur de thym, saumon fumé, blini de froment, saint-jacques dieppoises grillées, sole au caviar crème d'our-sins, anguille de Loire farcie aux herbes, chèvres fermiers, pâtisseries et sorbets au choix : 340 F. C'est pour un repas de fête, le *neq plus ultra* de la qualité du produit et de l'imagination sage, son accommodement. Belle cave.

► Charles Barrier, 101, avenue de la Tranchée, à Tours (37000) ; tél. : 47-54-20-39. Fermé dimanche soir. Carte bleue.

## Miettes

Retraite : Lucien Vanel a cédé son restaurant toulousain, mais c'est pour « jeter un coup d'œil » sur un petit « atelier » de préparation de crèmes glacées et sorbets. *Chez Octave* (29, rue Sainte-Claire à Toulouse ; tél. : 61-20-50-30).

Inauguration : *Les Vieux Murs*, le célèbre restaurant antibois (av. Amiral-de-Grasse ; tél. : 93-34-06-73) entièrement restauré et animé par Georges Romano (*Chez Paul et France* à Paris), devait être inauguré le 24 janvier.

Bons points des lecteurs : pour le restaurant de l'hôtel Médiateur à Sophia-Antipolis (06560), *Le Bellet* (un nom de vignoble, c'est tout dire !). Et à Paris, pour *Les Vignes du Pantheon* (4, rue des Fossés-Saint-Jacques ; tél. : 43-54-80-81).

## VACANCES-VOYAGES

### HÔTELS

#### Côte d'Azur

NICE  
**HÔTEL VICTORIA** \*\*\*  
33, boulevard Victor-Hugo  
06000 NICE - Tél. : 93-88-39-60.  
Petit centre-ville, calme.  
Petit parking, grand jardin, chambres TV couleur, câble.  
Téléphone direct, minibar.

#### Côte basque

**HOTEL DE CHIBERTA ET DU GOLP** \*\*\*\*  
(3 km de Biarritz)  
« Un doux hiver à 300 m de l'Océan et au calme de la forêt de pins »  
Séjours en chambres-studios équipés tout confort  
(téléphone direct, TV Canal +)  
Prix par personne : 770 F la semaine en occup. double.  
valable du 1-11-91 au 28-03-92

Tarif moyenne saison.  
Valable du 28 mars 92 au 30 mai 1992  
Prix par personne : 1 085 F la semaine en occup. double  
Service de petits déj. et repas du soir sur demande

Forfaits golf et cure thermes marins, en option  
Navette aéroport  
104, boulevard des Plages, ANGLET  
Tél. réserv. : 59-52-15-16.  
Tél. : 573 412. Fax : 59-52-11-23.

#### Montagne

06350 MOLINES-EN-QUEYRAS  
HTES-ALPES - STATION VILLAGE  
A 5 km de Saint-Véran  
**HÔTEL LE CHAMOIS** \*\*\*  
LOISIR DE FRANCE  
Soleil, calme, ski de fond, piste  
Pension, demi-pension  
Tél. : 92-45-83-71.  
Fax : 92-45-80-58

#### Paris

SORBONNE  
**HÔTEL DIANA** \*\*  
73, rue Saint-Jacques  
Chambres avec bains, w.c.  
Tél. direct, TV couleur, De 280 F à 420 F  
Fax : 46-34-24-30.  
Tél. : 43-54-92-55.

#### PORTE DES LILAS

**HÔTEL LILAS GAMBETTA** \*\*  
223, avenue Gambetta  
Tél. : 43-62-85-60  
Tél. : 211838. Fax : 43-61-72-27  
Chambres insonorisées (310 F à 360 F)  
Petit déjeuner à 25 F  
TV couleur, Tél. direct, minibar.

#### Italie

##### VENISE

**Hôtel LA FENICE ET DES ARTISTES** \*\*\*  
San Marco N. 1936  
Tél. : (41) 52-32-333 Fax. 52-03-721  
et son Restaurant  
nouvelle ambiance « bohème »  
**TAVERNA LA FENICE**  
Tél. : (41) 52-23-856 Fax. 52-37-666.

#### Suisse

**ST-MORITZ (Engadine)**  
Kulm - Hôtel  
L'hôtel 5 étoiles  
dans la grande tradition.  
Centre mondain et sportif.  
CH 7500 ST-MORITZ - Tél. : 1941 8211 31  
FAX 3 27 38

#### TOURISME

**AUTRICHE-OSTTYROL**  
**SÉJOUR LINGUISTIQUE DE NEIGE**

du 1<sup>er</sup> au 13 mars 1992  
Enfants et adolescents de 7 à 18 ans.  
Accueil individuel en famille.  
Prix : 4 650 F comprenant :  
- Pension complète, cours de ski, animation ;  
- Encadrement, voyage A.R. en train.  
Association EUROPE RENCONTRES ET ÉCHANGES : (01) 43-38-79-37.

#### SKI DE FOND

Haut-Jura 3 h Paris TGV  
Yves et Liliane vous accueillent dans une ancienne ferme franc-comtoise du XVIII<sup>e</sup>, confortable, rénovée, chères 2 personnes avec s. de bus, w.c. Ambiance conviviale, détente, repos. Accueil 14 pers. max., tables d'hôtes. Cuisine mijotée (produits maison et pain cuit au vieux four à bois). Pous. rand. pédestres, patin à glace, tennis, VTT. Pension complète + vin + matériel de ski + accompagnement 2 400 F à 2 950 F pers/semaine.  
Renseignements et réservations  
(16) 81-38-12-51. LE CRÉT L'AGNEAU  
La Longeville - 25650 MONTBENOIT.

### novotel créteil

#### LA ROTISSERIE

Tous les jours  
de 6 h à 24 h

Sur la nouvelle carte  
choisissez vos plats  
selon votre faim :

petite ou grande portion  
rue Jean-Gablin  
RN 186

94034 CRETEIL CEDEX  
Tél. : 42-07-91-02





Dans le Vaucluse, le château de Lacoste, fief des Sade, qui, depuis mille ans, domine les vallées de la Raille et de Valmasque.

## Lacoste, Sade au berceau de l'enfer

Le château de Lacoste, où le divin marquis fit, si l'on peut dire, ses premières armes, fut le refuge de ses errances et de ses errements, sa source de liberté et d'inspiration. C'est aujourd'hui une ruine, comme la vie de Sade, qui ne se déréglait que pour la postérité.

QUAND, en 1797, Donatien Alphonse de Sade vint en Provence pour la dernière fois, il visita ses anciens fiefs de Mazan et de Saumane, mais il ne repartit pas à Lacoste. Le château croulait, c'était du passé inutile pour le vieil homme et ses prisons. A peine si, dans ses souvenirs, flottait ce nid de l'enfance, ce donjon des supplices, ce haut lieu des permissions. Il avait bâti des ouvrages plus solides que les pierres et les murs : Sade n'était pas homme à s'attendrir sur les services rendus.

C'est à Lacoste cependant qu'il avait pris ses premières nourritures, qu'il avait cru à l'existence de Dieu, à l'indifférence souveraine de la nature, à l'odieuse et délicate privauté de la domination. C'est là, dans son théâtre, avec ses douze comédiens, qu'il s'était donné les moyens de l'illusion, assuré des fantômes plus puissants que la vie. Là qu'il avait, un hiver, monté le pont-levis et vécu enfermé dans des mises en scène de débauches, qu'il avait gaspillé dans des fureurs orgiaques ses dernières heures de frénésie, qu'en maître absolu, usant et abusant des libertés d'auteur, il avait composé ses tableaux vivants, monté tous les degrés de l'érotisme, du plaisant au cuisant. Cela avait été comme un avant-goût de Bastille et de liberté...

Le terrible hiver où, se donnant le spectacle de ses certitudes, de l'isolement, de l'athéisme, de la trouble présence du mal et des consolations cruelles de la jouissance physique, triste comme un soir de Passion, il avait attendu l'exempt, son bourreau, son sauveur. Cet hiver où le diabolique marquis, pris au piège de ses démonstrations impies, pourchassé par des hommes de robe qui ne plaisaient plus, où le divin marquis, hélas ! toujours en

avance et en retard d'un monde, demandait d'autres chaînes pour ses délices, d'autres contentions sans merci d'où jaillirait l'enceinte de ses livres à venir. Le fœdal était allé trop loin, le jouisseur s'était rassasié, il lui fallait à présent choisir l'œuvre ou la vie, la prison ou l'oubli des hommes.

Il avait, à Lacoste, épuisé tous les recours, pas mal sodomisé et flagellé, goût qu'il partageait avec la plupart des élèves nobles des Bons Pères qui faisaient donner des verges à tour de bras. Il s'était mal conduit à plaisir. Maintenant, il fallait à l'esprit fort de la force. On l'accusait de tout les maux, de tous les vices des Grands, des pires abominations. Après l'affaire d'Arcueil, c'était devenu le viviseigneur du genre humain. Il savait, lui, qu'il n'avait jamais sombré dans la folie criminelle, comme son contemporain, le comte de Charolais, qui jamais ne fut la cible de personne, et qui pourtant s'amusait à descendre les convulsions des toits à coups de mouquet. Il savait qu'il n'aurait jamais été la vie à son semblable, même s'il avait fait la bête dans l'amour jusqu'au sang. Certes, il cultivait le talent aristocratique de déplaire, il n'était certes pas indulgent - encore qu'à ce titre il faillit périr sur l'échafaud, - il était homme à tuer une mouche, pas une innocente victime, pas un assassin.

Dans le voiture de police qui, le 26 août 1778, l'emmenait à Paris, le marquis laissait derrière lui les reliefs de son défi, les charbons de son ardeur, les lieux qui le séparaient de Lacoste frappaient à coups de béliet son château. Il quittait des décombres, un édifice qui soudain s'effondrait. Il ne devait plus à ce creuset où il s'était formé, dispersé, dissolu, que ces quelques pierres du souvenir pour rebâtir plus tard le château de Silling. Cette « folie » de Lacoste où il avait tenté l'application raisonnée des outrances, où il avait donné du fouet de l'ironie, du tranchant de l'inconvenance, où trop longtemps il avait fait le cruel et le chorégraphe, avait, en somme, masqué la seule démenche qui l'habitait : la folie de l'écriture. Il avait trente-huit ans déjà, la force de l'âge pour un libertin, l'âge de raison pour un génie.

De là-bas il pourrait écrire à sa femme : « Cette façon de penser que vous blâmez, fait l'unique consolation de ma vie : elle allège toutes mes peines en prison, elle compose tous mes plaisirs dans le monde et j'y tiens plus qu'à la vie. Ce n'est pas ma façon de penser qui fait mon malheur, c'est celle des autres. » Il pourrait écrire à

son fils : « Eh ! Mon Dieu, ne vous désolerez pas de voir votre nom à l'immortalité. Mes ouvrages l'y mèneront, et vos vertus, quoiqu'inséparables de mes ouvrages, ne l'y auraient jamais conduit. » Il pourrait tout écrire : « Jouis mon ami, jouis, et ne juge pas... jouis, te dis-je, abandonne à la nature le soin de te punir... Jouis du flambeau de l'univers : c'est pour éclairer des plaisirs, et non des sophismes, que sa lumière brille à tes yeux. »

Il emportait Lacoste avec lui, comme le nécessaire d'un long voyage. Il emportait Justine et Juliette et les historiettes des *Cent Vingt Journées de Sodome*, toutes celles qu'il avait connues, piquées, meurtries, sa jeunesse et sa beauté, les cœurs pris et les corps assaillis, les Ninon, les Gothon qui se plaisaient à la besogne, les amours futilles, les amitiés utiles. Ce banc dans le parc, sous les pins chinois, où

qu'il plongeait à Lacoste dans des intermittences de terreur et de tendresse, qui jamais n'admettait son jeu provocant, qui reçut un soir les injures des sbires venus se saisir de son exécrable marquis, qui si souvent ferma les yeux au risque de la complicité. De Rente-Pélagie qui fit de Sade son dieu, puis son diable et, pour finir, s'en sépara.

Il quittait Lacoste comme Sisyphée eût quitté son rocher : sans remords, étourdi à force d'habitude. Depuis toujours il y était remonté, depuis l'enfance où, laissant Saumane et l'indifférence de son oncle l'abbé, grand tripoteur de pécheresses, il allait rejoindre sa grand-mère Astouaud. Son cœur battait quand, dans « les plaines azurées de Lacoste », il voyait se dresser le château de ses rêves sous l'aile sombre du Lubéron. Il passait alors par Notre-Dame-des-Lumières ou par le pont Julien - un pont romain, pas une ruine, un pont solide, ano-

comme il l'était déjà, avec une affaire de blasphème et de flagellation sur le dos, il retirait sûrement de ces nuques tendues, sur quoi il aurait pu mettre le pied, plus d'excitation que de vanité. Il tenait à ses privilèges comme aux prestiges d'une autre nature que sa sainte Pélagie lui procurait en prison.

De Lacoste, il redescendait souvent à bride abattue pour échapper à la maréchandise. Il allait se cacher dans la plaine et remontait quand le danger et les frayeurs des dames étaient passés. C'est de Lacoste qu'il partit pour l'Italie avec son valet La Jeunesse et Anne-Prospère, la chanoinesse, sa belle-sœur, qu'il avait entre-temps séduite. Toujours dans la précipitation, comme une pierre qui roule ; car il était condamné à mort par contumace, son effigie brûlée en place d'Aix et poursuivi pour sodomie et empoisonnement. Sodomie réelle. Empoisonnement imaginaire.

Là-haut, le nid d'aigle se défilait dans la vent. Ce n'était plus pour Sade le sûr abri des fantaisies, ni même une citadelle d'où le seigneur parquait la justice du roi, l'innocence du pauvre ou la morale des pisse-froid. L'opinion publique et ses penchants sanglants l'avaient marqué au fer de l'infamie. On vint chercher à Lacoste des ossements humains, des cadavres, qu'on ne trouva pas. Et, plus tard, quand le jugement d'Aix fut cassé, Sade, victime d'une lettre de cachet, avait déjà pris la route de la Bastille, les chemins de la création.

Basta, là-haut, il se sentait perdu de réputation. Les seigneurs d'alentour évitaient sa compagnie, son théâtre n'était plus fréquenté que par des bourgeois et des manants. Il jouait - mal dit-on - pour une salle vide, aux enthousiasmes noués, qui du moins rigolaient de ses frasques et l'appelaient le « pistachier ». L'illusion mourait avec les illusions. La toile peinte s'effritait, il faudrait bientôt la retirer : Sade devrait déclamer contre un mur.

Il y eut encore quelques garçons, quelques filles, mais sans faire injure aux appétits du marquis, le cul n'y était plus. Le fœdal devenait cérébral. Mieux valait partir et laisser sur la porte les clés d'un paradis perdu.

Sans le maître des lieux, Lacoste se délabra rapidement. Pendant les années de Bastille, l'ami Mademoiselle de Roussel vint y séjourner une saison, un hiver, en 1782, tirant son matériel de pièce en pièce, fuyant la chute des toiles et des plafonds. Plus tard, quand la Révolution rendit la liberté au ci-devant marquis, après son célèbre

discours, pastiche officiel, *Aux mânes de Marat et de Le Peletier*, après qu'il se fut prononcé contre la peine de mort, qu'il eût abandonné la présidence de la section des Fiques pour ne pas envoyer un suspect à l'échafaud, Sade vendit à Rovère, une crapule convenable, sa ruine, son château. De Lacoste il ne parla plus.

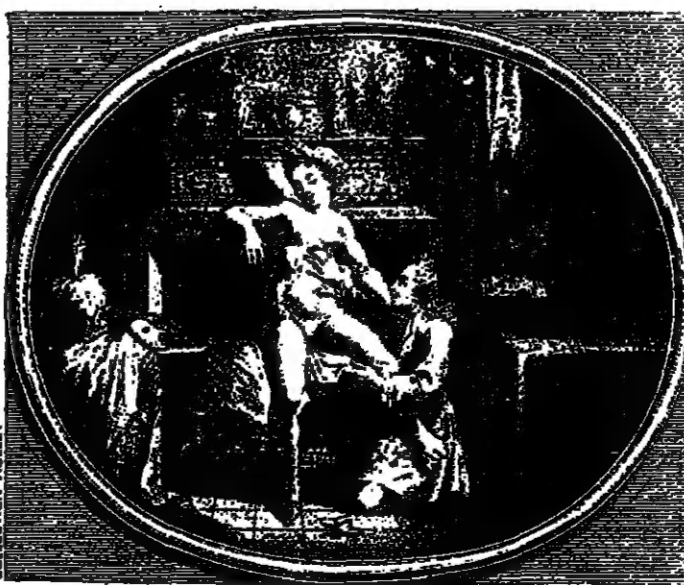
Il laissait alors faire le matériel du grand œuvre dans les horizons bleutés de la lointaine Provence. Il voulait vivre de sa plume, il s'échinait sur des pièces de théâtre injouables, il n'avait pas de contradicteurs : on n'aboyait plus, on bâillait l'opinion heureusement veillant. Elle ressortit le vieux coupable, l'épouvantail des bonnes mœurs, des osselets et des oisillons. On lui reprocha un livre qui avait fait les délices du *Directoire*, *Justine ou les Malheurs de la vertu*, un manuscrit, *Juliette*, « plus affreux encore », et, sans autre procès, il fut mis à Charenton pour « démenche libertine ». Là, il put achever son dernier cercueil de l'enfer, ses *Journées de Florbelle* que son imbécile de fils fit brûler après sa mort. Des souvenirs de château remontaient dans ces pages, de chairs tendres et toujours ce cri d'homme libre qui traverse les murs de l'humaine prison.

Sade tenait à ses manuscrits comme à la seule trace de son passage sur la terre. « Mes brouillons, qu'on me les rende, je vous en supplie ! » Il aurait aimé qu'on l'ensevelisse sous un buisson afin que la nature, ni bonne ni mauvaise, le recouvre d'oubli. Seule l'œuvre était immortelle, et Lacoste devait périr.

Au cours d'une de ces « grandes peurs » que prirent les Provençaux pendant la Révolution, le château avait été copieusement saccagé et pillé. C'était bon signe. Puis il servit de bergerie aux bêtises agnelles. Aujourd'hui, des équipes de bâtisseurs veulent le relever de ses ruines. Pas le château des vicieuses, mais la forteresse des Sade qui depuis mille ans domine les vallées de la Raille et de Valmasque et où vécut, en fait, très peu de temps, le dilapidateur, l'iconoclaste, le descendant bizarre qui préférait, à des pierres au soleil, le papier bible de la gloire.

De notre envoyé spécial  
Christian Colombani

► A lire : Donatien Alphonse François marquis de Sade, biographie de Maurice Laver. Éditions Fayard, 912 p., 198 F.



Mieux valait partir, et laisser sur la porte les clés d'un paradis perdu...

avec Milli Printemps, Mademoiselle de Roussel, une chaste conquête, il aimait à s'asseoir, roussissant à rebours pour d'enjouées, puis d'ensorcelées conversations.

Il allait tirer profit de ce passé mort, de ce bon temps, où, constamment bon de ses gonds, il avait eu l'audace de faire prendre pour sa femme la Beauvoisine, une actrice à 1 000 écus ; de ce long été où ils s'étaient donné l'un à l'autre la comédie du faux mariage : de Rente-Pélagie, son épouse, vertueuse, infortunée,

nyme, indestructible - et volait vers la liberté, la septième région du ciel, vers ses compagnons du village qui lui paraient provençaux, vers l'ami Gaudry, et, dans les salles basses du château, vers Pauline, sa cousine.

Il y remontait encore à la mort de Jean-Baptiste, son père, fripon et coureur de jupons, pour prendre possession du fief, et mettre un malin plaisir scrupuleux à faire s'agenouiller les consuls. Il jouait alors au maître et à l'esclave, peut-être se prenait-il au jeu, au préjugé de caste, mais, roué